



Mémoire de recherche
Master mention Sciences Politiques parcours Ingénierie de projet en
politiques urbaines

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales | Université de Lille
Année universitaire 2023-2024

Les révoltes urbaines de 2023 par le prisme des
discriminations et de la stigmatisation: une enquête auprès
des habitant.es de « quartiers populaires » à Roubaix.

Autrice : MELIA Sarah

Directeur du mémoire : TALPIN Julien

Membres du jury de soutenance: SOUANEF Karim - TALPIN Julien

"J'ai bien pris connaissance des dispositions concernant le plagiat et je m'engage à ce que mon travail de mémoire en soit exempt".

Remerciements:

Je tiens à remercier tous les enquêtés.es qui ont gentiment accepté de m'accorder leurs temps et récits personnels.

Je remercie mes proches (ma grande sœur en particulier) pour m'avoir soutenue moralement dans le stress de cette année universitaire et dans ce moment complexe rempli de doute qu'est la rédaction.

Je remercie Julien TALPIN d'avoir accepté d'encadrer ce mémoire, pour ses ressources et ses recommandations.

Sommaire

Introduction:

1) *Les révoltes urbaines de 2023 au national et contexte roubaisien : comprendre pour rechercher.....p.5-7.*

2) *Un détour vers les sciences sociales pour appréhender ce sujet transversal et justifier son intérêt.....p.7-14.*

2.1 *Une sémantique jamais neutre : « [...] toute qualification a une visée normative. Elle oriente ou construit les représentations des faits étudiés et l'analyse qui en est faite » (Kokoreff, 2005, p.2)*

2.2. *Les révoltes urbaines : quelques points de consensus sociologiques dans la littérature*

2.3. *Un intérêt à creuser du côté des discriminations et de la stigmatisation*

3) *Axer les recherches et problématiser : des choix subjectifs mais aussi liés aux contraintes du terrain.....p.14.*

4) *L'approche qualitative : une approche nécessaire au vue des contraintes de faisabilité et temporelles de notre enquête..... p.14-16.*

5) *Le déroulement de notre démarche.....p.16.*

Chapitre 1: Les révoltes urbaines de 2023, un rapport ambivalent et hétérogène : quand légitimité et illégitimité cohabitent.

1) *Un premier temps de révolte, d'émotion et d'action qui se légitime.....p.18-24.*

1.1 *L'émotion légitime : les révoltes comme « bonne leçon ».*

1.2 *S'identifier pour légitimer : entre « effets miroir » et construction d'un « nous »*

1.3 *Au-delà de Nahel : une légitime colère face à la violence structurelle et symbolique et au déni de reconnaissance*

1.4 *La révolte comme « répertoire d'action » légitime pour être vu et entendu.*

2) *Le second acte des révoltes comme moment de désolidarisation et de délégitimation.....p.24-30.*

Chapitre 2: Les révoltes urbaines de 2023 : comme traduction d'une relation entre citoyens et institution policière de plus en plus nécrosée.

1) *Une routinisation des pratiques discriminantes et violentes structurant le rapport ordinaire à la police des citoyens de quartiers populaires.....p.32-40.*

1.1 Des récits d'identifications individuelles aux victimes traduisant des défaillances plus structurelles et ce déficit de confiance.

1.2 L'ordinaire de la menace, de la violence et de l'irrespect : des facteurs structurant les relations avec la police et le rapport aux révoltes des jeunes.

2) Un rapport conflictuel et dégradé suscitant un déficit de confiance des citoyens envers les institutions.....p.40-46.

3) Réformer l'institution policière française : un débat nécessaire, mais d'apparence chimérique.....p.46-50.

Chapitre 3: Les révoltes comme signal ou expression de “la goutte de trop” : stigmatiser et discriminer des pratiques traversant les frontières sociétales et institutionnelles.

1) L'institution-école : un lieu de discrimination, d'humiliation de dévaluation et de désenchantement du monde structurant le rapport à la société.....p.52-63.

1.1 Le bon élève et le mauvais: des castes comme prémisse d'un système stigmatisant et discriminant

1.2 L'école, sanctuaire des discriminations : la dimension structurelle de l'altérité et un cumul de stigmat

1.3 Un rapport d'humiliation, à l'école mais structurant différemment le rapport aux institutions et aux révoltes

2) Les médias mainstream et les quartiers populaires : vecteurs de haine, instrument de propagation de stigmat et bâtisseur de fantasme.....p.63-72.

2.1 Les médias fabricants d'altérité et de stigmat : l'image de Roubaix et son traitement médiatique des facteurs structurants du rapport aux médias et aux révoltes des enquêté.es.

2.2 Les médias vecteurs de stigmat dépassant les frontières de la ville.

CONCLUSION.....p. 72-75.

Bibliographiep.76-79.

Annexep.80-99.

Précisions acronymes : PQR : pression quotidiennes régionales ; PRJ : pôle ressources jeunesse ; RJ : référent Jeunesse.

Les « révoltes urbaines » de 2023 par le prisme de la stigmatisation et des discriminations : une enquête auprès des habitants de “quartier populaire” à Roubaix

1) Les révoltes urbaines de 2023 au national et contexte roubaisien : comprendre pour rechercher.

Le 27 juin 2023, lors d'un contrôle routier, le jeune Nahel a été tué par balle par l'un des policiers prétextant la mise en danger de sa vie suite au refus d'obtempérer du jeune conducteur âgé de 17 ans. Très rapidement, via la vidéo du meurtre de Nahel filmée par une passante puis diffusée sur les réseaux sociaux, la version policière qui avait conduit à l'ouverture de deux procédures en flagrance à l'encontre du jeune nanterrois a été contredite. Il s'en est suivi durant près de 7 jours des révoltes urbaines qui se sont diffusées dans diverses villes de France, dont Roubaix. Concernant Roubaix, les nuits du 29 et du 30 juin ont été décriées par la PQR et la municipalité comme les nuits les plus « intenses » on peut lire sur le site de la municipalité que « pas moins de 19 bâtiments publics nécessitent une action de réparation voire de reconstruction [...] Le préjudice pour la ville est estimé à 1,5 million d'euros. »¹

Très rapidement une dichotomie apparaît, en effet, ce qui se dit dans la sphère politico-médiatique se cantonne à un prisme de lecture des événements axé sur les dégradations. « Les raisons de la colère » (Truong, 2015) sont presque évacuées du débat public, tandis que dans les rues de Roubaix, certains habitants s'indignent de la violence de cette vidéo mais aussi des mesures arbitraires presque liberticides prises par le pouvoir municipal. Par exemple, certains quartiers ont été privés de l'éclairage public en étant plongés dans le noir. À une rue près, ce droit était octroyé ou dénié. La présence d'hélicoptères survolant la ville et éclairant les jardins, les habitations des citoyens de manière presque arbitraire comme si tout droit à la vie privée semblait factice ou comme si tout habitant de certains quartiers pouvait être de potentiel suspect. De plus, la présence du RAID dans les rues roubaisiennes traduit cette coercition, voire une militarisation de l'espace public lors de ces événements. Enfin, une des dernières mesures liberticides comme l'a connu la France lors de la pandémie du COVID-19, le couvre-feu s'est déployé pour tous les jeunes

¹ Service communication de la ville de Roubaix “ retour sur les émeutes urbaines”, *Roubaix XXL*, le 04 octobre 2023. (Consulté le 04/05/24. URL : <https://www.roubaixxl.fr/retour-sur-les-emeutes-urbaines/>).

mineurs entre 21 h et 5 h du matin, déniaient tout droit à la libre circulation des jeunes, et englobant cette catégorie de la population comme un groupe social homogène présumé coupable des dégradations en raison de leurs âges.

De plus, ce qui se passe dans l'espace public et la grille de lecture politico-médiatique paraissent antinomiques. Par exemple, Hana, étudiante en Master de science politique dans un IEP et animatrice dans un PRJ affirme lors de notre entretien individuel :

« Au fil de la journée, on a entendu parler aux infos dans la presse, y a commencé à avoir des feux, etc à Nanterre. Et je dis à mes parents que ça va péter. Là c'est mort, ils ont tué un petit. On a trois vidéos. Je me rappelle que sur BFM, ils avaient essayé de mentir, ils avaient essayé de dire que le policier était en danger. Du coup, j'avais dit à mes parents, ça va péter, c'est sûr, il n'y a pas de doute, là, c'est mort. Les quartiers ce soir, c'est fini. Et après j'ai vu les vidéos. Moi je savais que ça allait péter mais je ne savais pas que ça allait avoir autant d'ampleur. Mais franchement, moi j'étais, moi je suis pas du tout contre le mouvement, je suis à 100 % pour. Désolée, tu laisse les gens moisir dans les quartiers dans leur merde [...] pour moi leur seul moyen de protestation c'est pas d'aller marché mais de montrer que si vous nous touchez, euh en fait la société nous fait tellement de mal que si elle se met à nous tuer comme ça pour rien faut forcément leurs montrer qu'il y aura des répercussions, qu'on va pas laissé ça se passer même si y'a eu des digressions, des pillages ou je ne sais pas quoi, je préfère fermer les yeux dessus ».

Mais ce discours n'est pas propre à tout roubaisien.nes dans la mesure où certains habitants ont tout aussi clamé leur indignation face aux dégradations. Ainsi, le rapport des habitants aux révoltes est très variable et ambivalent en raison de l'hétérogénéité du groupe social que sont les habitants de quartier-ville populaire. Il y a donc un intérêt à analyser le rapport aux révoltes de ce groupe en raison des diverses interprétations et origines que prêtent les habitants aux révoltes.

Plus précisément, nous avons choisi d'axer nos recherches sur les révoltes urbaines qui se sont produites à Roubaix en juin-juillet 2023, notamment sur la perception et la (non) participation des habitants dans ces dernières. En ayant comme fil conducteur le prisme des discriminations et de la stigmatisation (Goffman, 1975). Nous entendons par discrimination « un traitement illégal, inégalitaire et défavorable appliqué à certaines personnes en raison d'un critère illégitime la renvoyant à un groupe construit négativement (en raison de son origine, de son sexe, de ses croyances, de son orientation sexuelles, etc.) (Talpin, Balazard, Carrel et al.ii p.22). Dans la mesure, la discrimination et la stigmatisation se côtoient très souvent, il est pertinent de les penser ensemble surtout que la stigmatisation est moins direct ou parfois moins violente et plus insidieuse, ainsi, il est intéressant de les penser ensemble. On entend par stigmatisation toute « attribution de qualification négatives à des individus identifiés

comme des groupes ou des identités, associées à des signes considérés comme des stigmates ». (Talpin, Balazard, Carrel et al.ii p.21).

En effet, de manière plus personnelle la question des discriminations nous a semblé d'autant plus intéressante en raison de nos origines ethniques et sociales. Et la question des révoltes urbaines est pertinente dans la mesure où elle amène à se questionner sur l'état actuel de la société ou du moins des inégalités de traitement visibles et donc d'un principe d'indifférenciation mis à mal au vu notamment de la disparité des mesures politiques menées sur Roubaix durant ces événements. Plus largement, c'est aussi le climat français actuel qui a accentué notre intérêt à travailler sur ces questions. Ce basculement progressif mais pas nouveau vers une société où la xénophobie semble se justifier par l'emploi du label de la liberté d'expression comme pourrait en témoigner la montée des partis d'extrêmes droites. Mais aussi ce tournant toujours plus répressif et dans la confrontation direct de la part des forces de l'ordre, comme nous aurions pu le constater durant les Gilets Jaunes, les manifestations contre la réforme des retraites, les révoltes urbaines ou encore les contestations écologiques à Saint-Soline.

En cela, un détour par la littérature est nécessaire pour essayer de replacer le phénomène des révoltes urbaines dans le contexte dans lequel il a pris et démontrer l'intérêt de notre cadre d'analyse.

2. Un détour vers les sciences sociales pour appréhender ce sujet transversal et justifier son intérêt :

« En France, les émeutes urbaines du mois de novembre 2005 ont révélé certaines limites d'un modèle d'intégration à vocation universaliste, fondé sur une communauté de citoyens égaux formellement mais soumis à des traitements inégalitaires dans la réalité, notamment sur la base d'une logique de ségrégation urbaine et de discrimination mêlant des caractéristiques sociales et ethnoraciales » (Oberti, Lagrange, 2006, p.33).

Selon Marco Oberti et Hughes Lagrange, les émeutes seraient loin d'être nihilistes puisqu'elles mettraient en lumière l'existence d'un paradoxe, une tension tangible entre une vision dominante d'un universalisme homogénéisant français, renforcée par une doxa républicaine insistant sur un principe d'indifférenciation et la réalité vécue notamment le traitement inégalitaire d'une partie de la population française, particulièrement les habitants issus de quartiers populaires, qui peuvent être exposés de manière différenciée à ces discriminations en raison de leurs origines socio-ethniques.

Pour précision, le sujet des révoltes urbaines est une thématique abondamment traitée dans les sciences humaines et sociales. Ce sont des phénomènes relativement récents si l'on adopte une lecture historique sur le temps long. La première révolte urbaine date de 1979 en France dans le quartier de la Grappinières (Vaulx-en-Velin) en région lyonnaise. Cependant, celle-ci n'a pas connu l'engouement médiatique de celle de 1990 au Mas du Taureau (toujours à Vaulx-en-Velin) qu'on relève souvent comme la première révolte urbaine, survenue à la suite du décès de Thomas Claudio, jeune homme de 21 ans mortellement percuté le 6 octobre 1990 par la police alors qu'il circulait à moto.

Du fait de l'abondance de travaux, on peut identifier quelques consensus et angles morts communs à ces travaux en se focalisant sur ceux qui ont porté sur les révoltes urbaines de 2005. Ces révoltes sont survenues suite aux décès de Bouna Traoré (15 ans) et Zyed Benna (17 ans) électrocutés par un transformateur électrique, alors qu'ils fuyaient un contrôle de police en rentrant de leur entraînement de football.

Avant d'entrer dans les détails des consensus ou angles morts relevés dans les travaux sociologiques, un détour sur la sémantique qui sera employée dans notre analyse est nécessaire.

2.1 Une sémantique jamais neutre : « [...] toute qualification a une visée normative. Elle oriente ou construit les représentations des faits étudiés et l'analyse qui en est faite » (Kokoreff, 2005, p.2).

Comme le précise la sociologue Corinne Delmas (2007), « Le vocabulaire lui-même n'est pas innocent et les évolutions sémantiques, d'ailleurs constatées, ne sont pas vraiment approfondies ; pourquoi et comment par exemple l'expression « quartier sensible », plus euphémisée que d'autres termes tels que « banlieues », s'impose-t-elle ? » (Delmas, 2007, p.277). Par cette remarque, elle fait référence aux travaux de la sociologue Sylvie Tissot (2009) portant sur la construction savante du « problème des quartiers sensibles » à partir des années 1980 en France. En effet, S.Tissot démontre comment via une sollicitation des chercheurs en sciences humaines, les professionnels de la politique (notamment ceux de l'action publique locale) en demande de légitimité pour parvenir à instaurer les politiques de la ville vont pouvoir construire le « problème des quartiers sensibles » selon leurs prismes. En imposant notamment une logique territoriale en ciblant des quartiers spécifiques et par cela en dépolitisant des problèmes structurels tels que les discriminations ethno-raciales ou le racisme institutionnel. En effet, cibler spécifiquement une partie du territoire permet de ne

pas avoir à traiter des problèmes structurels, pouvant remettre en cause l'idéologie républicaine dominante, à savoir une vision de l'universalisme assimilationniste. Via cette logique territoriale, on sectorise donc on propose des solutions pour un territoire particulier et non pour la société dans son ensemble. La sollicitation des chercheurs, permet d'obtenir une sorte de scientificité gage de légitimité, comme ce fut le cas notamment avec le travail d'Alain Touraine sur l'exclusion et les populations de ces quartiers populaires qui est parvenu à faire émerger « le paradigme de l'exclusion » (Tissot, 2009, p.9). En assimilant exclusion et quartiers populaires, via la construction d'une grille de lecture unifiée et homogénéisante, qui sera reprise puis plaquée sur des situations pourtant bien diverses et hétérogènes permettant ainsi d'« unifier dans la catégorie « quartier sensible » des réalités singulières » (Tissot, 2009, p.3). Elle souligne aussi le travail de la revue *Esprit* notamment sa capacité de réseaux, créer des liens entre divers acteurs dans des lieux neutres et sa capacité d'*agency*, de définition des thématiques et surtout de production du consensus pour parvenir ainsi à invisibiliser toutes dimensions conflictuelles de la réalité sociale.

Il est pertinent d'évoquer le travail de S. Tissot sur la construction savante du « problème des banlieues » pour démontrer qu'on ne peut essentialiser certaines notions notamment ici « quartiers sensibles », « cités », car ce sont des notions non-neutres qui ont été le fruit d'un travail d'imposition symbolique et idéologique par divers acteurs multimensionnés partageant une proximité sociologique. Des acteurs ayant tous des intérêts spécifiques à légitimer ces catégories selon leurs schèmes de perceptions. Ainsi, la posture même du sociologue mérite d'être analysée puisqu'il reste un individu inclus dans une société, porteur d'intérêt et ayant sa vision propre des faits sociaux. Par exemple, la notion de « quartiers sensibles » assimilée au paradigme de l'exclusion s'impose dans les années 1980-1990 et évolue vers une logique sécurisante. En passant ainsi de la lecture des « quartiers sensibles » où prédomine une vision où la main gauche de l'Etat se montrerait active et efficace, où les populations devraient être aidées par les pouvoirs publics car cumulant les « handicaps » (Tissot, 2009, p.4) et victime d'exclusion, à une lecture de ces mêmes quartiers à partir du début des années 2000 et plus intensément, voir formellement à partir 2005 avec le discours de le ministre l'intérieur de l'époque Nicolas Sarkozy « pompier pyromane » (Demiati, 2007), comme des « quartiers dangereux » (Tissot, 2009, p.4). Comme des quartiers nécessitant une logique plus sécuritaire. Toujours en gardant cette logique territoriale dépolitisante, et marquant toujours plus un principe de distinction périphérie-banlieue/centre, voire banlieue/société française en dépit de cette *doxa* d'indifférenciation entre citoyens.

Pour recentrer sur notre sujet des révoltes urbaines et sur l'absence de neutralité au niveau sémantique, il n'y a pas de consensus pour qualifier les événements de 2005. Par exemple, la notion « d'émeute » est évoquée par divers chercheurs. (Lapeyronnie, 2006 ; Kokoreff, 2006 ; Réa, 2006). E.Marlière parle de «révoltes urbaines» (Marlière, 2023), nous positionnons de ce côté dans la mesure où celles-ci induisent une dimension politique. Tandis que les émeutes revêtent du sens commun, notamment dû à leur traitement politico-médiatique. En effet, elles sont bien souvent assimilées à un désordre, dénuées de toute dimension politique où le seul objectif serait la casse et le chaos. Nous utiliserons aussi la notion de « quartiers » ou « quartiers populaires », car ces catégories sont reprises par les enquêtés.

2.2. Les révoltes urbaines : quelques points de consensus sociologiques dans la littérature

En termes d'approche sociologique, bien souvent il semblerait que ce soit une approche par la socio-histoire, ainsi qu'une approche causale des révoltes urbaines qui prédominent. En effet, il y a beaucoup de travaux portant sur les déterminants sociologiques de ces révoltes, ce qui permet de dégager des points qui font consensus quant aux raisons de ces soulèvements. Tout d'abord, les travaux sur les révoltes urbaines tendent à affaiblir le sens commun présent dans les médias et les discours politiques, assimilant l'émeute au chaos, dénuée de sens politique ou de revendication légitime, et les quartiers à des déserts politiques ou « zones de non-droits ».

Des consensus sociologiques peuvent être relevés. Les révoltes urbaines sont notamment dotées d'une dimension politique et les émeutiers ont des revendications (Kokoreff, 2006, 2008 ; Lapeyronnie, 2006 ; Marlière et alii, 2015) comme notamment une demande de respect et d'un traitement plus égalitaire. En effet, il y aurait sentiment d'injustice, de colère qui engendrent de la méfiance vis-à-vis des institutions (Kokoreff, 2006 ; Lapeyronnie, 2006 ; Simon et alii, 2006) et structure leurs rapport aux politiques, aux institutions et à l'État. Le constat de « discriminations négatives » (Castel, 2006), de « relégation sociale » (Kokoreff, 2006 ; Réa, 2006; Simon, 2006), structure tout aussi ce rapport aux révoltes. Des auteurs relèvent aussi une hétérogénéité de la banlieue (Marlière, 2008, 2015)², en cela les révoltes

² E.Marlière que l'on peut critiquer sur ce point puisque bien qu'il relève l'hétérogénéité, il manque de diversité sociologique dans les entretiens présents dans l'ouvrage (surreprésentation de jeunes hommes issue de l'immigration maghrébine et musulmane, absence de femme, invisibilisées plus généralement dans les travaux portant sur la banlieue).

contiennent chacune leurs spécificités selon les lieux dans lesquelles elles se produisent, ainsi s'intéresser aux rapport aux révoltes des roubaisiens est intéressant dans ce cas de figure.

Pour être plus précis sur les consensus sociologiques nous pouvons développer un exemple de consensus ci-dessus. En effet, M. Kokoreff (2006) fait ressortir les dimensions politiques de ces révoltes urbaines de 2005, démontrant que « loin de définir l'émeute comme irrationnelle ou en termes de déviance, il s'agit de la considérer dans sa logique propre, comme répertoire d'action politique, pour la rapporter à l'économie morale des quartiers populaires et en saisir les formes de rationalité, tant émotionnelle qu'instrumentale » (Kokoreff, 2006, p.3). Il fait ressortir plusieurs dimensions de ces révoltes de 2005, notamment que ce silence supposé des émeutiers n'est pas vide de sens, rejoignant D.Lapeyronnie (2006) et le concept de « primitif de la révolte », les émeutes étant le mode d'action privilégié des populations n'ayant pas d'autres moyens d'expression de leur révolte que les violences collectives » (Kokoreff, 2006, p.4). Cependant, le concept de primitif de la révolte reste questionnable. En effet, il est peut-être réducteur de concevoir que les habitants de ces quartiers populaires, bien qu'ils ne soient certes pas représentés politiquement au niveau des partis traditionnels, principalement au vu du déclin et du désencrage des partis de gauche traditionnels depuis les années 80-90 dans ces milieux populaires. Qu'ils soient relégués et pris dans des rapports de force qui leur sont souvent défavorables³, n'auraient d'autres moyens que la violence. Qu'en est-il des actions et mobilisation associatives⁴, n'est-ce pas un moyen d'expression politique autre que la violence ? Peut-être est-il plus adéquat d'évoquer l'absence de pérennité des mouvements plus que d'absence de moyens d'expression, ou d'analyser les entraves institutionnalisées à l'encontre des collectifs de luttres contre les discriminations dans les quartiers populaires (Carrel, 2023 ; Mohammed et Talpin, 2018), mais aussi le fait que ces expériences de discriminations ont des effets sur les individus issus des quartiers populaires de sorte qu'ils aient « une faible croyance en la possibilité de modifier les choses » (Talpin, Balazard, Carrel et al.ii, 2021, p.4) .

³ Notamment via le discours de certaines personnalités politiques, et l'image stigmatisante de ces quartiers véhiculée par la sur-médiatisation.

⁴ Tel que *Aclefeu* par exemple qui est une association, née au lendemain des révoltes urbaines de 2005 à Clichy-sous-bois qui lutte contre le racisme systémique et dont l'objectif principal est de parvenir à faire entendre la parole des citoyens des quartiers populaires, souvent marginalisés.

Pour en revenir à M.Kokoreff, pour lui, l'utilisation de méthodes dites « non conventionnelles » ne doit ainsi pas être un facteur qui délégitime et nie systématiquement toutes revendications ou dimensions politiques. Puisque M.Kokoreff (2006) démontre comment en 2005 ces révoltes prennent dans un contexte de durcissement des rapports entre les jeunes issus des quartiers populaires et la police, un climat social tendu, notamment un fort taux de chômage dans les quartiers, ainsi qu'une « distorsion entre l'imaginaire (l'égalité des droits et des chances, le dialogue démocratique) et le réel (les discriminations sont présentes dans tous les domaines de la vie sociale : école, logement, travail, santé ...). Ainsi, cette population est prise entre sa réalité, ce qu'elle vit voir subit parfois, et la négation de celle-ci au niveau sociétal et institutionnel. De ce fait, émanent de ces révoltes au-delà des violences, des demandes collectives issues des vécus similaires et des « discriminations négatives » subies, telles qu'une « demande de respect » et « d'égalité en droit » (Kokoreff, 2006, p.8). La révolte urbaine étant un moyen d'intervenir donc dans un espace public qui relègue constamment ces populations. Donc, la révolte urbaine contient des dimensions politiques.

2.3. Un intérêt à creuser du côté des discriminations et de la stigmatisation

Dans la mesure où les révoltes contiennent des dimensions politiques comme vu *supra*, il y a ainsi un intérêt à creuser sur la question du rapport aux révoltes des habitants de quartiers populaires, en liant ces dernières à leurs vécus de discrimination et de stigmatisation, pour éventuellement pouvoir rendre compte de comment ces phénomènes peuvent façonner leurs rapports aux révoltes ou au politique. Ainsi, nous pouvons développer un second exemple en lien avec les discriminations en plus de celui des dimensions politiques des révoltes (*supra*) pour démontrer l'intérêt de notre prisme d'analyse.

En effet, nous pouvons effectuer un lien entre le paradoxe de l'universalisme français relevé par P.Simon (2006), qui reprend l'expression « discriminations négatives » de R.Castel (2006) et le déni de reconnaissance des jeunes issus de ces quartiers⁵, comme l'a relevé le sociologue M.Kokoreff (2006, 2008) ou H.Lagrange et M.Oberti (2006) et A.Réa (2006). En cela il semble intéressant de creuser sur la question des discriminations. Par exemple, le sociologue Andréa Réa bien qu'il se montre critique envers les méthodologies dominantes en sciences sociales (les approches causales et comportementalistes) pour appréhender les

⁵ Avec un stigmate encore plus prégnant lorsqu'ils sont issus de l'immigration. Il y a en effet un intérêt à adopter une approche intersectionnelle des discriminations pour rendre compte des différences dans l'expérience de discrimination au sein d'un même groupe social, les quartiers populaires.

révoltes, il met en avant l'importance de l'approche comparatiste et l'analyse des institutions pour pouvoir rendre compte des dimensions structurelles du racisme et des discriminations à l'égard des populations issues de l'immigration. Il affirme notamment que « Le racisme quotidien, en tant que *racisme en acte* (De Rudder *et al.*, 2000), vécu par les acteurs stigmatisés comme un traitement illégitime s'apparente à un déni de reconnaissance des personnes issues de l'immigration. Ces jeunes sont présentés et représentés comme des citoyens à part. Alors que les discours politiques dominants décrètent l'existence de l'intégration, de nombreux jeunes ne voient pas cela se concrétiser dans leurs expériences quotidiennes. Ils ne se sentent pas reconnus comme des sujets politiques ». (Réa, 2006, p. 469). Ainsi, s'intéresser aux révoltes et au prisme des discriminations et de la stigmatisation à l'échelle des habitants de Roubaix est intéressant dans la mesure où l'hétérogénéité que recoupe ce groupe social permettra peut-être de montrer les dimensions structurelles de ces discriminations. Dans la continuité de cette pensée, le géographe P.Simon met en lumière ce paradoxe français démontrant l'existence d'une logique de différenciation opérant une distinction entre jeunes que nous pouvons élargir aux habitants des quartiers populaires, qui plus est issus de l'immigration, et la société française en dépit du fait qu'ils soient pourtant majoritairement citoyens français à part entière. Mais en même temps persiste une vision dominante de l'universalisme synonyme d'homogénéité, induisant un fort principe d'indifférenciation entre citoyens, de *colorblindness* bien qu'il soit questionnable sur plusieurs points, notamment puisque persiste une logique de distinction, qui invisibilise et dépolitise le débat des discriminations structurelles. Une partie des Français étant « équipés de lunettes construites pour ne pas voir cette ségrégation ethnique et la limiter à des différences familiales » (Lagrange et Oberti, 2006, p.35). Cela tend ainsi à retourner le stigmate et l'injonction à l'intégration envers ses populations qui ne voudraient s'intégrer, mais qui pourtant semblent exclues par ce système⁶. Ainsi, il affirme la nécessité de « confronter notre logiciel universaliste à la réalité des divisions ethniques et raciales » (Simon, 2006, p.1) et se montre en faveur de politiques de « discrimination positive » (Simon, 2006, p.14) à condition qu'on ouvre et entre réellement dans le débat sur l'existence de discriminations structurelles. Puisque, pour reprendre Oberti et Lagrange (2006, p.36) « si l'on ignore cette confrontation d'une forte exigence d'égalité contenue dans le « modèle d'intégration français » et la réalité des inégalités et des discriminations, on s'interdit de comprendre le développement des protestations en France ».

⁶ Donc au-delà de l'invisibilisation, nier la réalité sociale de certains individus, il y a une logique d'individualisation du 'problème' d'intégration et ainsi une responsabilisation de ces « outsiders » (Simon, 2006, p.8) refusant de s'intégrer, cela dépolitisant, produisant un *exit* de toute question portant sur les dimensions structurelles de ces discriminations, voir du racisme.

Ainsi, il y a une nécessité d'évoquer ces discriminations structurelles, d'ouvrir le débat pour rendre compte d'éventuelles causes ou significations ou du moins essayer de comprendre ces phénomènes sociaux que sont les révoltes urbaines. Mais aussi d'analyser les effets variables de ces discriminations et de cette stigmatisation sur les habitants de quartiers populaires sur leur rapport ordinaire au politique, à la citoyenneté, aux institutions et aux révoltes. Puisque en se focalisant sur la question de la ségrégation spatiale et en distinguant constamment la question sociale de la question ethno-raciale, on invisibilise cette dimension ethno-raciale qui prend pourtant part dans la société française. Précisons que nous évoquons la notion de race pour parler des discriminations ethnoraciales non pas dans une dimension biologique mais dans le sens des sciences sociales, c'est-à-dire comme un construit social.⁷ En effet, cette *colorblindness* étouffe toutes dimensions racistes instituées qui ont cours en société. Il semble quasi-impossible d'aborder la question du « racisme politique et institutionnel » (Réa, 2009, p.4), du « racisme républicain » (Réa, 2009, p. 4). Cette dimension reste sous-exploitée ou du moins elle ne parvient pas à se publiciser suffisamment pour être construite comme un problème public, c'est aussi en cela que travailler sur ces prismes de lecture paraît intéressant, bien que cela soit complexe.

3. Axer les recherches et problématiser : des choix subjectifs mais aussi liés aux contraintes du terrain.

Au vu de la nature hétérogène des révoltes, il pourrait y avoir une myriade de paradoxes intéressants à étudier. Cependant, pour les raisons énumérées ci-dessus, ce mémoire sera sur les révoltes urbaines de juin 2023, en adoptant une lecture de ces événements par le prisme et l'expérience des discriminations et de la stigmatisation auxquels sont exposés de manières différenciées les habitants de ces quartiers populaires, plus explicitement les Roubaisiens. Plus précisément, interroger le fait qu'au-delà des violences et des discriminations policières, ce serait l'éventuel cumul de stigmates et de discriminations qui amènerait les individus issus des quartiers populaires exposés directement ou indirectement à celles-ci à légitimer les révoltes (ou non) puisque leurs récits et leur rapport aux révoltes ainsi qu'aux institutions restent très hétérogènes et variables. Ainsi, il sera question d'interroger dans ce mémoire comment les habitant.es de Roubaix interprètent-ils le phénomène des révoltes ? Et dans quelle mesure l'expérience des discriminations façonne leur rapport à ces révoltes ?

⁷Pour être plus précis, nous pouvons reprendre l'expression de Colette Guillaumin. Elle affirme concernant la race « cela n'existe pas. Cela produit pourtant des morts » (Guillaumin, 1981) ou a minima des discriminations

De ce fait, il n'est pas question dans cette analyse d'expliquer le pourquoi des révoltes à Roubaix, mais plutôt d'interroger le rapport des habitants à ces révoltes. Ainsi, ce mémoire cherche dans une large mesure à interroger la variabilité du rapport aux révoltes chez les habitants des quartiers populaires, puisque nous pourrions présupposer qu'il est identique, mais on cherchera à comprendre dans quelle mesure les variables de genre, d'âge, voire de position sociale peuvent façonner ce rapport ordinaire à la révolte et à l'État. La question des violences policières et du rapport ordinaire à la police pourra aussi permettre d'analyser le rapport des jeunes et des habitants de ces quartiers à l'État ainsi que la conflictualité avec l'État. Ainsi, l'objectif *in fine* serait de rendre compte, derrière les effets cumulatifs des stigmates et des discriminations, de la dimension structurelle de ces phénomènes, voire d'un racisme systémique.

4. L'approche qualitative : une approche nécessaire au vue des contraintes de faisabilité et temporelles de notre enquête :

Pour essayer de réaliser au mieux ces objectifs, l'approche qualitative semble la plus pertinente dans la mesure où il est question d'analyser le rapport aux révoltes des habitants ainsi que leur expérience de discrimination. Plus précisément, les méthodes de l'entretien semi-directif individuel et collectif pour récolter de l'empirie, en plus des lectures sociologiques, ont été les méthodes privilégiées. À la suite des matériaux récoltés et à la demande de plusieurs enquêtés, l'enquête a été anonymisée, les prénoms changés dans la mesure où il est question de partage de récit intime. Au départ, il semblait évident de devoir faire des entretiens avec de jeunes émeutiers pour pouvoir avoir leur point de vue sur leur participation aux révoltes et ne pas concourir à pratiquer la « ventriloquie » (Dorlin, 2015, p.1) en évoquant les révoltes sans les concernés reproduisant ainsi de la violence symbolique. De ce fait, nous avons longuement échangé avec une interlocutrice d'un centre social roubaisien en lien avec de jeunes émeutiers auteurs de l'incendie d'un magasin, mais celle-ci a annulé l'entretien en raison de ses tensions avec sa hiérarchie au moment du travail de terrain. Ainsi, pendant un long moment, il a été très complexe de relativiser et de penser que cette analyse sera pertinente à défaut d'avoir le témoignage d'émeutiers. Cependant, la catégorie d'émeutier peut paraître binaire, dans la mesure où il est complexe de définir ce qui fait d'un individu un émeutier. Premièrement, il est complexe en l'absence d'aveux formels de jauger si un individu a participé directement ou non aux révoltes. De plus, il y avait aussi un risque de biais majeur, notamment le fait que ces derniers auraient pu, en raison de la

distance temporelle des événements, rationaliser leurs discours. En surplus, sortir en dépit du couvre feu et être témoins des dégradations ou affrontements avec les forces de l'ordre n'est-ce pas tout aussi légitime ? N'est-ce pas tout autant intéressant à analyser ? Puisque bien que nous ayons eu des émeutiers clairement identifiables, les jeunes garçons ont tous pu être témoins directs des événements dans leurs quartiers respectifs, comme précise Wassim : « Je suis sortie, hein, mais euh j'ai pas fait partie des émeutes. Moi, hein je sortais, mais pas pour faire les émeutes ». En surplus, les jeunes individus de ces quartiers peuvent tout aussi être invisibilisés et sont souvent plus parlé qu'ils ne parlent. Ainsi, en s'entretenant avec eux, l'objectif était le même que pour les émeutiers, à savoir ne pas reproduire des schèmes de lecture dominant/dominés comme on peut le retrouver dans des lectures sociologiques.

Ainsi, après un accès plus difficile que prévu au terrain, nous avons effectué au total 6 entretiens⁸, 4 individuels et 2 entretiens collectifs auprès de jeunes âgés de 13 à 17 ans d'un pôle ressource jeunesse roubaisien après avoir assez longuement échangé par e-mail avec le directeur de la structure. Plus personnellement, être originaire de Roubaix pouvait être un biais au départ, mais au final il s'est avéré que cela a facilité le lien avec les enquêtés dans la mesure où ils ont semblé être plus à l'aise une fois que cela a été précisé. Cependant, d'autres biais ont pu se produire particulièrement lors des entretiens collectifs. Nous avons pu relever des phénomènes d'auto-censures chez certains jeunes, intimidés par le fait de livrer leurs récits en public, particulièrement sur le cas de la participation aux émeutes, mais aussi le statut d'étudiante en science politique évoqué par les personnes du PRJ aux jeunes a pu être un frein au départ, dans la mesure où cela a créé une asymétrie sociale. Ce sont nos origines socio-ethniques et le partage d'expérience dans la ville de Roubaix auquel les jeunes ont pu tout aussi s'identifier qui ont finalement pu réduire relativement cette asymétrie. Cependant au vu d'une certaine proximité, un travail de distanciation a été nécessaire mais reste complexe.

Les précisions méthodologiques ayant été clarifiées, nous pouvons désormais expliquer le déroulement de notre démarche d'analyse dans le but de parvenir à répondre à nos axes de recherche.

5. Le déroulement de notre démarche.

⁸ Deux animateur.ices d'un pôle ressources jeunesse (PRJ), un entretien avec le référent jeunesse d'un centre social incendié lors des révoltes et un entretien avec une des personnes à l'origine de l'Agora citoyenne suite aux révoltes à Roubaix. (Voir annexe 1 : tableau)

Notre mémoire sera divisé en trois chapitres pensés en fonction du retour de terrain effectué entre Février et Avril 2023. Dans un premier temps, nous évoquerons cette hétérogénéité de point de vue ainsi que l'importance de la temporalité et de l'évolution des révoltes pour rendre compte du rapport ambivalent des habitants à ces dernières, notamment leur point de vue sur la légitimité ou non des révoltes.

Ensuite, nous montrerons, en seconde partie de notre analyse, dans quelles mesures la question de la répression et des violences policières structurelles et parfois banalisées semble indéniablement affiliée à la thématique des révoltes, mais aussi comment le rapport ordinaire aux agents de première ligne structure le rapport des habitants aux révoltes en fonction de leurs vécus. Bien que ces rapports soient ambivalents, ils marquent tout aussi leur rapport à l'État et aux institutions. Nous interrogerons enfin le difficile débat sur la réforme de l'institution policière en France dans le but de mettre en lumière comment cela peut impacter le rapport aux révoltes et aux institutions des enquêtés. Enfin, la dernière partie de notre analyse aura pour but de démontrer la dimension cumulative des discriminations et des stigmates, toujours en gardant comme fil rouge le récit de nos enquêtés. Nous nous intéresserons à l'école comme institution et « lieu de reproduction des inégalités sociales et ethnoraciales » (Slaouti, 2020, p.90) dans la mesure où celle-ci est considérée comme un lieu de désenchantement social voire d'humiliation pour les enquêtés. Mais aussi, car elle peut façonner leur rapport aux révoltes et à l'État de manière ambivalente. Pour ensuite mettre en lumière dans quelles mesures le rapport aux médias de ces derniers est vécu comme une expérience de discrimination, notamment en raison de la diffusion d'un imaginaire de la banlieue accolant insidieusement plus de stigmates envers ses habitants. Et que cette image stigmatisante traverse les frontières géographiques de leur ville et peut structurer leurs rapports aux révoltes, même s'il varie selon les enquêtés.

Chapitre 1: Les révoltes urbaines de 2023, un rapport ambivalent et hétérogène : entre légitimité et illégitimité (ou quand légitimité et illégitimité cohabitent).

Dans cette première partie de notre recherche, on analysera et comparera le rapport ambivalent des enquêtés aux révoltes, dans le but de démontrer comment coexiste parfois au sein d'un même individu un rapport aux révoltes plus complexe qu'on pourrait le penser.

En effet, plusieurs variables sociologiques peuvent jouer sur la manière dont les habitants perçoivent et se positionnent sur les révoltes de 2023. Notamment la position sociale, l'âge, le genre mais aussi le degré d'identification au jeune Nahel et plus largement le rapport au quartier. De plus, la temporalité et la nature des révoltes jouent en grande mesure sur les perceptions des habitants. En ce point, l'étude de Maella Guillaume Le-Gall et Marco Oberti sur la géographie des révoltes urbaines de 2023 et les deux temps des révoltes de 2023 notamment un « premier temps émotionnel » (Guillaume Le Gall ; Oberti, 2024, p.5) et un second temps qu'ils qualifient « insurrectionnel » (Guillaume Le-Gall ; Oberti, 2024, p.7) semble pouvoir se confirmer. Un consensus se dessine sur le fait que les révoltes soient perçues comme légitimes au départ notamment lorsqu'on évoque l'acte du policier ainsi que le décès de Nahel, ou pour être simplement considérées. En ce sens, la traduction de la colère se justifie au niveau des enquêtés. Cependant, nous montrerons comment le sentiment d'illégitimité des révoltes semble lié paradoxalement au fait que les habitants se sentent appartenir à une même communauté sociale. Nous verrons que cette appartenance se traduit différemment dans leur rapport aux révoltes. Ainsi, ce second acte des révoltes comptant les pillages est relativement perçu comme illégitime et éloigné de toute revendication politique en lien avec le décès de Nahel.

1) Un premier temps de révolte, d'émotion et d'action qui se légitime :

1.1 L'émotion légitime : les révoltes comme une « bonne leçon ».

Tout d'abord, nous pouvons parler de consensus chez les enquêtés au niveau de leur rapport aux révoltes en ce qui consiste à condamner l'acte du policier, bien qu'ils admettent en partie que Nahel était bien en délit comme le dit notamment un des jeunes lycéens « Nahel, euh je dis pas euh il est en tort parce qu'il a fait un délit mais ça, ça mérite pas la mort ». En cela, les révoltes sont légitimes pour eux puisque pour eux rien ne justifie de mourir de la sorte comme en témoigne notamment deux jeunes âgés de 16 et 17 ans « je trouve moi euh ils ont raison de faire des émeutes, parce que sans ça ben euh la police elle aurait pas peur de reproduire la même chose donc je pense les émeutes ça a pu leur mettre une bonne petite claque quand même » son ami enchaîne en ajoutant « peu importe le crime qu'on fait, nous euh on mérite pas la mort, donc oué pour lui euh Nahel paix à son âme il méritait pas la mort et je pense que oué ça euh à donner une bonne leçon au début [...] ». Ainsi, le premier temps des révoltes, le temps « émotionnel » (Guillaume Le Gall ; Oberti, 2023, p.5) semble admis et légitime. En effet, les premiers jours avant les pillages étant perçu par les enquêtés comme un

temps de manifestation de la colère et de la tristesse légitime, « une bonne leçon » pour reprendre l'expression de Dalil. Il y a ainsi une condamnation morale de l'acte du policier. La violence de son acte est condamnable ainsi les révoltes, notamment cibler les institutions, en particulier les commissariats se justifient pour eux.

Cependant, les révoltes sont perçues comme légitimes à des degrés différenciés selon nos enquêtés. Par exemple, les deux hommes, plus âgés (Driss et Selim) ne semblent admettre qu'avec parcimonie la légitimité des révoltes au vu des violences et des dégradations, sans pour autant remettre en cause la gravité de l'acte du policier et la colère légitime.

1.2 S'identifier pour légitimer : entre « effets miroir » et construction d'un « nous ».

En grande majorité⁹, les enquêtés se sont montrés concernés par les révoltes, en particulier l'identification à Nahel a pu jouer directement sur le rapport aux révoltes des jeunes. En cela, nous pourrions parler « d'effet miroir » (Truong, 2015, p.98). En effet, le sociologue fait un travail biographique en analysant les émeutes par le prisme d'une trajectoire individuelle puisqu'il a accompagné un jeune durant près de 10 ans après les émeutes de 2005. Ainsi selon lui, « l'effet miroir » expliquerait en partie le fait que les jeunes émeutiers ont agi car ils se seraient identifiés à Zyed Benna et Bouna Traoré en 2005, ainsi qu'à Ali un jeune décédé dans des circonstances similaires dans le quartier de l'enquêté. En transposant cette analyse à notre enquête, bien que les jeunes garçons dans notre recherche n'aient pas participé aux dégradations et aux affrontements directs avec la police, tous ont eu a minima une participation passive en étant témoins des révoltes. Cette notion se justifie dans la mesure où il y a une forte identification à Nahel en raison de leurs origines ethno-raciales, mais aussi plus largement de leurs proximités socio-économiques. De plus, le sentiment plus ou moins fort d'appartenance à un quartier populaire, mais aussi leurs rapports ordinaires et conflictuels à la police ainsi que l'expérience de discriminations façonnent leur rapport aux révoltes et plus largement à l'État. Ainsi les révoltes sont pour eux légitimes en premier lieu.

Plus largement, le sentiment d'appartenance au quartier a pu être une variable structurante dans le degré de légitimation des révoltes. Par exemple, l'emploi du pronom « nous » ou « on », notamment lorsque Isaac dit « nous euh on mérite pas la mort... » ou « Nahel ça a été la goutte de trop pour nous » montre cette identification à Nahel, mais aussi à une même communauté. Ainsi, ils s'identifient aussi en premier lieu aux émeutiers comme le démontre

⁹ Voir **annexe tableau 1** des données sociologiques des enquêtés.

Wassim lors du second entretien collectif affirmant « on fait pas ça pour rien... euh on se plaint, on casse mais y'a un objectif euh [silence] ta vu y'a un objectif derrière, on veut que ça s'arrange. Euh, l'objectif c'est que tout ça ça s'arrête ». Ainsi en s'identifiant, les révoltes paraissent beaucoup plus significatives, il est plus simple de les comprendre et donc de les légitimer.

L.3 Au-delà de Nahel : une légitime colère face à la violence structurelle et symbolique et au déni de reconnaissance

En surplus, le fait que la violence de l'action provienne d'un agent de police assermenté et ainsi d'une institution étatique renvoie une dimension structurelle. La violence de l'acte est perçue comme de la violence systémique et structurelle. Et cette violence physique illégitime s'articule avec d'autres formes de violence subies quotidiennement par une partie des habitants de villes populaires. Elle est notamment perçue comme le continuum d'un « déni de reconnaissance » (Réa, 2006, p.469) induisant un sentiment d'injustice dû à la stigmatisation croissante des habitants de quartiers populaires au vu de leur traitement différencié. Ces sentiments et expériences de stigmatisation peuvent structurer le rapport aux révoltes des habitants, leurs rapports à la citoyenneté et plus largement aux politiques ainsi qu'aux institutions. En effet, ici l'acte du policier est interprété comme un acte raciste, comme le précise Isaac lors du second entretien collectif « Moi pour moi encore une fois y'a de l'injustice, parce que je pense si ce serait un blanc ça se serait pas passé comme ça euh je pense le policier il a même pas penser au mal que ça pouvait faire, ni aux conséquences ». Les conséquences renvoyant aux révoltes, et ainsi à la légitimité de celles-ci en raison de cet acte. Pour précision, ce cocktail de facteurs causaux des révoltes n'est pas propre aux révoltes de 2023, en effet comme le démontre Valérie Sala Pala dans son chapitre portant sur l'interprétation des révoltes des habitants de quartier populaire à la suite des émeutes de 2005 « Au-delà d'une révolte contre la mort de Mohamed et contre les abus policiers, les émeutes sont vues plus largement comme une révolte légitime contre les injustices, les discriminations, le racisme, les difficultés sociales, le sentiment de relégation dans les « quartiers » ». (Sala Pala, 2011 p.5)

Ainsi au-delà de Nahel, la révolte peut se propager et dépasser les frontières symboliques et géographiques du quartier où s'est produit la violence policière, le meurtre, puisqu'elle touche plus largement les individus qui s'identifient dans cet acte violent et ce mépris étatique quotidien. Ainsi, cela légitimise pour une majorité des enquêtés les révoltes et le fait d'y

apporter une réponse tout aussi violente que l'acte. En effet, Hana lors de l'entretien individuel explique :

« Moi je suis à 100 % pour le mouvement. Pour moi désolée, tu laisses les gens dans les quartiers, tu laisses moisir desolée du terme mais dans leur merde ! Leurs seules voies c'est souvent de dealer parce que du coup, l'école c'est pas une option viable, où travailler à l'usine et se casser le dos, humm fin ces gens là ils n'ont aucun moyen de protestation. Pour moi, leur protestation, encore une fois, c'est pas d'aller marcher, mais c'est de tout casser et montrer que si vous nous touchez ben euh en fait, en fait, la société nous fait déjà tellement de mal que si en plus elle se met à nous tuer comme ça ouvertement pour rien, faut forcément leur montrer qu'il y aura des répercussions et non pas laisser ça, qu'on va pas on va pas laisser ça se passer tu vois ?! Donc, nan franchement moi à ce niveau-là, je suis à 100 % pour, même s'il y a eu des euh, des euh digressions... »

Bien que sa position sur les pillages (« les digressions ») sera changeante lors du second entretien collectif, démontrant une fois de plus la complexité à saisir le rapport aux révoltes des habitants en raison des ambivalences dans leurs discours, comme le démontre l'usage des pronoms « ils » et « nous ». Elle met en avant durant le second entretien collectif les dimensions structurelles des violences et pour légitimer les révoltes.

« Tu vois euh l'Etat à la violence symbolique, la violence elle peut même s'exercer sur les corps avec la police, ben moi petite arabe je peux pas imposer de violence symbolique au vu de ma condition donc le seul recours c'est quoi c'est la violence après euh je ne suis pas pour la violence de base mais je comprend, je pense que c'est légitime, tu fais en fonction de tes moyens en vrai euh c'est le seul recourt qu'on a [...] pour moi la violence elle engendre la violence, et quand les jeunes s'approprient la violence de l'Etat ben faut pas être étonné »

Pour elle, les révoltes sont un « mouvement », induisant ainsi une dimension politique. De plus, cela dépasse l'acte du policier en lui-même dans la mesure où elle évoque les difficiles conditions socio-économiques de certains habitants. La variable de la position sociale et du niveau de diplôme¹⁰ semble jouer dans la mesure où celle-ci pointe les dimensions structurelles avec l'usage du terme savant bourdieusien de la « violence symbolique » renvoyant à l'usage de la violence par les normes sociales. De plus, la variable du niveau de diplôme joue dans la mesure où elle lui permet en quelque sorte de mettre de côté la variable du genre. En effet, c'est la seule personne de sexe féminin de nos enquêtés qui justifie l'emploi d'un mode d'action plus ou moins violent de la part des émeutiers, bien qu'elle le justifie en raison du régime d'exception des événements (les révoltes étant un moment spécifique) en disant : « je ne suis pas pour la violence de base... ». Cependant, la variable de la position sociale ou de niveau de diplôme ne semble pas totalement jouer sur le positionnement et le rapport des habitants aux révoltes. En effet, bien qu'elle soit la seule enquêtée actuellement en études supérieures et qui se définit comme politisée à gauche. Sa position quant à la légitimité de l'usage de la violence par les citoyens lors du premier acte

¹⁰ Elle est étudiante en Master 1 de science politique dans un IEP.

des révoltes rejoint celle de Wassim en seconde professionnelle qui se décrit comme désintéressé par la politique en raison de son caractère « ennuyant ». Il dit notamment lors de notre premier entretien collectif : « moi je vais pas le cacher je suis pour les émeutes [...] Moi-même quand j'ai vu des mortiers tirés sur les commissariat et tout ben ça m'a fait plaisir. ». Ainsi, la variable de la position sociale ne peut pas toujours expliquer le rapport aux révoltes des enquêtés cependant celle-ci fonctionne notamment sur les raisons accolées pour justifier ou légitimer les révoltes. Là où l'animatrice pointe du doigt des dimensions socio-économiques, des discriminations structurelles et la violence symbolique. Le jeune lycéen met en avant le rapport conflictuel ou les inimitiés qu'il entretient avec la police.

De plus, Hana évoque le manque de moyens d'action des habitants de quartier en disant notamment « tu fais en fonction de tes moyens euh en vrai c'est le seul recours qu'on a [...] » pour justifier ce « répertoire d'action » (Tilly, 1984) entendu comme « [...] un répertoire limité d'action collective c'est-à-dire les moyens d'agir en commun sur la base d'intérêt partagés [...] » (Tilly, 1986, p.541-542), rejoignant ainsi l'hypothèse émise par Michel Kokoreff de qui affirme que les révoltes seraient le mode d'action privilégié des populations n'ayant pas d'autres moyens d'expression de leur révolte que les violences collectives »¹¹. (Kokoreff, 2006, p.4). De plus, au-delà du manque de moyens d'action, celle-ci évoque aussi que les répertoires souvent utilisés dans les quartiers populaires tels que les marches blanches, ne seraient pas en adéquation avec la violence de l'acte commis. Il persiste des ambivalences entre enquêtés sur ce mode d'action, et plus largement sur la manière adéquate pour agir après de tels événements nous le démontrerons notamment dans notre seconde partie. En effet, Wassim dit « on va pas aller faire une marche blanche faut pas se foutre de nous tu vois ? En vrai, faut choquer les gens pour être vu et entendu. ».

Ainsi, au-delà de l'affirmation de ne pas être « vu et entendu » ce qui traduit ici le sentiment d'être stigmatisé (invisibilisé) par ce jeune, on retrouve un rapport à la citoyenneté très variable parmi les enquêtés qui façonne leur rapport aux révoltes. En effet, leur rapport à la citoyenneté structure en partie leurs rapport aux révoltes. Cependant ce rapport à la citoyenneté ne semble pas être en corrélation avec la position sociale de l'individu, puisque bien que nous pourrions classer l'animatrice dans les « citoyens par le haut » (Sala Pala, 2011, p.5) au vu de son parcours scolaire. Son discours, son rapport aux révoltes et à la citoyenneté rejoint celui de ceux qui pourraient avoir un rapport à la « citoyenneté par le bas » (Sala Pala, 2011, p.6). En effet, ces derniers critiquent voire rejettent la citoyenneté lorsque

¹¹ Cependant la position d'Hana rejoignant celle de Michel Kokoreff n'est pas partagée par tous les enquêtés comme nous le verrons plus bas avec Lilia à l'initiative de l'Agora, ou Selim le collègue d'Hana, animateur au sein du pôle ressource jeunesse.

celle-ci est assimilée à toutes formes institutionnalisées telles que le vote comme devoir républicain¹². On perçoit parmi ceux qui envisagent la citoyenneté en dehors des schèmes institutionnels, une propension à comprendre l'emploi d'un mode d'action moins conventionnel comme les révoltes confirmant ainsi qu'ils « reconnaissent dans l'ensemble l'importance et la légitimité des formes moins institutionnalisées (et même éventuellement violentes) de participation politique et les mobilisent. Ils tendent à attribuer plus d'importance à ces formes de participation qu'au vote » (Sala Pala, 2011, p.7).

Ainsi, ici se dessine un *gap générationnel* dans la mesure où la variable de l'âge semble agir, puisqu'un seul enquêté de plus de 40 ans (Driss) assimile clairement la citoyenneté à la République et le vote comme un devoir citoyen. Tous émettent une position plus ambivalente ou clairement tendance à la « citoyenneté par le bas », bien qu'ils ne justifient pas tous totalement les révoltes, notamment le second acte de celles-ci.

1.4 La révolte comme répertoire d'action légitime pour « être vu et entendu »

Enfin, qu'il y ait parmi les enquêtés un consensus sur le premier « temps émotionnel » des révoltes, et une relative compréhension et acceptation de cette colère qui varie en fonction du sentiment d'appartenance au quartier ou d'identification à Nahel et du rapport à la citoyenneté. Il n'y a pas de consensus sur le répertoire d'action le plus adéquat pour la situation. Par exemple, pour Lilia, à l'initiative d'AGORA¹³, bien qu'elle se définisse comme apolitique en affirmant lors de notre entrevue « Moi je suis pas politique euh, moi je suis pas dans ça, c'est pas parce que tu vas me voir à la CGT que je suis avec la CGT tu vois ? [...] La politique, c'est pas pour moi. ». Il n'était pas question de laisser ce sentiment de colère prendre le dessus mais de « cadrer la colère et faire de la prévention », elle ajoute « [...] Je sentais qu'on avait besoin de libérer la parole, y avait un besoin de parler de tout ça ».

Ainsi, les habitants de quartiers populaires ont des moyens d'actions autres que la révolte pour exprimer leurs colères. Cependant, bien qu'il y ait d'autres moyens d'action comme par exemple cette initiative citoyenne. Organiser un événement comme celui-ci induit a minima

¹² Seul Driss, référent jeunesse d'un centre social incendié durant les révoltes, enquêté le plus âgé affirme l'importance du vote comme un devoir. Selim et Lilia ont des positions plus ambivalentes et peuvent être considérés comme citoyens « par le haut » (Sala Pala, 2011) car ils rejettent l'usage de la violence, mais aussi « par le bas » car ils rejettent tous deux la politique partisane.

¹³ AGORA est une initiative citoyenne qui s'est produite en Juillet 2023 au sein de l'amphithéâtre au Parc Barbieux à Roubaix. C'est un collectif (dont Lilia a semblé être à la tête de l'organisation) qui a décidé bénévolement à la suite des révoltes urbaines roubaisiennes de Juin 2023, d'organiser une agora citoyenne où chaque citoyens étaient invité à participer librement et échanger avec des artistes, sociologues et chercheurs et personnalité politique sur les révoltes urbaines, et les violences policières. Des ateliers collages, et d'écriture étaient aussi mis en place.

la détention d'un « capital d'autochtonie » (Renahy, 2010, p.9), entendu comme « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés. Il s'agit de nommer des ressources symboliques, symboliques en ce qu'elles ne tiennent ni d'un capital économique, ni d'un capital culturel, mais d'une notoriété acquise et entretenue sur un territoire singulier ». (Renahy, 2010, p.9). Cette notoriété n'est pas le propre de tous les citoyens, tandis que la révolte reste un moyen plus accessible à tous. De plus, simplement y participer induit un rapport à la politique et à la citoyenneté qui est bien ambivalent selon nos enquêtés, et la capacité d'avoir accès à l'information est tout aussi inégalement répartie. En effet, lors de nos entrevues, aucun des enquêtés n'a participé à cet événement. La grande majorité n'était pas au courant de cet événement. En cela, la révolte reste dans un premier temps plus que légitime aux yeux de nos enquêtés, puisqu'elle est le moyen le plus accessible mais aussi le plus visible pour être vue et entendue.

Ainsi, la légitimité des révoltes dépend aussi de la nature des actions commises et surtout de la temporalité des événements. Nous verrons ainsi que bien qu'il semble avoir un sentiment de solidarité envers Nahel ressenti par tous les enquêtés, il a aussi un sentiment d'injustice et de colère légitime. Le second acte des révoltes de 2023 a pu engendrer des phénomènes de désolidarisation chez certains habitants, et plus largement un durcissement des discours sur les révoltes, voire un sentiment d'illégitimité de celles-ci en raison du discrédit accolé aux pillages.

2) Le second acte des révoltes comme moment de désolidarisation et de délégitimation.

Bien que la colère soit légitime en raison du meurtre de Nahel pour les habitants, ils admettent tous néanmoins que ce second acte des révoltes, ce « temps insurrectionnel » (Guillaume Le Gall ; Oberti, 2023, p.7) disqualifie les révoltes. Cependant, bien qu'il y ait un consensus disqualifiant une partie des révoltes, les raisons évoquées sont hétérogènes et ambivalentes chez nos enquêtés. En effet, ils se rejoignent à des degrés variables pour dénoncer et se désolidariser des événements. Ils se désolidarisent relativement des événements, mais pas tous pour les mêmes raisons, bien qu'il y ait globalement un consensus.

En particulier avant d'évoquer les moments de pillages, ils évoquent tous les dégradations subies par les particuliers, le citoyen lambda. C'est notamment l'incendie de véhicules d'habitants du quartier, parfois de voisins, de parents, dans l'ensemble des personnes qui partagent de près comme de loin leur quotidien qui produit du consensus, un sentiment de

compassion chez eux, conduisant à une condamnation morale et dans une certaine mesure à délégitimer les révoltes. Comme l'affirme Isaac lors du second entretien collectif :

« Les émeutes en soi je pense ça a mis une bonne leçon, euh mais de là à aller casser la voiture des gens, brûler des magasins et tout ben c'est pas nécessaire parce que ça brûle des voitures **d'innocents** etc. Donc en soi c'est pas nécessaire ».

De plus, il y a aussi un consensus pour disqualifier ces moments de pillage qui se sont produits durant les nuits de révoltes de Juin-Juillet 2023. En effet, tous les enquêtés se désolidarisent de ces moments et tous se rejoignent pour affirmer, comme le fait Hana qu'« après les deux premiers jours, vraiment hein, c'était loin de Nahel ça a desservi la cause ». Ou lorsqu'Isaac affirme « pour moi ils ont abusé du moment où ils ont été dans les magasins et brûlé les voitures ». On peut percevoir ici, que ce jeune, bien qu'il utilise le pronom « nous » lorsqu'il évoque son quartier, sa ville, les émeutiers (au départ) ou pour s'identifier à Nahel, ne se reconnaît pas dans ce second acte des révoltes, ces moments de pillage et se désolidarise en quelque sorte, notamment en employant le pronom « ils ».

De plus, les enquêtés pointent tous avec leurs mots le fait que ces moments de pillages, mais aussi la temporalité des révoltes ont conduit à dépolitiser et arracher toute légitimité à la colère qui s'est exprimée face à la violence de la vidéo du meurtre de Nahel par ce policier. Chems évoque durant le second entretien collectif « moi je trouve y'a eu un retournement de situation un peu euh , ben au début [...] c'était Nahel la victime et après euh à cause des émeutes et tout et tout c'était la police la victime ». Ainsi, ce second temps des révoltes est disqualifié chez nos enquêtés puisque de par la nature des actes et la temporalité de ceux-là, il y a eu pour eux un « retournement de situation ». En effet, là où au départ les révoltes étaient perçues comme l'expression d'une colère légitime en raison de cet acte violent et de son caractère discriminant et structurel, les pillages et la durée sur le temps des révoltes ont provoqué pour eux un déficit de légitimité. Plus les révoltes ont duré et plus les pillages se sont produits (la sur-médiatisation ayant accentué en plus cette complexité à maintenir une perception des révoltes comme légitime en raison du cadrage médiatique). Et donc plus il était complexe de justifier leur caractère légitime, conduisant ainsi à des formes de désolidarisation et de délégitimation de ce second acte.

De plus, chez les jeunes en particulier il y a un sentiment de responsabilité, puisqu'ils s'identifient aux jeunes émeutiers et à leurs quartiers. L'usage des pronoms « nous » et « on » reste très important chez les enquêtés pour jauger leur rapport aux révoltes, leur identification

à une communauté ou au quartier, voire même leur sentiment d'être stigmatisé ou discriminé. Allant dans ce sens, un autre lycéen, Isaac, exprime à la suite des propos tenus ci-dessus « si la situation elle s'est retournée on peut s'en vouloir qu'à nous-mêmes, et parce qu'en plus ça a sali encore plus notre image ». Ainsi les révoltes sont légitimes au départ, mais se disqualifient par la suite. On peut analyser ces déclarations en plusieurs temps. D'abord, on retrouve l'usage du nous et du on et un sentiment de responsabilité face à ces actions commises durant les révoltes. Ces pronoms renvoient au sentiment d'identification à un groupe, que ce soit celui du quartier, de la ville. Ensuite, on retrouve ici la conscience d'un stigmatisme dont peuvent être victimes les habitants de quartiers populaires et plus largement les jeunes racisés. Nous entendons ici par « racisés » les personnes qui sont plus susceptibles d'être touchés par la discrimination et le racisme¹⁴. En effet, lorsque le jeune affirme qu'ils ne peuvent s'en vouloir qu'à eux-mêmes de ce retournement et de la dégradation de leur image, cela traduit le fait que celle-ci semble déjà ternie. On retrouve parmi certains enquêtés le sentiment de devoir être exemplaire, pour ne pas froisser encore plus l'image de l'habitant de quartier, de ville populaire ou l'image des racisés. Ce sentiment d'exemplarité est présent de manière plus prégnante chez les jeunes garçons. Il peut traduire une intériorisation de ces stigmates construits et diffusés par les discours politico-médiatiques et plus largement par la société. Ce sentiment de devoir être exemplaire chez les garçons est lié au fait que ces derniers sont exposés aux discriminations de manière plus violente que les filles¹⁵. Ainsi ici, la variable du genre peut jouer sur le rapport aux révoltes en raison de la nature différente associée à la désolidarisation envers ce second acte des révoltes de 2023.

Puisque en effet, si les jeunes filles ont tendance à aussi se désolidariser du fait que ce second acte des révoltes a pu ternir l'image des habitants de quartier et des personnes racisées, elles le font aussi puisqu'elles se montrent aussi plus pacifiées. Leur rapport à la violence n'est pas le même que chez les jeunes garçons en raison d'une exposition à des discriminations moins directes, du moins impliquant moins de violence physique chez elles ou plus particulièrement

¹⁴ « Une personne « racisée » désigne un individu susceptible d'être assigné à un groupe minoritaire, et d'être victime de discriminations : dans ce contexte, la « race » n'est pas considérée comme biologique, mais elle est une construction sociale qui sert à exclure certaines catégories qui subissent le racisme. » Voir Asmaa Maad « Racisé », « privilège blanc », « intersectionnalité » : le lexique pour comprendre le débat autour des réunions non mixtes », *Le Monde*, Mars 2021. (Consulté le 04/03/24 URL : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/03/31/racise-privilege-blanc-intersectionnalite-le-lexique-pour-comprendre-le-debat-autour-des-reunions-non-mixtes_6075153_4355770.html)

¹⁵ Précisons néanmoins que cela ne veut pas dire qu'elles ne sont pas ou ne peuvent être exposées à des traitements discriminants ou stigmatisants ni même à la violence physique, verbale et symbolique.

un rapport à la police moins conflictuel. En effet, bien qu'elles soient solidaires du premier acte des révoltes, en raison du fait qu'elles soient témoins de l'exposition plus directe (ou plus violente) des jeunes garçons aux discriminations (principalement policières) et aussi qu'elles soient pleinement conscientes du fait qu'il faille être vu pour être entendu. Elles mettent cependant en avant des moyens d'action plus pacifiés, même si elles émettent des doutes quant à la possibilité d'avoir justice avec ces modes d'actions, comme le précise Kaoutar :

« euh oui moi je comprends qu'il fallait frapper fort, y avait déjà trop de problèmes, mais euh y a eu trop d'innocents touchés, euh je sais pas ; il fallait peut-être faire des choses plus visées comme les commissariats par exemple, après euh **pas les brûler ni les casser mais euh je sais pas par exemple, entrer dans les commissariats et se plaindre, euh faire des trucs sur internet** que tout casser euh peut-être poster des messages, poster des choses mais je sais que la justice elle prend pas vraiment trop ça en compte ».

En plus, du rapport à la violence et plus largement aux révoltes différenciées selon le genre, la variable de l'âge joue tout aussi en ce qu'il s'agit de relativement se désolidariser et de condamner les violences durant les révoltes. En effet, les enquêtés en fin de vingtaine et plus¹⁶ ont tous émis des réserves sur l'usage de la violence bien qu'ils comprennent que les révoltes puissent émerger pour se faire entendre ou simplement être considérées. Là où les jeunes garçons affirment devoir être vu et entendu par la révolte, Driss dit notamment lors de notre entretien dans la structure temporaire (une ancienne maison de retraite assez vétuste).

« **C'est pas une bonne réponse à apporter.** Euh, c'est pas une bonne réponse qu'ils ont apporté, mais malheureusement, dans le contexte actuel, s'il n'y a pas de violence, il n'y a pas d'euh, **on** n'est pas pris au sérieux parce que les revendications possibles **si on peut les faire pacifiquement quand on veut bouger les choses.** Des fois, on n'est pas pris euh c'est pris à la légère. Il suffit qu'il y ait de la casse, qu'il y ait du remous, que tout le monde euh qu'il y a un **emballement médiatique.** Là, ils [les pouvoirs publics] vont essayer, 'ah ben tiens dans ce quartier on essaie de mettre un peu plus de moyens, un peu plus de choses' ».

Ainsi, ce témoignage démontre bien l'ambivalence qu'on retrouve chez les enquêtés dans leur rapport aux révoltes. Il y a d'un côté la conscience d'un stigmatisme en direction des habitants de quartiers populaires, notamment du fait qu'ils devraient casser et user de la violence pour pouvoir être perçus et entendus. Cependant, il ne comprend pas les révoltes, « ce n'est pas une bonne réponse ». De plus, il se désolidarise totalement et se montre très ferme, voire dénigrant envers les émeutiers. D'autant plus que les révoltes l'impactent encore quotidiennement dans sa vie professionnelle en raison de l'incendie du centre social dans lequel il a passé ces 15 dernières années, ce qui peut expliquer la dureté de ces propos envers

¹⁶ Driss, Lilia et Selim.

les émeutiers. Il ne comprend pas que l'on puisse cibler certains lieux d'instructions, de culture, ni les pillages et la destruction de leurs propres environnements. Il y a aussi chez lui une volonté de se détacher dans une certaine mesure d'une communauté à laquelle il pourrait être assimilé géographiquement et socialement, mais à laquelle il ne s'identifie pas. Paradoxalement, il ressent un sentiment de honte et alterne entre l'emploi du « on » et du « ils » bien qu'il affirme ne pas faire partie de « la communauté ». On peut donc parler d'une désolidarisation par la honte pour lui. En effet, il dit :

« J'ai échangé avec des trucs, pourquoi t'as brûlé ? Même eux ne le savent pas, tu vois quoi ? Si tu as un peu de conscience tu brûles pas une bibliothèque, tu ne brûles pas une école parce que ça va pénaliser tes parents. Tu brûles pas un supermarché Pourquoi ? Parce qu'ils sont dans le pillage, ils sont comme des **animaux**, tu vois quoi c'était **honteux** de voir ça ! Moi franchement, quand je regardais ça à la télé. Et aaah les médias en ont profité. Mais je me dit mais c'est affreux de voir ça sur la télé c'est quoi ça ? Comme si les quartiers c'est vraiment de la merde tu vois quoi, on en est là, tu vois quoi, c'est une bande de zombies qui viennent, qui dépouillent. Pourquoi en plus ? Puis ils ne savent même pas ce qu'ils font, ils sont dans le pillage, pourquoi ? Ben ils crevent la dalle, ils sont contents de euh de piller, d'avoir des trucs gratuits chez eux, mais tellement, tellement, qu'ils sont entrés comme des personnes non souhaitables. **Donc comme on est non souhaitable, je vais casser je m'en fous**, [...] Je comprends pas moi tout, toute cette violence gratuite qui ne sert à rien, mais qui dessert. Je ne veux pas dire qui desservent la communauté car moi je ne me vois pas dans une communauté, même si elle existe. Mais qui dessert la vie. Parce que quoi ? **Tu viens appauvrir ton quartier quand tu détruis une école ou une bibliothèque.** C'est là où tu vas quand tu brûle euh je sais pas ...**pas un centre c'est là ou que les gens ils y vont tu vois quoi . Regarde où on est nous.** On est mélangé, je n'ai même pas de bureau, je te reçois sur une table en plastique, **on m'a mis dans un moment de silence**, juste là, sur le côté, avec un paravent. Je ne peux pas accueillir des personnes comme ça. Voilà quand tu ne mets plus d'humanisme, quand tu ne mets plus de du vivre ensemble, de vivre ensemble ».

On retrouve l'incompréhension face aux faits de détruire son propre environnement, principalement chez nos enquêtés les plus âgés. Par exemple, Lilia affirme « je me suis dit, ah oué on est en train de détruire nos propres ghettos... ». Ici cette phrase traduit toutes ces ambivalences et complexité à saisir le rapport des habitants aux révoltes, à leurs villes et à la politique. En effet, elle se montre dubitative face au fait de détruire son environnement, mais elle parle de « ghettos »¹⁷, admettant ainsi le fait d'être mis à l'écart, mis au banc de la société, d'être traité différemment des autres citoyens français. Bien qu'elle ne comprenne pas les violences commises, elle donne pour autant dans cette affirmation un facteur qui pourrait justifier ces mêmes violences.

Cette même ambivalence sur le discours de délégitimation des révoltes se retrouve aussi chez Selim. Driss assimile les émeutiers (qui ont pillé) à des « animaux », Selim quant à lui, tend moins à se dissocier et à plus s'inclure dans le discours qu'il porte, à l'inverse du référent

¹⁷ Précision que cette notion ne fait pas consensus pour être accolé aux quartiers français dans le champ scientifique, cependant nous l'employons dans la mesure où l'enquêtée se l'est approprié.

Jeunesse. Ce sont les violences qu'il perçoit comme illégitimes. Il assimile celles-ci à son rapport à la citoyenneté et à sa notion du civisme. Il partage en ce sens la vision des « citoyens par le haut » (Sala Pala, 2011, p.5), associant citoyenneté et République. Les répertoires d'action plus conventionnels tels que les manifestations qu'il nomme « manifestation positive » et « manifestation pacifiste » étant à ses yeux plus légitimes que la révolte qui inclut des dégradations matérielles. Il dit en effet lorsque Hana l'a interpellé durant le second entretien collectif, puisqu'il se montrait dubitatif face aux rapports des autres enquêtés concernant les révoltes (notamment sur l'usage légitime de la violence) :

« Moi, je trouve **la violence elle est pas légitime**, puisqu'on est censé être dans une société **civilisée**. Je suis d'accord avec tout le monde on n'est pas censé se faire tirer dessus, mais en fait, euh tu réponds pas à la violence par la violence. En fait, la violence ne va jamais résoudre la violence, ce n'est jamais la bonne réponse pour moi. On a mis en place une société avec des règles et même si on n'applique pas ces règles où elles fonctionnent pas ben euh on rentre euh dans je ne sais quoi parce là cette violence il y a eu quoi ? Ben les médias ont pu nous cracher dessus encore plus, notre image est encore plus descendue et l'image de la police, elle est redorée et l'extrême droite s'est servie de sa **contre nous** au final [...] Euh, tandis que si on était resté civilisé euh si on avait employé les euh, **les euh, recours démocratique, républicain** etc y aurait rien eut comme là les émeutes y'a rien euh mais dans les médias, **on aurait pu passer pour des gens euh euh normaux** [...] Regarde, les Gilets Jaunes au départ ben ça, j'étais d'accord c'était une manifestation positive, une manifestation pacifiste, même si y a rien eu au final, mais c'est comme en 2005 et même là au final y a rien eu non plus, ça n'a rien changé. »

Enfin, ces citations permettent de mettre en lumière une dernière raison de cette désolidarisation face à ce « temps insurrectionnel » (Guillaume Le Gall ; Oberti, 2024, p.7) chez nos enquêtés. En effet, la majorité d'entre eux évoque la récupération politique faite durant ce second acte des révoltes. Comme le démontrent les citations ci-dessus, notamment celle de l'animatrice qui affirme que cela a desservi la cause, ou celle de son collègue pour qui la récupération a pu être faite par les partis d'extrême droite pour déplacer les débats, ou par le fait que ces violences n'ont pas donné de tribune pour ouvrir un débat sociétal sur les violences et discriminations policières systémiques. On perçoit tout aussi que le sentiment d'altérité, d'être traité différemment, peut structurer le rapport aux révoltes des enquêtés dans la mesure où, pour Selim, les révoltes perdent en légitimité car elles accroissent le stigmate sur le groupe auquel il est assigné. Il dit notamment : « On aurait pu passer pour des gens normaux », ce qui traduit bien le fait d'être traité différemment, d'être stigmatisé. Bien que nous analyserons le rapport aux médias dans notre dernière partie d'analyse, les enquêtés se désolidarisent tous de ce second temps, en pointant du doigt les médias, particulièrement le cadrage médiatique qui a été fait des révoltes conduisant à leur dépolitisation, la question de

la mort de Nahel et des violences policières ayant laissé place à un discours de fermeté et de justification de la coercition et de la plus forte répression.

Ainsi, le second acte des révoltes urbaines de 2023 est perçu comme illégitime par nos enquêtés. Ils se désolidarisent moralement dans la mesure où ces derniers admettent tous que l'image des habitants du quartier a pu être dégradée. Mais la nature de la désolidarisation diffère selon les enquêtés. Driss le fait par honte, les jeunes par un sentiment de devoir être exemplaires, Selim par le stigmatisation et la récupération (comme Hana). De plus, la temporalité et la nature des révoltes (les pillages surtout) semblent éloignées de Nahel et ainsi dénuées de sens idéologique et politique pour eux. Mais aussi, car l'emploi de la violence pour certains d'entre eux n'a pas permis l'ouverture d'un dialogue, particulièrement sur les violences policières et les discriminations structurelles.

Pour conclure cette première partie de notre analyse, nous avons vu comment le rapport aux révoltes des enquêtés apparaît être très ambivalent et hétérogène en fonction de variables telles que l'âge, le genre, l'origine sociale et l'origine ethno-raciale ou parfois la position sociale de l'individu qui peuvent parfois s'articuler les unes avec les autres. Mais ces variables ne sont pas toujours structurantes pour saisir le rapport aux révoltes. En effet, dans une plus large mesure, analyser le rapport à l'État, à la citoyenneté, aux institutions ou au quartier permet parfois de saisir le rapport aux révoltes des enquêtés. En effet, certains d'entre eux s'inscrivent dans des rapports ordinaires avec les agents du service public de première main (comme la police ou les professeurs) plus pacifiés que d'autres. Ainsi, le récit qu'il porte sur les révoltes et leur rapport à celles-ci est hétérogène et très ambivalent. Le rapport aux révoltes des enquêtés est ainsi loin d'être binaire, des ambivalences voire même parfois des paradoxes persistent au niveau d'un même individu. Ayant toutes et tous des rapports différents aux révoltes, aux institutions, etc, les raisons qu'ils accoleront aux révoltes seront tout aussi ambivalentes en raison de leur vécu respectif et de la manière dont ils se positionnent dans l'échelle sociale. Si l'on se concentre sur les raisons et les causes de ces soulèvements, il y a parmi eux un relatif consensus. Tandis que lorsque l'on se focalise sur les effets produits lors des révoltes (notamment le second acte induisant les pillages), tous semblent disqualifier les révoltes. Ce répertoire d'action pouvant être ainsi décrit comme presque insidieux dans la mesure où il semble se justifier comme nécessaire et légitime pour être vu et pris en compte, mais d'un autre côté, ce dernier peut conduire à la dépolitisation et à la désolidarisation en raison de la nature des actions commises et de leur temporalité.

Cependant, bien qu'il y ait des ambivalences dans leurs rapports aux révoltes, à l'État et aux institutions. Mais aussi bien qu'ils n'aient pas toutes et tous les mêmes variables sociologiques, il est indéniable que les révoltes soient liées aux violences policières. Celles-ci sont le principal facteur du déclenchement des révoltes. Le rapport ordinaire de la police avec la population des quartiers s'étant étiolé, mais aussi durci pour certains, il est primordial de s'intéresser à l'institution policière, mais aussi d'analyser comment les discriminations et violences quotidiennes (verbales et physiques) envers les populations de ville et de quartier populaire peuvent jouer dans l'expression d'un sentiment de colère et d'injustice qui se traduit par les révoltes urbaines.

Chapitre 2: Les révoltes urbaines de 2023 : comme traduction d'une relation entre citoyens et institution policière de plus en plus nécrosée.

Dans cette seconde partie de notre analyse, le but sera de démontrer dans quelles mesures les discriminations et les violences policières systémiques en direction des habitants des quartiers populaires, mais aussi l'étiollement d'un relatif lien entre les citoyens et l'institution policière, qui se traduit par les pratiques de ses agents, sont des facteurs structurant le rapport aux révoltes des enquêtés. Nous montrerons dans un premier temps comment la routinisation de pratiques déviantes structure le rapport ordinaire à la police. Le rapport ordinaire étant ainsi de plus en plus dégradé et conflictuel. Il peut parfois se traduire en interactions violentes, qu'elles soient physiques, verbales ou même symboliques. Ces rapports violents ou non façonnent le rapport aux révoltes de tous nos enquêtés. En effet, nous montrerons comment ce rapport ordinaire à la police reste ambivalent chez les enquêtés en raison de variables telles que le genre, le rapport au politique ou le rapport au quartier, notamment les « sociabilités du quartier » (Mazouz, 2007). En surplus du rapport ordinaire à la police des enquêtés, nous nous focaliserons sur le caractère structurel et systémique de ces pratiques policières discriminantes et violentes via le récit de nos enquêtés, ainsi que la dimension discrétionnaire de leurs pouvoirs. En effet, l'institution policière est complexe à analyser, car elle détient une relative autonomie (notamment un relatif pouvoir arbitraire et discrétionnaire) mais est en même temps un instrument de l'État, d'où l'intérêt à prendre en compte ces deux dimensions de « l'insularité » (Moreau de Bellaing, 2012, p.86) et celle de « l'État dans l'État » (Moreau de Bellaing, 2012, p.86).

En effet, nous verrons dans un second temps que bien que ce rapport ordinaire soit ambivalent, la dimension structurelle de ces pratiques et le pouvoir discrétionnaire des

policiers produisent des effets sur la relation entre citoyens français et institution policière. En effet, ces rapports conflictuels et ces violences instituées (et leurs médiatisations) engendrent un déficit de confiance des citoyens envers l'institution policière, un déficit qui fonctionne en effet boule de neige sur l'État et les autres institutions comme la justice. Dans une plus large mesure, ce cumul de déficits de confiance, notamment dû à la négation des expériences de stigmatisation, de discriminations et de violence perpétrée par les agents, explique en partie la légitimité de l'emploi d'un mode d'action tel que les révoltes pour la majorité des enquêtés. Enfin, nous nous interrogerons sur une particularité qui semble très franco-française, à savoir la difficile ouverture du débat sur l'éventualité d'une réforme profonde de l'institution policière. Une volonté de réforme qui semble pourtant voulue par une majorité de citoyens, aux vues des apparentes défaillances structurelles de cette institution¹⁸.

1. Une routinisation des pratiques discriminantes et violentes structurant le rapport ordinaire à la police des citoyens de quartiers populaires.

Dans cette première partie, l'idée principale sera d'interroger la dimension structurelle des pratiques violentes et discriminantes des agents de police envers les habitants des quartiers populaires. Plus particulièrement envers les hommes racisés au sein de ces quartiers, en raison notamment de leurs expositions plus directes aux discriminations et aux violences policières. Par exemple, Lilia précise durant notre rencontre lorsqu'on évoque ses interactions avec la police, le fait que les contrôles se sont souvent produits lorsqu'elle était en présence d'individus de sexe masculin. Cependant, il y a une différence de traitement en raison de l'origine ethno-raciale ou sociale que les agents de police présument. Elle dit : « J'ai déjà eu 36 000 fois à faire à eux, mais toujours quand ça a débordé c'était avec des Noirs ou des Arabes [...] Une fois, j'étais avec des potes blancs qui ont pris des euh de la drogue et ben, le rapport c'était pas le même c'était plutôt faites attention sur la route tu vois ».

Plus largement, la banalisation de ces pratiques policières, permise en partie sous le joug de la dimension discrétionnaire de leurs pouvoirs (Fassin, 2011 ; Gauthier, 2010 ; Jobard, 2015 et al.ii), permet de mesurer le rapport ordinaire des citoyens de quartiers populaires à la police, aux révoltes et plus largement aux institutions étatiques. Nous verrons que ce rapport ordinaire reste très ambivalent en fonction notamment de la variable du genre, les hommes plus jeunes se montrant dans un rapport plus conflictuel que les femmes. Cependant, quelle

¹⁸ Notamment le fort taux de suicide chez les agents de police et les violences et discriminations systémiques envers certains citoyens et le « racisme institutionnel » (Fassin, 2011).

que soit la nature des rapports avec la police, la dimension structurelle des pratiques discriminantes, violentes et parfois racistes produit des effets (un déficit de confiance) chez tous les enquêtés, dépassant ainsi la variable du genre.

Tout d'abord, partons d'un constat relatif à notre enquête pour justifier l'intérêt à questionner la dimension structurelle de ces pratiques discriminantes et violentes. En effet, tous nos enquêtés masculins (soit 8 enquêtés sur 17) quels que soient leurs âges ont subi a minima une interaction violente ou qu'ils jugent discriminante avec un ou des agents de police au cours de leurs vies. Nos enquêtés ont cependant quelques similitudes : ce sont en effet des individus de sexe masculin, non-blancs, habitant divers quartiers de Roubaix. Néanmoins, les interactions avec la police ne se sont pas toutes produites dans les frontières géographiques de leurs quartiers et elles ne sont ni de même nature, ni interprétées et vécues de la même manière.

Par exemple, chez nos enquêtés lycéens, on perçoit que leurs relations conflictuelles avec la police structurent leur rapport aux révoltes d'une manière différente de nos deux enquêtés plus âgés. Puisque pour eux, les révoltes notamment l'usage de la violence se justifient pleinement lors du premier temps des révoltes. Alors que les deux hommes plus âgés comprennent la colère, mais pas nécessairement l'usage de la violence.

De plus, les enquêtés plus âgés évoquent plus clairement la dimension structurelle des pratiques violentes et discriminatoires en nommant l'État comme source du délitement des relations habitants-police. Ou en évoquant des « violences systémiques », comme le précise Selim. Quant à Driss, comparé aux discours des jeunes, il se montre moins dans une relation de conflit avec la police. Sa position sociale et sa stabilité professionnelle en plus de son âge semblent des facteurs explicatifs de son rapport moins dans l'affrontement. Mais aussi, il s'identifie moins à Nahel¹⁹. Il dit notamment :

« **C'est l'État qui met en confrontation la police et la population.** Le dialogue avec la population a été rompu. Moi je me souviens que quand j'étais jeune, on faisait souvent des échanges avec les pompiers et avec la police, on faisait des matchs de foot. C'est con à dire, mais on se réunissait là, on rigolait, on jouait au football, on se voyait dehors, on se disait bonjour. Ça permettait de désamorcer certaines crises et de parler : le dialogue ! Le dialogue mène vers une ouverture sociale. [...] Mais il **n'y a plus cette proximité.** Et maintenant, ce n'est plus humain, c'est du **faciès**, c'est du **je contrôle les Arabes, je contrôle les Noirs.** C'est toujours les mêmes qui se font contrôler, c'est toujours c'est toujours la même chose [...] Il y a une dizaine d'années, à la place ***** , je me suis fait

¹⁹ Au vu de sa génération, et il n'a pas grandi dans le même contexte, avec les mêmes références etc. Il admet même en entretien « ne pas comprendre cette génération »

contrôler par les CRS. Je dis pourquoi tu me parles, euh, tu me parles **bizarrement, et je ne suis pas un chien**. Je suis un travailleur social, je viens, j'échange. Il me dit ouais, mais c'est pas écrit sur ton front. Je me dis, c'est normal puisque c'est vous vous faites pas la différence, **on est tous les mêmes pour vous. Je suis un citoyen normal**. Tu viens pas me dire, tu viens pas me parler déjà tu me parles tranquillement. Ne viens pas me suspecter d'une chose que j'ai rien. Tu as été **jugé coupable, avant quoi que ce soit et ça c'est la doctrine de police, de l'État**. Ça a changé depuis 2015-2016 [notamment lors des Gilets Jaunes, et des attentats en France], c'est de l'acharnement. L'acharnement policier est devenu de plus en plus violent. La répression, elle est devenue de plus en plus violente ».

On perçoit, en effet, que pour lui cette répression est instituée, il parle notamment de « doctrine ». De plus, son expérience est vécue comme stigmatisante dans la mesure où il a l'impression de ne pas être traité comme un citoyen « normal » ni même d'être un individu à part entière au fait qu'il soit assigné à un groupe et victime des apriori de l'agent de première ligne lorsqu'il dit « on est tous les mêmes pour vous ».

1.1 Des récits d'identifications individuelles aux victimes traduisant des défaillances plus structurelles et ce déficit de confiance.

On retrouve une fois encore « l'effet miroir » (Truong, 2015, p.98) qui joue dans le rapport aux révoltes des jeunes, mais aussi dans leurs rapports à la police. En effet, l'interaction de Nahel avec le policier traduit chez nos enquêtés un sentiment d'identification comme vu *supra* en raison de la proximité sociologique et ethno- raciale. Mais elle traduit tout aussi une banalisation des échanges corrosifs avec la police, ils se reconnaissent en Nahel non pas dans le délit mineur de ce dernier, mais dans cette interaction verticale de domination de l'agent de police sur Nahel en raison de l'usage de la coercition. Ils se reconnaissent dans l'usage de la menace constante de certains agents de police à laquelle ils doivent s'assujettir lors des contrôles, pour éviter toute déviance de la part de l'agent assermenté. Anis explique notamment lorsque nous évoquons les révoltes « **Il** a tué Nahel, **ils** peuvent nous faire la même, ils peuvent tuer encore l'autre, puis encore l'autre et ainsi de suite », traduisant ce sentiment d'identification au jeune Nahel mais aussi dans cette interaction violente avec la police, il alterne notamment entre le singulier (« Il ») et le pluriel (« Ils »), démontrant comment ce policier en question a des pratiques assimilées à LA police pour lui. La dimension structurelle est en ce sens palpable dans la mesure où, bien que ce jeune ne soit ni de Nanterre, ni Nahel, il partage cependant une même proximité sociologique. Effectivement, il est de la même génération, il vient d'un quartier populaire de Roubaix (Hommelet), et c'est un jeune homme, français issu de l'immigration post-colonial (algérienne)²⁰. Nous le

²⁰ Mais aussi plus largement cette jeunesse issue de l'immigration post-coloniale est constamment renvoyée à ses origines au niveau sociétal, constamment différenciée des autres citoyens bien qu'ils soient français.

précisons puisque cela joue dans les catégories de perception des agents de police lors des contrôles. Ici, parler des origines permet de mettre en lumière ce qui semble invisibilisé et difficilement admissible au niveau institutionnel, puisqu'au niveau des sciences sociales, cela ne semble plus être une nouveauté. En effet, il y a une stigmatisation et des discriminations envers ces populations, notamment dans le cadre des contrôles de police, qui sont bien souvent des contrôles basés sur l'apparence des personnes, des « contrôles au faciès » (Jobard ; Lévy, 2009) en raison de ce que les agents de police ont intériorisé structurellement (au sein de l'institution policière donc) et/ou idéologiquement comme une apparence suspecte. Cela induisant souvent, en surplus de l'arbitraire de l'agent, une dimension raciale, voire un racisme manifeste ou un « racisme de présomption » (Naki, 2006 ; Eckmann ; Sebeledi et al.ii 2009) latent à l'égard des personnes racisées, qui plus est si ces individus sont originaires d'un quartier ou ville populaire, cumulant ainsi les stigmates.

1.2 L'ordinaire de la menace, de la violence et de l'irrespect : des facteurs structurant les relations avec la police et le rapport aux révoltes des jeunes.

De plus, tout comme le policier aurait menacé Nahel selon le témoignage de Fouad, passager de la voiture, en lui disant « *coupe le moteur ou je te shoot* »²¹ ; certains enquêtés se retrouvent dans ce genre de menace, comme en témoigne l'expérience de deux de nos enquêtés lors d'un contrôle en affirmant qu'un policier leur a dit selon Anis : « Euh, nous, on n'est pas la berrego²² on peut t'enculer à tout moment », avant qu'Isaac confirme ces propos. Ce type de comportement policier routinier et banal pour les jeunes cristallise en partie leur rapport ordinaire à la police et tend à complexifier les relations avec les agents, les guidant vers un rapport conflictuel. Plus largement, cela explique en quoi les révoltes sont dans une certaine mesure une dénonciation plus globale de ces abus réguliers, structurels et pourtant bien souvent invisibilisés ou discrédités en l'absence de preuve concrète. En cela, la vidéo pour le cas du jeune Nahel a servi de preuve tangible de l'existence de ces pratiques, une preuve que certaines victimes n'ont pas eue, ainsi se révolter est d'autant plus légitime pour eux. La révolte est un moment de justice légitime pour certains enquêtés dans la mesure où

²¹ Campion, Juliette. « Mort de Nahel : ce qu'ont dit les policiers et les passagers de la voiture aux enquêteurs », *France Info*, Paris, 2023 (consulté le 29/04/24, URL : https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/adolescent-tue-par-un-policier-a-nanterre/mort-de-nahel-ce-qu-ont-dit-le-s-policiers-et-les-passagers-de-la-voiture-aux-enqueteurs_5929931.html)

²² Après avoir demandé des précisions sur qui ils étaient, le jeune m'a informé que c'était une patrouille spécifique, mais sans donner plus de détails, pour ne pas couper l'intervention du jeune il n'a pas été question d'approfondir pour avoir plus de détails.

bien souvent le cas des violences systémiques de la part des policiers se classe par un « déni de justice » (Body-Gendrot, 1995, p.82).

De plus, il y a dans ces contrôles abusifs un asservissement de ces jeunes racisés de la part des agents de police. Puisque « le contrôle d'identité est un pur rapport de force qui fonctionne comme un rappel à l'ordre, non pas à l'ordre public, qui n'est pas menacé, mais à l'ordre social » (Fassin, 2011, p.145). Ce rappel à l'ordre est souvent vécu comme une injustice, une domination arbitraire, voire une humiliation, car bien souvent les jeunes évoquent le « manque de respect » (Mazouz, 2007) de la part des forces de l'ordre, comme le précise Wassim : « Ça ne sert à rien de lutter²³ avec eux, ils auront toujours raison », mais aussi quand Anis ajoute : « De toute façon, ils se croient trop au dessus de nous ». Cela structure le rapport des jeunes enquêtés aux révoltes dans la mesure où celles-ci se légitiment en raison de ces contrôles abusifs et de ces injustices qui se pérennisent. De plus, il y a un asservissement dans ces pratiques dans la mesure où pour nos enquêtés la docilité se révèle être un comportement de survie. De fait, le citoyen français racisé qui plus est habitant d'un quartier populaire devient un « sujet docile face aux forces de l'ordre » (Fassin, 2011, p.25), bien que la rébellion pourrait se justifier en raison de la nature parfois arbitraire, discriminante voir raciste du contrôle. Mais les enquêtés sont conscients de ce à quoi ils sont exposés lors des contrôles de police, comme en témoignent les jeunes ci-dessus. Ils perçoivent ces contrôles comme une plausible mise en danger pouvant entraîner des blessures ou la mort, comme ce fut le cas pour Nahel et beaucoup d'autres hommes racisés en France.

En plus, à travers le récit d'un des jeunes, on perçoit comment il peut avoir une dimension arbitraire et discrétionnaire dans les pratiques des agents de police et une assignation à un ordre social qui est inégal et injuste pour l'individu contrôlé. En évoquant leur rapport à la police, un lycéen partage l'une de ces diverses expériences avec la police, notamment lors d'une sortie avec un centre social sur les Champs-Élysées. Il explique comment il s'est senti discriminé en raison de son origine sociale et ethno-raciale, mais aussi comment il a ressenti ne pas être à sa place dans cet endroit, traduisant ce sentiment d'être porteur de stigmata. De plus, l'attitude de ce policier traduit bien la nature discriminante qui peut s'inscrire dans les pratiques du métier (donc au delà du pouvoir discrétionnaire du policier en question), puisque bien que ce même jeune ait eu d'autres interactions complexes avec d'autres policiers au sein

²³ « lutter » ici n'est pas entendue au sens propre du terme, ce n'est pas une lutte physique ici ou un combat symbolique, mais cela renvoie ici à l'expression de devoir laisser tomber, abandonner;

de son quartier, ici cela se produit à l'extérieur de ce dernier. Il y a donc une « trame de pratiques discriminantes » (Gauthier, 2010, p. 273) à l'œuvre dans les pratiques policières en raison des schèmes de perception qu'ont certains agents qui se traduisent dans leurs pratiques. Les agents de police ne sont pas de simples fonctionnaires mettant en œuvre les ordres reçus. Bien qu'il y ait une logique *top-down* au sein de l'institution policière et une importance accordée à la hiérarchie, il y a néanmoins une dimension discrétionnaire dans leurs pratiques et ainsi un pouvoir discrétionnaire. Puisque, dans cette dimension discrétionnaire de leurs pouvoirs les policiers peuvent se faire juger dans la rue. En effet, les agents de police jaugent et jugent les individus, construisent des catégories de classements des individus, ils accolent des « étiquettes » (Gauthier, 2010, p.272) aux individus, et parfois de manière arbitraire et discriminatoire. Comme nous le démontre le témoignage de Wassim lors de notre second entretien collectif:

« Moi j'étais à Paris sur les Champs-Élysées, et je savais pas que là bas y a un tunnel euh pour passer sous l'arc de triomphe, du coup j'ai fait quoi moi, j'ai traversé et là y'a un policier il m'a arrêté et m'a dit monte dans le camion. Du coup j'essaye de parler avec, et là y'a une personne euh une personne, une personne blanche elle a fait la même chose que moi sauf que là, il lui a rien dit il lui a juste dit de ne pas traverser et il l'a laissé partir. Moi il m'a répété tu monte dans le camion, il voulais rien entendre, j'ai dit ben pourquoi moi je dois monter et la personne a fait la même chose que moi et elle doit pas monter dans le camion, après euh ben il m'a pas donner de raison, je me laissais pas faire, j'ai pas voulu monter dans le camion et là y a mon animateur il est venu, il a parlé avec lui et il m'a laissé partir au final. Donc moi, je me suis dit, là j'allais être pris en garde à vue ou quoi, et **la personne blanche elle a fait la même chose mais a rien eu, donc euh je l'ai vécu comme de la discrimination [silence]. Pour moi, ouai c'est parce que je suis un arabe. Y en a pas beaucoup des Arabes aux Champs-Élysées, euh c'est pas de notre classe** ».

Bien que ce sentiment de ne pas être à sa place n'est pas partagé de tous puisqu'un Chems l'interpelle en lui disant ce qu'il entendait par « c'est pas de notre classe », il lui répond :

« Ben je ne sais pas euh c'est pas pour **nous** les Champs-Élysées, en vrai, euh c'est plus un truc de riche. Euh c'est un endroit euh c'est pas une **banlieue...** ben les personnes autour et ben c'est pas des personnes comme **moi**, c'est tout ».

En effet, le fait que la personne blanche n'ait pas été arrêtée pour les mêmes faits, mais que le jeune lycéen d'origine maghrébine oui, laisse à penser qu'il y a bien une dimension ethno- raciale qui a joué dans la différence de comportement de l'agent envers ces deux citoyens français, bien qu'il ne peut être pas forcément question de racisme délibéré. Mais dans les faits, il y a bien a minima une dimension discriminatoire dans cette interaction. Et cette interaction démontre tout aussi le caractère discriminant presque banal et routinier que peuvent prendre les pratiques policières, bien que l'agent ne soit pas idéologiquement raciste. Ce constat rejoint celui du sociologue Jérémie Gauthier lors de son analyse interactionniste

d'une brigade de police en région parisienne, il précise notamment que « la discrimination n'est pas exclusivement le fait d'agents déviants, isolés et portés par une idéologie raciste et violente, mais qu'elle survient aussi de manière banalisée et rationalisée sous couvert de professionnalisme ». (Gauthier, 2010, p.276).

De plus, nous pourrions mettre le témoignage de Wassim en lien avec celui de Lilia qui évoque qu'en présence d'un ami blanc, alors même qu'il était au volant sous emprise, le policier a fait un travail presque pédagogique en ouvrant le dialogue avec le conducteur puis en le laissant repartir. Un dialogue ouvert, qui n'a pourtant pas eu lieu dans de nombreuses autres interactions avec les jeunes racisés. Pour illustrer ce propos, Anis et Isaac²⁴ partagent le récit de violence policière dont un a été le témoin et un autre la victime. Ils ont notamment été contrôlés par la police au sein de leur quartier avec 3 autres amis après que plusieurs d'entre eux ont crié pour s'amuser lorsqu'ils ont aperçu un véhicule de police alors qu'ils attendaient le bus. Les deux jeunes décrivent leurs actions (crier) comme une chose « qui n'était pas à faire », pour autant la réaction de la police face à ce cris et à ce groupe de jeunes a été très ambivalente en fonction des agents. Puisqu'en effet, les deux jeunes ne tendent pas à généraliser l'attitude du policier en question à LA police, mais cette expérience structure néanmoins leur rapport ordinaire à la police (notamment son caractère conflictuel) et plus largement leur rapport aux révoltes. Ils expliquent en effet :

Anis : « **Bon**, en fait, euh on était à l'arrêt de bus, et y a un de nous qui a crié. »

Isaac [coupe la parole d'Anis] : « on était 5 au total au final, et y'a 3 personnes qui ont crié, ils sont passé, ils mettent les gyrophares et on se dit c'est bizarre parce que y'a pas de voiture qui sont passé entre deux ou quoi donc c'est pour nous, et ils font demi tour mais genre vite, et là ça devient vraiment bizarre et c'était dans mon quartier, donc je me dis quoi si ils nous coursent en soi je connais le quartier je peux aller et moi l'erreur que je fais c'est que je pars donc en partant mon erreur c'est que ça fait style j'ai un truc a me reprocher donc je me dit au fait ça sert a rien de courir parce que en plus ils sont en voiture ils vont sûrement me récupérer et si il m'attrape dans mon quartier et si ils m'attrapent dans ma rue y'a mon père, je suis encore plus mort, du coup ben euh je repars à l'arrêt de bus, euh nous on est une bande de *srab* donc on ne peut pas *biyah*, tu peux pas *biyah*²⁵ quand tu est avec tes *srab*²⁶, bref après ils procèdent à une fouille et tout, bref il procède à une fouille et y'avait 2 policier ils étaient assez cool mais ils étaient pas avec moi, c'est ça le problème, du coup avec moi y'avait un policier il était pas gentil, ben euh la fouille et tout il l'a mal fait »

Anis : « oué la fouille, il l'a mal faite, c'était traumatisant. »

Isaac : « après moi j'étais pas traumatisé à ce point parce que j'avais plus peur de mon père moi, je me suis dit ça y est et tout ils vont m'embarquer et appelé mon père, et la fouille, la fouille, ils nous ont trop pas bien fouillé et je pense aussi que notre couleur de peau et notre origine elle a jouée dans ça, après ouais on est un peu fautif quand même, mais euh j'avais un *srab* a moi il a eut le pire policier et euh et c'est lui qu'a euh après moi je vais

²⁴ Ils évoquent tous deux au départ ce récit comme l'histoire qu'un ami leur a conté, avant d'avouer progressivement être des protagonistes dans ce récit de dérive policière.

²⁵ *Biyah* renvoie à dénoncer.

²⁶ *srab* renvoie à ami.

pas parler à sa place si il veut parler il parle si il veut pas il parle pas (regarde son ami dans la pièce) mais je pense que c'est lui qui a eut la pire fouille malheureusement et euh voilà c'est tout". [Rire général et gêne]

Anis : « ouai euh il m'a fait mal c'est tout , il m'a fait mal c'est tout » [en me montrant le bas de son corps vers ses parties intimes].

Isaac : « Leurs manières de parler aussi c'était pas euh, c'était pas trop ça euh c'était menace sur menace, vrai ».

N'y a-t-il donc pas là une forme de discrimination en raison d'une constante différenciation, d'un registre de la suspicion basé sur l'origine sociale et/ou ethno- raciale, entre ceux qui seraient des citoyens français lambda méritant le dialogue et ayant un droit de contester tout abus, et ceux qui seraient des « sujets » (Fassin, 2011, p.25) n'ayant que pour droit de se montrer dociles, sans quoi l'usage de la violence serait de mise ? Bien que les jeunes savent faire preuve de discernement en évoquant qu'il y a des policiers « cool » mais aussi « des bons policiers qui parlent avec nous des fois » ou « qu'ils ne sont pas tous comme ça²⁷ ». L'existence de telles pratiques banalisées au sein de la police dans divers lieux du territoire français, notamment ici les quartiers populaires, ne traduit-elle pas la dimension structurelle de ces pratiques ?

En effet, bien que les deux lycéens parlent de « traumatisme », ils essaient tous deux de relativiser ou du moins minimiser la violence qu'ils ont subie. Par la suite, lorsque l'entretien se termine, ce sont les filles qui ont réagi de manière plus stupéfaite par leurs récits. Ainsi, la variable du genre joue dans le rapport ordinaire à la police dans la mesure où, bien qu'elles n'entretiennent pas un rapport conflictuel direct avec la police, elles sont témoins des discriminations, des violences policières à l'égard des hommes issus de leur milieu social. Cela structure leurs rapports aux révoltes dans la mesure où la colère se justifie en raison des violences policières pour elles²⁸. Elles interpellent notamment leurs deux amis en leur disant comment ils pouvaient parler aussi aisément d'une chose aussi choquante à leurs yeux et comment ils pouvaient trouver ça presque normal. Fadia dit notamment : « pour vous c'est juste pas trop ça comment il parle et agit, c'est pas genre une dinguerie votre histoire » en rebondissant sur la fin du récit des deux jeunes. Ils affirment qu'ils vont bien et minimisent leur récit en raison du fait qu'il y a pire, que cette interaction est banale. Même si l'on peut penser qu'il s'agirait d'une manière de pouvoir faire face à une telle violence, de minimiser les faits pour ne pas se heurter à la peur ressentie et à la violence subie, pour ne pas se

²⁷ «ça» ici veut dire qu'ils ne sont pas tous violents, ou discriminants selon Wassim.

²⁸ A l'exception de Lilia, dont l'usage de la violence ne semble se légitimer. La stabilité socio-professionnelle et le rapport à la citoyenneté est donc une variable à prendre en compte dans le rapport aux révoltes des habitants au-delà de la variable du genre.

percevoir comme une victime. Le rapport à la virilité associé à l'effet de groupe, notamment en raison de la sociabilité du quartier (Dorlin, 2015) des jeunes a aussi pu jouer dans ce comportement. C'est principalement cet argument du fait de minimiser, car ce serait le vécu de plein d'autres individus, qui démontre davantage ce caractère banalisé, routinier et donc structurel de ces pratiques policières puisqu'Isaac répond :

« En vrai, malheureusement, **c'est devenu banalisé ça**, parce que euh, ils ont trop pris la confiance avec les gens, mais moi j'ai pas banalisé ça. Je sais, c'est choquant et je banalise pas et même ça peut traumatiser certains, juste euh ben moi ça m'a pas traumatisé tant que ça **parce que j'ai déjà entendu des histoires dans mon quartier [le Pile] ou mes srabs ou même dans toute la France [...]** euh oui, ça m'a pas traumatisé à ce point, mais oui c'est choquant, et c'est traumatisant pour certaines personnes aussi. »

Ainsi, nous percevons qu'il y a des rapports très ambivalents chez nos enquêtés dans leurs relations avec la police en fonction notamment de la variable de l'âge, de la position sociale, mais aussi celle du genre. Cependant, il y a un dépassement de ces variables. En effet, la dimension structurelle des pratiques violentes, discriminatoires voir de ce « racisme institutionnel » (Dunezat ; Gourdeaux, 2016) puisque c'est au niveau sociétal (notamment les médias) et au niveau étatique (les institutions, les élites politiques) que se forge des catégories racialisées mais aussi du fait que ce sont des pratiques collectifs, insidieuses et pas toujours ouvertement racistes puisque pour les deux chercheurs « le « racisme institutionnel », moins reconnaissable « parce qu'il ne s'agit pas d'actes accomplis par des individus particuliers »; relevant d'« actes collectifs », il est « indirect », « moins franc, infiniment plus subtil. Ainsi, avec le concept de racisme institutionnel, la production des inégalités n'est pas nécessairement la conséquence d'attitudes ouvertement racistes » (Dunezat ; Gourdeaux, 2016, p.19) . Ainsi que la banalisation de ces pratiques produit des effets chez tous les enquêtés. Il y a notamment un déficit de confiance envers les agents de première ligne que sont les forces de l'ordre. Mais plus largement, ce qui est perçu comme un « déni de justice » (Body-Gendrot, 1995, p.98) en raison de l'absence de condamnation ou de reconnaissance de pratiques illégitimes produit des effets sur le rapport aux institutions étatiques des enquêtés, notamment la justice, et explique en partie leur rapport aux révoltes.

2) Un rapport conflictuel et dégradé suscitant un déficit de confiance des citoyens envers les institutions.

Tout d'abord, comme précisé *supra*, on observe un rapprochement entre nos enquêtés en dépit des diverses variables sociologiques (genre, âge, position sociale, origine) qui créent de l'ambivalence quant à leur rapport ordinaire à la police, à l'État ou aux révoltes. En effet, il se

dégage un consensus dans notre enquête permettant d'affirmer qu'aucun des enquêtés n'estime pouvoir faire confiance à des agents de police, à l'institution policière et plus largement à la justice. Le déficit de confiance des enquêtés, citoyens français, envers l'institution policière et ses agents n'est cependant pas du même degré et n'est pas toujours corrélé à une expérience personnelle de discriminations ou de violence subie par des agents de police.

En effet, les enquêtés féminines se sont majoritairement retrouvés dans des positions de témoins directs de violence et de discrimination policières ou indirectement via le récit de leurs proches masculins. Mais aussi plus largement avec la médiatisation de certaines affaires d'abus ou de violences policières, comme notamment la vidéo du meurtre de Nahel. De plus, les pratiques des policiers sont jugées plus largement comme inefficaces ou inadaptées. Les comportements jugés inadaptés dépassent néanmoins la variable du genre puisqu'ils sont tout aussi mis en avant par les enquêtés masculins. Ainsi, ces témoignages influent directement sur leur perception des agents de police, de l'institution et sur la possibilité de pouvoir leur faire confiance ou non.

Par exemple, lorsque nous évoquons leur rapport ordinaire à la police et plus largement le fait de pouvoir avoir confiance en cette institution ou non, les filles pointent majoritairement en premier lieu le fait que la police ne serait pas assez compétente pour pouvoir avoir confiance. Par exemple, Fadia explique « je trouve ils travaillent trop mal, genre euh ils font plein de discriminations, mais même au delà de ça en vrai, c'est qu'ils parlent mal à tout le monde, ils nous prennent de haut, je trouve euh ». En essayant de creuser cette perception de leurs travail, au delà de la question des abus de pouvoirs et des violences perpétrés à l'encontre des citoyens, ce sont plus largement les rapports plus quotidiens qui ressortent, notamment le fait que la police serait des « aigris » et qu'ils ne seraient pas là pour protéger les citoyens, ni pour les aider. En effet, ce déficit de confiance se structure aussi au niveau des interactions et actions quotidiennes parfois très lambda de la police, mais jugées comme inefficaces par les enquêtés. Dalil, qui a vécu une expérience très violente avec son ami²⁹, m'explique qu'il les trouve « incompetents » et qu'il ne peut leur faire confiance non pas seulement en raison de ce récit, mais du fait de ce qu'il perçoit comme leurs manques de volonté à agir pour protéger certains citoyens. Il raconte notamment :

²⁹ Son ami âgé de 13 ans lors des faits a été victime d'un plaquage ventral très violent de la part de deux agents de police lors de l'été 2022, Dalil a réussi à fuir le contrôle pour avertir le père de son ami pour qu'il stoppe cette situation.

« moi je trouve ils sont incompetents, j'ai une anecdote, une fois dans ma rue y'a eu une embrouille. Comme je vous ai dit, j'habite à deux minutes du commissariat *****, et l'embrouille elle a pris de l'ampleur à fond, ça prenait des battes, des bâtons ça allait se fracasser. Ça fait quoi ? Les autres habitants de la rue appellent la police pour qu'ils agissent etc. Et ils ont pris facile 20-30 minutes alors qu'ils sont au coin [rire] alors qu'ils sont juste là et voilà quoi, donc pas possible de leur faire confiance, imaginons on a une histoire et tout en mode [c'est-à-dire] c'est pas la personne que j'appellerai en premier la police ».

En effet, ce temps long pour intervenir, est interprété chez l'enquêté comme la preuve d'un manque de volonté de la police d'agir pour les protéger. En cela, il ne pourrait leur faire confiance. De plus, ce sentiment d'incompétence traduit par des interventions quotidiennes jugées inefficaces par les enquêtés est corrélé avec les expériences de violence, de discrimination voire d'abus policier subies par certains de nos enquêtés. En surplus, la médiatisation de certains sujets corrélés aux pratiques défailtantes de cette institution, comme notamment les conditions des dépôts de plainte de certaines victimes de viol ou les affaires de violences policières, se greffent à cette image négative qu'ont à bien des égards légitime les enquêtés envers la police. L'articulation des récits personnels de violences policières, de discriminations subies, mais aussi le fait d'être témoins de ces expériences de manière directe ou indirecte, ainsi que la médiatisation de certaines affaires et pratiques conduit ainsi à ce déficit de confiance envers cette institution et plus largement envers l'État et la justice et structure le rapport aux révoltes dans le sens de la légitimation de ces dernières. Car, en effet pour les enquêtés, ces violences invisibilisées, ce racisme dénié et ce « déni de justice » (Body-Gendrot,1995, p.98) provoquent un déficit de confiance envers les institutions, l'État, la police. En ce sens, se révolter, peut-être une manière de réclamer ou du moins essayer de réclamer une justice. Par exemple, Isaac affirme lors du premier entretien collectif :

« Moi, je leur fait pas confiance et **déjà sans tout ça, je pourrais pas leur faire confiance**. Parfois euh on voit y'a des histoires, y a des bagarres et ils interviennent mais sans le vouloir on va dire, parce qu'ils sont obligés. Ils sont là que dans le mal. Quand il s'agit de faire des bavures, ils sont là. Mais quand il faut défendre quelqu'un qui se fait frapper par d'autres personnes, ils sont pas là , y a aussi euh mais c'est pas mon cas. En tout cas pour l'instant, ce n'est pas mon cas. Mais y a des histoires de viol, y a des femmes elles racontent et vont porter plaintes ça rigole et en plus malheureusement ça se classe sans suite. Y a plein de choses comme ça, y a du racisme aussi et le truc, c'est que y a du racisme mais quand y a pas de preuve peut être on peut parler de classer sans suite, mais même quand y'en a des preuve et ben ils font euh ils veulent voir que ce qu'ils ont envie de voir ils font exprès de pas voir ce qui est important : la vérité. Aussi c'est pour ça que moi je ne pourrais pas leur faire confiance dans tout, je ferais pas confiance à un policier ».

En effet, pour les enquêtés, il y a des ambivalences dans le comportement de certains agents de police. Bien qu'ils ne tendent pas à homogénéiser toutes les pratiques déviantes à tous les policiers, comme le précisent deux jeunes lors du second entretien collectif.

Anis : « Moi, je pense les émeutes elles ont mis une pression à certains policiers, en vrai pas tous, même pas tous sont violents et tout, mais là avec les émeutes ben y en a maintenant ils essayent de pas faire montrer la violence directe, ils veulent parler et tout, il manque moins de respect directement même si c'est juste quelques uns. ».

Wassim : « en vrai des fois y'a des bons policiers, ils sont pas tous mauvais, y'a des policiers ils sont poli, des fois j'suis posé avec mes *srab* y'en a ils s'arrêtent ils sont cool, ils parlent avec nous, ils nous donnent même des conseils sur la vie des fois et tout mais le problème c'est que pas mal de fois y'a des policiers ils vont freiner, nous contrôlé sans raison et tout et si on a rien sur nous ils nous piquent et tout mais faut pas rentrer dans leurs jeux parce qu'au final ils auront toujours raison ».

Ils restent néanmoins convaincus, au vu de la répétition de certains faits et de leurs catégories de jugement, que certains policiers agissent à contre-cœur quand il y a un danger pour un citoyen ou un problème (en raison du temps qu'ils mettent pour intervenir ou de leurs attitudes), mais pour autant, lorsqu'il s'agirait de mettre en danger volontairement certaines personnes (notamment les « bavures » évoquées par le jeune), ces agents de police saurait faire preuve de motivation.

De plus, les enquêtés ajoutent qu'il y aurait en surplus un sentiment d'impunité voire un sentiment de supériorité chez certains agents de première ligne. C'est cela qui expliquerait en partie leurs pratiques et leur attitude envers la population, mais c'est aussi cela qui provoquerait ce déficit de confiance. Anis explique notamment « En réalité ils sont égaux à nous, c'est des humains, ils sont euh mais avec l'uniforme ils se sentent supérieurs, ils se permettent tout ». Ce sentiment d'impunité en raison du fait que les agents de police soient que très rarement traduits en justice ou a minima écope d'une peine jugée non proportionnelle à leurs actes chez les enquêtés ne permettrait ni de pouvoir se sentir en sécurité ou en pleine confiance avec certains agents de police ni dans le cas de dérive d'avoir le sentiment que justice sera rendue en bon et dû forme. Notamment en raison des fortes probabilités de classement sans suite des affaires, pour reprendre l'argument de notre enquêté ci-dessus. Il y a ainsi, en raison de cette justice à deux vitesses, pour nos enquêtés un déficit de confiance qui dépasse la simple institution policière, mais qui touche directement leur rapport à l'État et ses institutions, notamment la Justice. Les jeunes évoquent notamment la relaxe définitive des policiers dans l'affaire Zyed Benna et Bouna Traoré comme signe d'une justice faillible. Mais aussi la cagnotte de 1,6 millions d'euros initiée par Jean Messiha³⁰ pour le policier ayant tué Nahel qui n'a pas été gelé comme une réponse de cette justice à deux vitesses pour eux, mais aussi comme une preuve d'une différenciation claire et visible entre citoyens. Cela traduit aussi un déficit de confiance envers la justice, on observe notamment chez nos enquêtés un

³⁰ Polémiste d'extrême droite, anciennement affilié au RN, puis au parti Reconquête d'Eric Zemmour.

scepticisme quant à l'issue du futur procès concernant l'affaire Nahel. Ils disent notamment : « c'est un truc de fou quand même c'est un tueur, et il ressort libre et millionnaire »³¹, et Wassim ajoute : « De toute façon, on sait que y aura rien ». Hana reprend l'un des slogans qu'on a pu apercevoir durant l'Agora³² de Lilia et sur les réseaux sociaux : « En vrai, c'est vrai quand on voit : tue un Arabe et devient millionnaire ». Ainsi plus largement, avec des actes si violents et une justice qui semble presque factice, c'est le rapport à l'État des enquêtés qui est affecté via ces comportements déviants de certains agents de police et une justice jugée injuste. Puisque comment se retrouver et s'identifier pleinement dans le principe d'égalité, d'indifférenciation entre citoyens et un principe d'une justice juste et équitable, au vu des dérives si souvent minorées (voire déniées) au niveau étatique et institutionnel ?

De plus, il y a une peur insidieuse chez certains enquêtés envers la police traduisant ce déficit de confiance que l'on peut retrouver dans leurs comportements et pratiques. En effet, un jeune témoigne du fait qu'il évite de sortir seul le soir lors de l'été, il privilégie notamment le fait d'être à plusieurs. Isaac déclare : « Moi, si c'est la nuit, je cours, mon frère m'a toujours dit ça ». Chems ajoute : « ouai, quand c'est après 22 heures que t'es tout seul faut toujours courir, après c'est pour ça on est rarement seul faut être plusieurs ». Le jeune lycéen ayant évoqué son frère reprend la parole en ajoutant « Nan, mais même les *srab* ça arrête pas les balles, la nuit, c'est trop dangereux, pas de confiance vrai ».

Dalil évoque aussi le fait de courir mais de manière systématique pour éviter de devoir subir un contrôle abusif. Il partage notamment son expérience durant l'été 2022. Il explique que ses amis s'ennuyaient durant l'été, ils ont décidé d'ouvrir une bouche d'incendie pour s'amuser. Ce dernier les a rejoints, mais la police est vite arrivée. Il explique alors qu'il s'est mis à courir par instinct puisqu'il était persuadé que les agents l'auraient violenté en raison du fait qu'un des jeunes s'est fait attraper et a été violenté au sol par deux agents. Il explique notamment : « je me suis dit si je m'arrête, je suis mort, ils vont me balayer et me finir³³ au sol comme mon *srab* ». Avec le recul, il explique qu'il aurait en réalité pu ne pas courir, mais qu'il a ressenti le danger et a donc préféré fuir le contrôle en dépit du fait qu'il n'avait pas de chose à se reprocher. Ainsi, cette mauvaise image de la police, qu'elle soit justifiée ou non,

³¹ Ce sont les propos de Chems, mais ils sont partagés par les jeunes enquêtés présents.

³² Lors de l'atelier collage, qui a provoqué des tensions entre policiers et participants.

³³ « me finir » ici renvoie à « se faire violemment frapper ».

influe sur les pratiques des individus, mais aussi sur la confiance qu'ils ont envers l'institution.

Au-delà de cela, il y a aussi un sentiment d'être en danger face aux agents de police, dans la mesure où l'arbitraire policier peut frapper à tout moment par le simple fait d'avoir été jugé suspect. Wassim partage notamment :

« Par exemple, si y a un contrôle et que j'ai rien sur moi, ben peut-être que je vais me dire que ça peut être dangereux parce que à tout moment le policier il déraille, mais si j'ai rien sur moi que y'a pas de raison ben moi euh j'ai pas de quoi paniquer, mais y'a toujours ce truc dans ta tête que ça peut aller loin. ».

Tandis que Selim évoque le cas de Théodore Luhaka. En effet, l'animateur du pôle ressource jeunesse met en évidence l'affaire Théo³⁴ pour évoquer le fait qu'il ne peut faire pleinement confiance à la police du fait de l'arbitraire et du pouvoir discrétionnaire qu'ils ont entre leurs mains. « Regarde Théo par exemple, lui, il n'avait rien à se reprocher de base, regarde comment ça a fini et en plus y a eu du sursis, je crois, pour les policiers ». Ainsi, la médiatisation de certaines affaires joue également sur le rapport de confiance des enquêtés à ces institutions (la police, l'Etat et la justice). Dans une plus large mesure, ce déni de justice, ces pratiques violentes menant au déficit de confiance envers l'État et ses institutions peut alors justifier les révoltes ou du moins l'emploi de modes d'action moins conventionnels auprès de certains de nos enquêtés. Les révoltes étant alors perçue en majorité comme une réponse à la non-réponse institutionnelle face à la banalisation de ces pratiques violentes, comme une « demande de justice et de réparation » (Kokoreff, 2006, p.528) puisque la justice semble faire défaut en raison du fait que ces revendications sont bien restées trop souvent « inaudibles par les pouvoirs publics. » (Kokoreff, 2006, p.528).

Ainsi, bien qu'il persistent, comme nous l'avons vu *supra* (en première partie), des ambivalences quant aux révoltes comme un moyen légitime pour réclamer la justice ou se faire entendre, il n'en reste pas moins que pour eux, celles-ci sont l'expression de ces pratiques policières structurelles banalisées, souvent discriminantes et stigmatisantes, voire

³⁴ « L'affaire Théo » 02/02/17 : Théodore Luhaka, jeune de 22 ans à l'époque, se fait contrôler dans un quartier à Aulnay-sous-Bois par une brigade la BST, dans un lieu que les agents ont estimé propice au trafic de drogue. Théo Luhaka s'est vu asséner plusieurs coups violents, dont une blessure au rectum par la matraque télescopique d'un des 3 agents de police lui causant des blessures irréversibles. Pour aller plus loin voir Jaussent, Violaine. "Affaire Théo : sept questions pour comprendre le procès des policiers jugés pour violences volontaires", *FranceInfo*, Janvier 2024. (consulté le 05/05/2024 URL : https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/arrestation-violente-a-aulnay-sous-bois/affaire-theo-luhaka-sept-questions-pour-comprendre-le-proces-des-policiers-juges-pour-violences-volontaires-a-partir-de-mardi_6284661.html)

parfois racistes. De plus, nous avons vu comment ces pratiques routinières, cette dimension discrétionnaire du pouvoir policier ainsi que ce sentiment d'une justice à deux vitesses structurent et alimentent toujours plus ce déficit de confiance des citoyens français envers la police, les institutions et plus largement à l'État. Cependant, les enquêtés bien qu'ils admettent tous la dimensions systémiques et structurelles de ces pratiques et cette « déviance policière » (De Maillard ; Jobard, 2015 ; Gauthier, 2017), ils ne tendent pas à généraliser ces pratiques à tous les agents de police et sont conscients que cette mauvaise image, légitime ou non, touche évidemment dans leurs quotidiens des agents de police qui effectuent leur tâche quotidienne dans le respect des citoyens, et dans les limites de la législation. Ainsi, pour eux, il est question d'une nécessaire réforme profonde de l'institution.

3) Réformer l'institution policière française : un débat nécessaire, mais d'apparence chimérique

Tout d'abord, bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la légitimité des révoltes, et des ambivalences sur le rapport ordinaire à la police chez tous les enquêtés. Un consensus apparaît néanmoins pour affirmer qu'il y a une nécessité à réformer l'institution policière au vu de la dimension systémique de ces pratiques déviantes. Par exemple, Hana affirme :

« On sait que y a beaucoup de recherche sur comment réformer la police, il y a pas mal d'empirie, d'articles qui sont sortis, donc même si sur le court terme ça semble pas aidé peut-être être sur le long terme ça va aidé un peu, parce que oué ça semble évident qu'il faut une réforme profonde au vu de l'état des choses actuellement on a la police la plus meurtrière en Europe. Je ne sais pas comment ne pas vouloir se réformer avec ce constat »

Bien que le focus soit fait sur l'institution policière au niveau des enquêtés, tous n'ont pas confiance en l'institution judiciaire au vu de ce sentiment de justice à deux vitesses, voire de ce déni de justice. En effet, réformer la police française semble impossible sans réformer l'institution judiciaire dans la mesure où il y a en pratique une porosité des frontières entre les deux institutions, bien qu'au niveau constitutionnel ce soit le principe de séparation des pouvoirs qui soit mis en avant³⁵. Mais là n'est pas le débat dans cette sous-partie. Bien que nous nous soyons arrêtés lors du premier entretien collectif sur les paroles d'Isaac affirmant : « Je pense qu'il faut changer la police pour pouvoir mieux vivre, pour que ça change », le débat ne semble pouvoir se publiciser légitimement à l'échelle sociétale pour des raisons politiques et culturelles. En effet, le sociologue Michel Kokoreff dans une entrevue accordée

³⁵ *article 16 de la DDHC 1789 et décision du CC du 16 juillet 1971*

au média *QG*³⁶ parle d'une « impossible réforme ». En effet, selon lui, « l'impossible débat sur une réforme de la police en France traduit une fragilité du pouvoir, mal élu, mal aimé, méprisé, appauvri. L'idée que le pouvoir ne tiendrait que par sa police n'est pas tout à fait absurde, même si cette dernière lui échappe paradoxalement » (Kokoreff, 2023). Ainsi, pour Michel Kokoreff, la théorie de « l'insularité » se légitimerait de plus en plus.

En effet, les enquêtés rejoignent ce postulat, ils ont en partie conscience que réformer la police pose un problème au niveau sociétal quelle que soit la couleur politique du pouvoir en place. Que réformer cette institution semble relever de l'utopie, en dépit du fait que cela pourrait être favorable au maintien de ne serait-ce qu'une minime cohésion sociale. Que ce serait, en surplus de la variable partisane, une question d'ouverture culturelle, dépassant aussi le cadre de la politique partisane. Selim affirme notamment :

« Moi, je pense que la police doit être remaniée parce que c'est beaucoup de clochards, mais je pense que ce soit Marine ou un macroniste en 2027, ça va pas changer, euh je pense que c'est un problème euh j'aime pas trop ce mot mais c'est systémique, c'est ancré. Quand on regarde en vrai y'a aucun changement, en 2005 c'était la même chose y'a pas de changement donc c'est un cercle sans fin en vrai ».

En effet, bien que le déficit de confiance soit visible auprès des citoyens, comme en témoignent plusieurs jeunes enquêtés dont Isaac qui affirme: « je me dis même en cas de problème tu vas faire quoi aller porter plainte contre la police à la police, en quoi ça va changer, même quand y'a des preuves y'a rien qui se passe en vrai on peut rien faire ». En cela, le système actuel notamment l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) n'est pas perçue comme une organisation efficace et assez indépendante pour nos enquêtés, car elle reste en grande partie assimilée à la police, comme le précise le jeune en affirmant ne pas pouvoir « porter plainte à la police contre la police ».

De plus, cette institution est tout aussi critiquée par son manque d'indépendance dans les sciences sociales (Zagrodzki, 2022 ; Roché, 2023) et au niveau sociétal notamment au vu du fait que l'IGPN soit rattaché à la direction générale de la police nationale (DGPN) et soit affilié au ministère de l'Intérieur. Le sociologue Sebastian Roché affirme notamment dans son entrevue accordée au *Nouvel Obs* après le décès de Nahel « L'indépendance de l'IGPN est

³⁶ Sikouk Bessma « Michel Kokoreff: « L'impossible réforme de la police traduit une fragilité du pouvoir » *QG média*, Août 2023 (consulté le 09/10/2023 URL : <https://qg.media/2023/08/18/michel-kokoreff-limpossible-reforme-de-la-police-traduit-une-fragilite-du-pouvoir/>).

une fausse discussion, un service de police ne peut pas être indépendant de la police.»³⁷ rejoignant ainsi la vision partagée par nos enquêtés.

De plus, en raison notamment des résultats apportés par les enquêtes de l'IGPN lors de cas de violences policières médiatisées tels que l'affaire Théo, Cédric Chouviat ou encore les Gilets Jaunes, Michel Zecler et bien d'autres, elles sont perçues au niveau des enquêtés comme des réponses hors sol, en inéquation avec la violence des faits avérés. Par exemple, concernant l'affaire Théo, le rapport de l'IGPN qualifie les faits d'accident et rejette la qualification de viol c'est au niveau de la justice (le juge) que le qualificatif de viol sera repris. Ainsi, il y a un éloignement toujours plus profond qui se dessine entre les enquêtés, les citoyens et ces institutions.

En surplus, cette impossible réforme reste une spécificité française, dans la mesure où un mouvement de « désescalade »³⁸ (Chemin, 2022, p.32) s'est produit au niveau des polices européennes (l'Allemagne, l'Angleterre, les Pays-Bas, etc.) à l'exception de la France, qui a semble opéré pour un mouvement à contresens de ce dernier, en optant pour une police sur-armée, de plus en plus répressive et brutale. Un processus de « brutalisation » serait à l'œuvre en France selon les deux sociologues Olivier Fillieule et Fabien Jobard. Ils affirment notamment que « la décennie 2010, faite d'occupations et de manifestations non conventionnelles, semble marquée par une brutalisation du maintien de l'ordre, qui attestent des chiffres effarants de blessés, mais aussi plusieurs décès ». (Jobard ; Fillieule, 2020, p.185). Ainsi, il y a un décalage des décisions au niveau des pouvoirs publics quant à l'orientation des forces de l'ordre et la volonté des citoyens français (ou a minima de nos enquêtés) réclamant une réforme institutionnelle de la police, une police plus pacifiée, plus humaine et moins un bras armé d'un État répressif.

En outre, pour les enquêtés, cette réforme, bien que primordiale, reste impossible en raison de la négation de la réalité discriminante et violente parfois de leur vécu et celle d'un pan de la société habitant les quartiers populaires. Cette négation et cette absence de justice, même en présence de preuves, structurent le rapport aux révoltes. Il y a une nécessité à réclamer justice

³⁷ Lazard, Violette, « Mort de Nahel à Nanterre : comment l'IGPN enquête sur les tirs mortels des policiers », *NouvelObs*, Juin 2023. (Consulté le 03/04/24. URL : <https://www.nouvelobs.com/justice/20230630.OBS75149/mort-de-nahel-a-nanterre-comment-l-igpn-enquete-sur-les-tirs-de-policiers-mortels.html>)

³⁸ Chemin, Anne. « Le maintien de l'ordre « à la française », un recours à la force assumé, à rebours d'autres pays européens », *Le Monde*, Paris, 2023 (consulté le 04/05/24).

soi-même, à « se faire entendre », « donner une leçon » ou « faire passer le message qu'on ne se laisse pas faire » pour reprendre les termes de nos enquêtés pour qualifier les révoltes.

De plus, il y a une volonté de réformer l'institution policière, pour ce qui relèverait du bien commun, car pour les enquêtés ce serait aussi profitable aux fonctionnaires de police qui semblent tout aussi touchés dans leurs quotidien par cette mauvaise réputation justifiée ou non. Mais aussi par cette politique du chiffre introduite par cette injonction managériale au *benchmarking* induisant cette « quantophrénie » (Bruno ; Didier, 2013) et *l'omerta* (Bilheran ; Naudin, 2022) qui structure cette institution, conduisant au mal-être de certains fonctionnaires. Selim ajoute à cette idée de nécessaire réforme que ce serait en plus bénéfique pour tous, bien que cet avis n'est pas partagé de tous. Il dit :

« plus en vrai même quand on regarde là au niveau de la police, il y a un fort taux de **suicide**, est-ce que y'a pas de la **pression** sur eux aussi de leurs coté ? Je parle entre eux, y'a un peu aussi une **loi d'omerta** de leurs coté. Même eux en réalité ils souffrent donc je pense il faut changer les choses profondément mais **ça paraît impossible** ».

Mais Hana reste cependant en désaccord avec celui-ci, bien qu'elle admette en partie son point de vue affirmant qu'il y a bien un problème au niveau de la police et une possible souffrance chez eux, bien qu'il faut réformer la police. Cette réforme est primordiale d'abord pour les citoyens lambda, la police n'étant pas la première victime de l'institution, puisque pour elle « la police, être dans la police, être policier, c'est un choix de le devenir ». De plus, un Wassim partage l'avis d'Hana en ajoutant « le policier il a choisi, c'est vrai, même s'il se tue, c'est dur, mais c'est un choix aussi, alors que subir la violence en tant que citoyen, comme par exemple Nahel qui s'est fait tuer, ben, c'est pas un choix ». Il met notamment en avant non pas le fait que l'on doit manquer d'empathie envers un policier qui met fin à sa vie, mais il essaye de mettre en évidence avec ces mots, que lorsque l'on est victime de la police ce n'est aucunement justifiable sur le plan déontologique, c'est une injustice, tandis qu'un individu en souffrance étant amené à mettre fin à sa vie s'explique par des faits, cela reste un fait social et un choix.

Pour conclure cette seconde partie de notre analyse, nous avons démontré que les révoltes sont pour nos enquêtés, dans une certaine mesure, une réponse aux violences et discriminations policières structurelles. Dans la mesure où ces discriminations et violences policières semblent des pratiques qui se banalisent, mais aussi car ces pratiques déviantes sont à la fois le fruit de la dimension discrétionnaire et arbitraire que les agents de police détiennent entre leurs mains, mais aussi le fruit d'une dimension structurelle d'une violence à

l'image des institutions étatiques. De plus, nous avons vu comment persistent des ambivalences chez nos enquêtés dans leurs rapport ordinaires à la police, en fonction de variables sociologiques telles que le genre, l'âge ou la position sociale de nos enquêtés. Les jeunes garçons étant dans un rapport plus directement conflictuel, au vu de leurs expositions plus directes aux discriminations. Cependant, nous avons démontré comment quel que soit le rapport ordinaire à la police que nos enquêtés entretiennent, ces rapports ont pour effet d'engendrer un déficit de confiance envers les policiers, les institutions policières, la justice et plus largement l'État, ce qui explique et structure par la même occasion leur rapport aux révoltes. Enfin, en raison notamment de changements quasi-inexistants depuis les dernières révoltes urbaines en 2005, si ce n'est une accentuation de la brutalité policière, une relative occultation des dérives policières (ou du moins la négation de leur dimension systémique), il y a une volonté de réformes de l'institution policière française du côté des citoyens. Cependant, comme nous l'avons démontré, cette réforme reste un débat mis en suspens, notamment au niveau des pouvoirs publics et politiques, donnant une impression d'impossibles réformes ou relevant d'une utopie.

Toutefois, bien qu'il semble indéniable que les révoltes de 2023 soient liées aux discriminations et violences policières instituées chez nos enquêtés. Tout comme il y a un dépassement de Nahel pour justifier les révoltes, il y a un dépassement des violences et des discriminations policières pour expliquer amplement les révoltes chez nos enquêtés et leurs rapports à celles-ci. En effet, on constate notamment que l'expérience de discriminations et de stigmatisation se produit et se traduit dans d'autres horizons sociétaux et dans d'autres institutions. Cela accentue encore plus le fait que les quartiers et leurs habitants se retrouvent exposés inégalement et de manière ambivalente aux discriminations et à la stigmatisation. Que ces habitants de quartiers populaires puissent être constamment exposés à un traitement différencié, puissent être porteurs de stigmates, et peuvent les cumuler, ce qui explique en partie leur rapport aux révoltes urbaines de 2023, même si ce dernier varie selon les enquêtés.

Chapitre 3: Les révoltes comme signal ou expression de « la goutte de trop » : stigmatiser et discriminer des pratiques traversant les frontières sociétales et institutionnelles.

Dans cette dernière partie de notre analyse, nous montrerons dans quelles mesures les discriminations et les stigmatisations auxquelles sont exposés les habitants de quartiers populaires dépassent la question des violences et des discriminations policières. En cela, nous verrons comment le cumul des stigmates et des discriminations structure de manière ambivalente le rapport aux révoltes des enquêtés.

En effet, il est clair pour nos enquêtés que la question des révoltes urbaines de juin dernier dépasse la question des violences policières, bien qu'elles soient indéniablement pour eux le déclencheur des révoltes, « la goutte de trop » pour reprendre les expressions de nos jeunes enquêtés. Cette expression exprimant la légitimité des révoltes suite à la violence du meurtre de Nahel traduit bien le sentiment d'être arrivé au bout de ces capacités individuelles ou collectives à cumuler ces discriminations, ces violences et cette stigmatisation sans avoir le sentiment d'un droit à une justice équitable. Ainsi, d'autres pans sociétaux interviennent dans le rapport aux révoltes de nos enquêtés en raison des stigmates qu'ils peuvent subir. En cela, s'intéresser à d'autres institutions faisant partie du quotidien des enquêtés permet de relativement saisir leurs rapports aux révoltes et la variabilité de ce dernier. Ainsi, analyser les rapports ordinaires entre institution et citoyen est pertinent. En effet, le mal-être individuel de nos enquêtés, qu'on analyse via leurs récits personnels, permet de monter en généralité et d'assimiler ces similitudes que l'on retrouve dans leurs trajectoires comme preuve d'une tendance plus systématique et structurelle des discriminations et de la stigmatisation. Puisque l'expérience négative de discrimination touche une majorité d'individus assignés à un même groupe social (les habitants de Roubaix), bien qu'il regroupe des situations et des profils bien hétérogènes. Mais aussi, cela permet de mettre en avant la variabilité du rapport aux révoltes des enquêtés en dépit d'un vécu discriminatoire similaire. Il n'est donc pas question d'évoquer les habitants de quartiers populaires comme un groupe homogène. Cependant, force est de constater par notre enquête que ce sentiment d'être traité différemment dépasse la question des révoltes urbaines, mais structure en partie le rapport de certains enquêtés à ces dernières. Tous les enquêtés pointent du doigt d'autres pans de la société (l'école, les médias, les loisirs, etc.) en plus de l'institution policière pour partager leurs sentiments d'être traités différemment des autres citoyens en dépit de ce principe d'indifférenciation et de cette vision de l'universalisme propre à la France. De ce fait, nous nous intéresserons dans un premier temps à l'institution qu'est l'école, perçue comme un lieu de souffrance et de discriminations chez tous nos enquêtés, mais qui structure différemment le rapport aux révoltes des enquêtés bien qu'ils aient tous a minima une expérience négative stigmatisante au sein de cette

institution. Ensuite, dans une seconde partie, nous évoquerons le rapport aux médias des habitants et la manière dont ce dernier structure leur rapport aux révoltes. Les médias *mainstream* ont particulièrement été un sujet dont les enquêtés ont souhaité aborder durant les entretiens pour partager leur mécontentement envers ces derniers en raison de l'impact néfaste qu'on eut et continue d'avoir sur leurs images en tant que groupe social, mais aussi en tant qu'individu, dans la mesure où les médias participent à accroître la stigmatisation envers les habitants de ville populaire.

1.L'institution-école : un lieu de discrimination, d'humiliation de dévaluation et de désenchantement du monde structurant le rapport à la société.

1.1 Le bon élève et le mauvais: des castes comme prémisse d'un système stigmatisant et discriminant

Tout d'abord nous pouvons partir d'un constat, tous nos enquêtés ont un rapport très complexe à l'école en raison de leurs expériences personnelles de stigmatisation et de discrimination au sein de cette institution. Bien qu'il y ait une hétérogénéité en termes de parcours scolaire et filières pour les enquêtés encore scolarisés, tous ont un rapport compliqué à l'école en dépit du fait qu'ils soient considérés comme « bon élève », « en difficulté », « élève moyen » ou « mauvais élève »³⁹.

Cette catégorisation admise dans une majorité d'établissements et au sein des enquêtés, dans la mesure où ces derniers les réemploient pour se décrire, démontre déjà les prémices de l'existence d'une stigmatisation au sein de l'institution, dans la mesure où premièrement un tri s'effectue en catégorisant les individus, mais aussi car elle tend à essentialiser, naturaliser ces catégories et assigner une catégorie à la nature de l'individu : il s'agirait notamment d'être un mauvais élève ou un bon élève (Delelis, Desombre, Lachal et al.i, 2008)⁴⁰. De plus, ces catégorisations normatives peuvent s'avérer être stigmatisantes dans la mesure où, en fonction de l'étiquette accolée à l'individu (l'élève), celui-ci sera porteur d'un stigmat.

³⁹ Nous reprenons ici ces 3 catégories puisqu'elles ont été toutes les trois employées par nos enquêtés, cela démontrant aussi dans quelles mesure les individus peuvent intérioriser ces classements normatifs émanant de l'institution.

⁴⁰ Pour aller plus loin voir : Desombre Caroline, Delelis Gérald, Lachal Marc, Urban Eugène, Roye Louis, Gaillet Françoise, Antoine Laura. « Stéréotypes de la difficulté scolaire : un outil de recueil », *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol 37/2 2008, pp.215-239.

Plus concrètement, lors du second entretien collectif, alors que l'on évoquait l'école de manière informelle, en cherchant à savoir comment ça se passe pour eux dans le but de créer du lien avec les enquêtés, deux jeunes amis, Anis et Isaac, tous deux en seconde générale dans la même classe, interagissaient. Cette interaction montre premièrement comment ces catégorisations sont porteuses de stigmatisme, comment elles peuvent conduire à la discrimination (directe ou indirecte), mais aussi comment elles peuvent s'avérer violentes pour l'individu en raison du degré d'intériorisation de ce stigmatisme et de cette tendance naturalisante de ces castes. Le jeune se qualifiant notamment lui-même comme un « élève en difficulté » explique comment le comportement de plusieurs professeurs alimente le fait qu'il ne se sente pas toujours à sa place, mais aussi qu'il se sente stigmatisé en raison de ce qu'il assimile à ses difficultés. Car précisons, avant d'en venir à l'interaction des deux jeunes, qu'au niveau de nos jeunes enquêtés, ils assimilent leurs expériences compliquées à l'école dans un premier temps à leurs responsabilités, ils tendent à légitimer dans une certaine mesure des schèmes provenant de paradigmes dominants répandus dans la sphère publique, à savoir l'argument libéral de la « méritocratie ». Bien que l'on puisse légitimement penser que cette notion est illusoire et permet de justifier les inégalités, qu'elle soit un argument cosmétique, si ce n'est fallacieux, comme le précise notamment la sociologue de l'éducation Marie Duru-Bellat « Pour l'heure, le mérite est convoqué pour justifier la stratification sociale et les inégalités il lui apporte un "moral gloss", un vernis moral. En d'autres termes, l'égalité des chances proclamée justifie des inégalités de situations bien réelles: croire en la méritocratie rend plus tolérant aux inégalités existantes (tant à l'école que dans le monde professionnel) puisque tout le monde a eu sa chance et que ce sont les meilleurs qui ont gagné.». (Duru-Bellat, 2006). Ensuite, ils assimilent aussi leurs difficultés à leurs relations entre élèves et professeurs et au « bazar » dans la classe. En effet, Dalil affirme : « Moi, je trouve qu'à l'école on apprend pas bien façon » avant qu'Anis ajoute : « déjà la classe désolé mais c'est un chiotte euh c'est le bazar ». Ainsi, ils sont conscients que des facteurs externes autres que leurs seules responsabilités peuvent impacter leur scolarité. Cependant, ils ne mettent pas en évidence des logiques plus structurelles telles que la « ségrégation scolaire » (Slaouti, 2020 ; Oberti, Guillaume Le Gall, 2023) qui pourrait affecter leurs chances de réussite dans les études ou les inégalités des chances et dans l'orientation en raison de l'origine sociale, chose que font cependant les enquêtés plus âgés. La variable de l'âge ici joue donc dans les raisons accolées à ces inégalités de traitement, ces discriminations et ce sentiment de stigmatisation. Bien qu'il n'est pas question de déterminisme social entendu comme fatalisme, ou de misérabilisme, comme certains pourraient mettre en avant pour disqualifier tout témoignage d'expérience

discriminante, mais de mise en avant de faits avérés, quantifiés. Cependant, nous développerons notre hypothèse plus tard. Pour revenir aux deux jeunes, l'un d'entre eux évoque sa conception de l'école, qui devrait être un lieu de vie où l'on se sociabilise et où l'on s'instruit, il dit :

Isaac : « [...] L'école, ça doit pas être une compétition, on doit venir pour apprendre alors que maintenant c'est une compétition. Regarde par exemple ben quand j'ai une vieille note et que ***** a un 15, ben la prof elle va me faire une remarque déplacée etc. Tu vois, euh elle va pas m'encourager elle va me baisser le moral, me taper la **honte** [...] ».

Son camarade de classe qui lui se décrit comme un élève plutôt bon rétorque à son ami :

Anis : « Ben en même temps, elle va pas te féliciter de ta vieille note [rire] ».

Cet extrait permet de mettre en avant comment via ce qui est vécu comme une compétition dans le système scolaire peut impacter les individus dans leurs êtres, dans la mesure où cette injonction à la compétition à être le meilleur participe directement ou indirectement selon les interactions des enquêtés à la stigmatisation de ceux qui seraient de moins bons élèves dans cette interaction. De plus, en raison de ce qui est assimilé à ses difficultés et le comportement de sa professeure, le jeune évoque lui-même ce sentiment de honte qu'il ressent en raison du fait qu'il soit toujours rattaché à une note jugée mauvaise sans pour autant être encouragé, mais aussi comparé à son ami qui a « 15 ». Ainsi, par le comportement de ses professeurs, mais aussi de l'attitude de son ami qui s'amuse de ces mauvaises notes et qui semble lui avoir intériorisé cette idée de méritocratie, on peut percevoir l'humiliation subie par l'enquêté et la preuve de cette stigmatisation au sein du système scolaire, en raison de cette injonction à la compétition et de ces catégories normatives de bon ou mauvais élève. De plus, ce sentiment d'être stigmatisé en raison des notes, et la catégorie du « mauvais élève » structure bien plus que le simple rapport à l'école de nos enquêtés, dans la mesure où il les impacte directement et structure leur sentiment de légitimité et de compétence en raison de l'intériorisation de ces catégories et de l'assimilation de celles-ci à leur être. Ainsi, leurs choix d'orientation, leur rapport à l'avenir se jouent dans ces expériences stigmatisantes. Par exemple, Wassim explique son orientation scolaire en lycée professionnel qu'il refuse de décrire comme subie mais par le fait que « ce n'était pas pour lui », en creusant sur son orientation, il explique :

« Euh je voulais pas générale, parce que générale ça peut gâcher ta vie [...] La générale ben tu dois aller en étude supérieure et pour moi ça, ça gâche ta vie, je ne me vois pas je ne peux pas être concentré dans l'école jusqu'à 20 ans et tout moi je voudrais direct faire autre chose mais je ne sais pas quoi. Et euh pour être au sport étude, faut une grosse moyenne pas 13 j'avais demandé et tout ils m'ont jamais vu jouer au foot et tout mais ils m'ont dit niveau scolaire pas assez euh il recherche des 16 de moyenne, pas moi ».

Ainsi, cette interaction démontre toute l'ambivalence qu'on peut retrouver dans l'analyse du rapport à l'école de l'individu. En effet, pour lui, l'école est un lieu de désenchantement et de relégation au sein duquel il se doit de faire face tout en minimisant le poids de ces structures sur son parcours, son avenir. Il amoindrit le stigmate en hyperbolisant le fait d'avoir été arbitre dans son choix de ne pas aller en général. Puisque son ambition de faire sport étude est mise en suspens en raison de ces notes jugées insuffisantes. Ainsi, il explique que les voies générales n'étaient pas faites pour lui, car elle gâcherait la vie. Bien que néanmoins, il assimile ce refus à sa personne, notamment lorsqu'il dit « pas moi ». Ainsi, cette injonction à être bon élève produit des effets sur la perception qu'ont les individus d'eux-mêmes et vient amoindrir leur conscience d'avoir été stigmatisé. En cela, nous faisons le même constat effectué par les chercheurs dans leurs analyse porté sur l'expérience discriminatoire à l'école de Yaël Birnbaum Severine Chauvel et Élise Tenret « L'intériorisation du verdict scolaire⁴¹ vient ici amenuiser le sentiment d'avoir été discriminée, voire le fait disparaître ». (Brinbaum, Chauvel, Tentret, 2013, p.105).

1.2 L'école, sanctuaire des inégalités : des stigmates institués et cumulatifs, mais pour autant déniés.

Du côté de nos enquêtés adultes, le rapport à l'école reste tout aussi complexe et l'expérience scolaire est tout aussi discriminatoire, voire humiliante. Cependant, ils pointent quant à eux des causes structurelles telle que la « ségrégation scolaire » (Oberti, Guillaume-Le Gall, 2023) et du stigmate accolé à la catégorisation de « quartiers », dont peuvent être victime leurs habitants ou l'origine socio-ethnique avant de partager leurs expériences personnelles de discrimination. En effet, lors de notre entretien individuel Driss affirme :

« Moi je pense que l'école c'est l'inégalité des chances, pas des égalités. Une inégalité des chances. Mais ça commence des petits dans le cursus scolaire. Tu sais, des rêves, moi j'en avais plein. Moi quand j'étais petit, je voulais faire astronaute, architecte. Tu vois, tout ça, ça a été **bridé** à l'école. [...] L'envie d'avoir envie vient de ta naissance, vient du parcours scolaire dans l'école de la République. C'est parce que tu viens d'un quartier que tu ne donne pas envie. Je vais faire comme mes parents ouvriers. Pourquoi? C'est ma ligne de conduite? Non ! Moi j'avais des rêves moi ! Pourquoi j'ai pas eu l'opportunité de poursuivre ces rêves-là? Pourquoi si j'étais dans le 16^e arrondissement j'aurais eu l'opportunité ? [...] une classe populaire, une classe DES QUARTIERS peut pas avoir ces rêves. On est des imbéciles, on n'est pas intelligents [...] Pourquoi il faut avoir une classe sociale différente de la mienne pour réussir ? Non, ça, l'ouverture et l'égalité des chances n'a pas été faite. Ça doit être fait dans les bancs de l'école. On n'est pas loti à la même enseigne [...] il y a des écoles publiques où c'est

⁴¹ Le “verdict scolaire” dont il est question ici renvoie aux notes scolaires.

euh c'est le quartier. Voilà, c'est euh ça reflète le quartier". Il y a une phrase qui m'est restée quand j'ai été au lycée **** en 90' en seconde. *France 3* était venue faire un reportage au lycée. Et quand je l'ai vu, c'est magique je te parle de ça. C'est en 1990, quand je l'ai vu. La première chose, la première vision, c'est la cour avec plein de déchets et un mec dans le hall, affaissé comme ça sur le mur, tu vois, appuyé sur le mur avec une coupe de Zoulou. Et la phrase "Lycée ****, lycée dortoir, lycée poubelle". Cette phrase- là, moi qui était de ****, ça m'a affecté [...] parce que moi ça a été diffusé ce reportage et cette première phrase, cette introduction t'imagines la violence du truc, toi tu es là bas avec la poubelle à cette place [...] ».

En effet, il évoque d'abord la dimension structurelle de ces discriminations à l'école en raison de l'origine sociale, de l'appartenance au quartier populaire. La dimension structurelle de la stigmatisation est tout aussi mise en avant par l'enquêté. Il évoque en effet l'absence de mixité sociale et d'égalité des chances, ainsi que la ségrégation scolaire et socio-résidentielle qui accentue ces effets de stigmatisation des habitants de quartiers populaires. Notamment lorsqu'il dit « l'école publique, c'est le quartier » ou lorsqu'il compare les opportunités des habitants du 16e arrondissement à celles de son environnement.

C'est ensuite qu'il partage son expérience individuelle d'humiliation à l'école et de discrimination en raison de ses origines sociales.

« Il y a une phrase qui m'est restée quand j'ai été au lycée **** en 90 en seconde, *France 3* était venue faire un reportage au lycée. Et quand je l'ai vu, c'est magique je te parle de ça. C'est en 1990, quand je l'ai vu. La première chose, la première vision, c'est la cour avec plein de déchets et un mec dans le hall, affaissé comme ça sur le mur, tu vois, appuyé sur le mur avec une coupe de Zoulou. Et la phrase "Lycée ****, Lycée dortoir, Lycée poubelle". Cette phrase- là, moi qui était de ****, ça m'a affecté [...] parce que moi ça a été diffusé ce reportage et cette première phrase, cette introduction "Lycée ****, lycée dortoir, lycée poubelle" [...] t'imagines la violence du truc, toi tu es là bas avec la poubelle à cette place [...] les CPE les conseillères de désorientation, c'est dégueu, c'est pas sympa. Quand tu parlais de tes rêves, elle rigolait "Ha ha! Toi tu vas faire une école d'archi, vas y vas y ..." Ils te brisaient parce que tu venais des quartiers. Ils te font pas croire à tes rêves. Tu veux faire astronaute ? Vas y, sois performant en math, en physique, tu peux réussir, faut pas te mettre de barrières. Ça, ce discours, ils ne l'ont jamais fait et ils ne le feront jamais. Parce qu'ils étaient conscients de cette arme là, qu'on allait pas rester bloquée à faire certains métiers que ça aller être différent de nos parents immigrés. Moi j'aurais voulu faire des choses, je rêvais d'autre chose (silence). Si tu fermes les portes, si tu fermes les portes dès le début, comment veux-tu t'élever dans un quartier ? [...] Toujours la stigmatisation "issue des quartiers populaires; issus des quartiers". Ça veut dire quoi ? Tu es un paria déjà à la base . C'est ce phénomène là d'être personne. T'es un paria [...] En vrai je me sens appartenir à aucun groupe ».

Pour lui, l'école est un lieu qui « bride », qui stigmatise et façonne les individus mais surtout produit et amplifie les inégalités sociales. Cependant, bien qu'il mette en avant les discriminations en raison de l'origine socio-ethnique et la dimension structurelle de celles-ci dans la mesure où il vise l'institution au-delà de son ancien établissement, son rapport au

groupe social (habitant de quartiers populaires) reste très ambivalent. En effet, y a sentiment d'altérité (être un « *paria* » , ne pas avoir pu choisir son orientation en raison de ses origines sociales, être renvoyé une origine sociale : le quartier), il dit lui-même avoir été stigmatisé en raison de ce groupe socio-ethnique (à l'école comme enfant d'immigré algérien et venant d'un milieu populaire ou lors de ses interactions avec les CRS). Pour autant, ce dernier tient à se distinguer de ce groupe porteur de stigmates en se montrant particulièrement très ferme, voire reproduisant lui-même de la stigmatisation. En premier lieu, envers les émeutiers, comme nous avons vu dans notre première partie d'analyse, en employant un registre normatif et péjoratif à leurs égards (il parle « d'animaux » pour les qualifier) et plus largement lorsqu'il évoque certains individus de confession musulmane au sein de l'institution scolaire en affirmant qu'il ne comprend pas cette volonté de porter des signes religieux qu'il juge ostentatoire au sein de l'école. Il dit notamment: « Mais tu viens à l'école c'est pour t'instruire, tu viens pas de ton **déguisement** de *Qamis* [...] en vrai on a pas à savoir ta religion, c'est personnelle ». Ainsi, il intériorise certains schèmes dominants, à savoir une vision de la laïcité non pas synonyme de la liberté de pratiquer un culte mais une laïcité entendue comme l'effacement de ses croyances dans l'espace public voir à la criminalisation de celles-ci⁴². Bien que cette vision dominante ne lui soit pas totalement propre dans la mesure où persistent des ambivalences dans son discours. Il admet qu'il y a de la discriminations envers les musulmans, compare l'Angleterre à la France pour évoquer que là- bas, il y a une réelle liberté et un plafond de verre moindre pour les musulmans en prenant l'exemple de femme de confession musulmane portant le *hijab* travaillant dans l'administration publique. Dans une certaine mesure, il opte pour une stratégie de « *passing* » (Talpin, Balazard, Carrel et al.i, 2021, p.158), en intégrant le discours dominant, responsabilisant le groupe stigmatisé pour atténuer le stigmate porté sur sa personne et en amenuisant tout trait pouvant l'assigner à ce groupe au niveau de son apparence et de son discours. Ainsi, on rejoint le constat « les enquêtés cherchent ainsi parfois à “gommer” les signes d'appartenance à une catégorie stigmatisée ». (Talpin, Balazard, Carrel et al.ii, 2021, p.158).

⁴² On peut notamment mettre en avant ici diverses polémiques autour de la tenue vestimentaire au sein de l'école républicain telle que les débats portant sur l'interdiction de la *Abaya* dans les établissements scolaires, signe de cette schizophrénie institutionnelle dans la mesure où deux ministre de l'éducation nationale avant l'actuelle ministre, les débats sur la “tenue républicaine” pour reprendre les propos de Jean Michel Blanquer qui visait toute autant au contrôle du corps des femmes mais cette fois en voulant leurs imposer plus de tissus sur le corps. Bien que cette *doxa* républicaine induisant ce champ de LA laïcité comme une invisibilisation de la différence n'est pas nouveau au vu de la Commission Stasi de 2004 ou du HCI (Beaugé ; Hajjat, 2014).

Tandis que pour Selim, l'expérience de discrimination à l'école relève d'un cumul de stigmates. En effet, il explique avoir été scolarisé dans des établissements privés durant toute sa scolarité. C'est notamment au lycée qu'il exprime avoir subi un traitement différencié en raison de son origine ethnique et sociale. Il révèle notamment :

« Je me souviens en grec à **** [lycée privée] j'avais grave du mal, et comme selon eux j'ai rabaisé la réputation du lycée, ben je me suis fait virer à la fin de l'année. C'est un système en vrai, ça va c'est bien, ça ne va pas tu bouge. Mais je pense aussi le fait que je sois un arabe ça a joué parce que pourquoi le dialogue est plus ouvert quand c'est des personnes dans la même situation scolaire mais pas de la même origine, après je pense que c'est peut-être être aussi social ».

Bien qu'on admette que ce soit très complexe de jauger les discriminations, cet extrait permet de mettre a minima en avant comment dans une institution où les principes d'indifférenciations et une vision universaliste française (associée au *colorblindness*) sont érigés comme principe prégnant. Ils ne sont pour autant pas le reflet de la réalité en pratique au vue de l'expérience des individus et de leurs catégories de jugement, que ce soit du côté de l'institution éducative mais aussi du côté des enquêtés. Puisque, en effet, Selim explique cette différence de traitement par le fait d'être racisé, mais aussi par le fait qu'il n'a pas la même origine sociale que la majorité des élèves avec qui il partageait son quotidien. C'est aussi le cas d'Isaac qui explique comment lui seule a été exclu d'un collège par le fait que les seules différences avec la camarade avec qui il avait fait une « bêtise » sont le genre et l'origine ethnique. La lecture du vécu de discrimination en raison de l'origine ethnique est aussi admise par Hana. Elle évoque notamment comment son professeur en troisième dans un collège privé l'avait stigmatisé elle dit notamment : « [...] quand même j'étais une petite en troisième et il me sort : t'es une incapable, et en plus par la suite il ajoute sur mon dossier incapable de poursuite de longues études, je vois pas en quoi j'étais différente des autres si ce n'est mon origine ».

Ainsi, il ne s'agit pas ici d'avoir une approche culturaliste ni même d'assimiler les révoltes aux personnes issues de l'immigration, mais de mettre des faits en avant. En s'appuyant sur les recherches de divers sociologues, mais aussi sur les résultats des PISA⁴³ et de rapport du CNETCO⁴⁴, l'enseignant-militant Omar Slaouti en vient à admettre que « toutes les études convergent ainsi vers ce constat : en France, l'Éducation nationale distribue de manière

⁴³ PISA : *Programme international pour le suivi des acquis des élèves*

⁴⁴ CNETCO : *Centre national d'étude des systèmes scolaires*, dont le but est d'améliorer les connaissances sur les systèmes scolaires étrangers, français pour pouvoir mettre en place des politiques et changements concrets dans le système scolaire.

inégale un bien public, celui du droit à l'éducation, au savoir et à l'épanouissement. Cette inégalité s'accroît dans le temps et discrimine différents groupes sociaux, mais frappe certains plus que d'autres : les immigrés et leurs enfants ». (Slaouti, 2020, p.94). Ainsi, on rejoint le même constat que l'auteur lors de notre enquête affirmant que « l'école reste un lieu de reproduction des inégalités sociales, mais aussi raciales. » (Slaouti, 2020, p.87). On peut ainsi légitimement affirmer que l'école est source de discrimination et de stigmatisation à l'égard de certains citoyens dans la mesure où elle est inégalitaire, puisque la race reste un construit social vecteur d'altérité et d'inégalité de traitements entre les individus. Et que ce principe de *colorblindness* induit par l'approche française homogénéisante de l'universalisme et de la nation conduit dans une certaine mesure à dénier toute discrimination, en particulier raciale. On peut donc parler d'un *color-blind racism* (Bonilla-Silva, 2017; Talpin, Balazard, Carrel 2020) au sein de l'institution éducative, en dépit du fait que ces discriminations soient directes et intentionnelles ou non.

Cependant, bien que les enquêtés adultes mettent en avant des dimensions plus systémiques de ces discriminations et stigmatisation au sein de l'institution scolaire, tandis que les plus jeunes analysent les discriminations par le prisme de leur responsabilité et des relations avec les professeurs, ces rapports complexes envers cette institution structurent différemment leur rapport aux révoltes, aux institutions et à la citoyenneté.

1.3 Des rapports à l'école discriminant similaires, mais structurant le rapport aux révoltes et à la société de manière ambivalente.

En effet, le rapport à l'école joue de manière ambivalente sur leur rapport à la société, aux révoltes et dans leurs attitudes. Précisons que tous les enquêtés ne font pas un lien de causalité entre les révoltes de Juin 2023 et l'école. Ici, la variable de l'âge joue un rôle dans la manière dont les enquêtés perçoivent et légitiment ou non les révoltes que dans la mesure où ils font un lien avec ces dernières. Seuls deux enquêtés (Hana et Driss) font le lien entre les révoltes et l'école, mais adoptent des positions opposées. On peut émettre l'hypothèse du *gap générationnel* dans la mesure où l'enquêté le plus âgé a une vision de l'école rattachée à un lieu d'incorporation des valeurs de la République et de la citoyenneté et à une vision de la laïcité (invisibiliser ce qu'il juge comme signe religieux ostentatoire) comme précisé *supra*. Son rapport à la citoyenneté et à la politique reste cantonné à une échelle conventionnelle de la participation politique par le vote et de l'engagement citoyen par l'associatif. Mais il met en avant que l'école semble faillir à l'intégration de certaines jeunes gens. Cependant, bien qu'il

admette que l'école est un lieu de souffrance, il reste incompréhensible voire inadmissible de s'attaquer aux établissements scolaires pour lui. Il dit :

« A l'école, ben tu vois dans cette école c'est la misère [nous étions en face d'une école primaire]. Mais on ne va pas mettre les moyens, mais on va leur dire à ces gamins que leur horizon c'est noir, ils pourront pas devenir, ils pourront pas s'investir en politique parce que l'engagement citoyen, c'est à l'école, ça commence à la maternelle, c'est là où ils te font prendre conscience, et soi-disant dans les mêmes bancs de La République. L'éveil, Liberté, Égalité, Fraternité. C'est dans l'école que tu l'apprends. Le patriotisme, c'est dans l'école que tu l'apprends. Je comprends pas. Dès l'école, ils [les décideurs politiques] font désunir tout le monde, ils mettent en confrontation les uns avec les quartiers populaires [...] Mais moi je comprends pas comment brûler une école malgré que je mets l'école dans les maux de la société. [...] Il ne faut pas tout confondre et ils [les émeutiers] ont tout confondu. Donc quand tu vois, quand tu vois ça, ben tu te dis déjà on a mauvaise presse, pff tu je regarde, ça pourquoi ? »

Tandis que les jeunes (animateur.ices compris) ont une approche tout autre de ce que devrait être l'école et la laïcité. Par exemple, Hana fait le lien entre les dégradations d'établissement scolaire et les discriminations subies lors de la scolarité. Bien qu'elle n'encourage pas ce type d'action, elle exprime une certaine compréhension face aux ciblés d'établissement scolaire lors des révoltes. En effet, on perçoit que par la souffrance engendrée par le système scolaire chez certains individus, cette institution peut se révéler être une cible délibérée dans la mesure où cette institution s'est d'évaluer en termes de légitimité à leurs yeux. Elle dit notamment : « À cet âge [émeutiers dont les jeunes qu'elle encadre] l'école c'est toute ta vie, tu passes genre 5 jours sur 7 là-bas, donc quand tu souffres, tu te fais rabaisser ou tu ne te sens pas à ta place, ben c'est toute ta vie qui est touchée ». En surplus, pour elle, les révoltes restent un acte politique légitime lors du premier acte, et la citoyenneté ne se résume pas qu'au vote. À contrario du référent jeunesse, elle tend à légitimer des formes moins conventionnelles de participation politique comme les contestations (par la révolte ou les blocus), bien qu'elle valorise à la fois l'engagement citoyen via le bénévolat, l'associatif, mais aussi via son métier d'animatrice. De plus, persiste un fossé entre la vision de la citoyenneté française et la laïcité chez les jeunes enquêtés et le référent Jeunesse. En effet, les jeunes tendent à avoir une vision assez libérale de la citoyenneté et une vision plurielle de leurs identités sans qu'une dimension prenne obligatoirement le pas sur l'autre. Par exemple, ils se montrent tous très ouverts à l'idée de pouvoir pratiquer plus librement sa religion sans que cela n'impacte leur sentiment d'être français. Les jeunes enquêtés ont une vision de la laïcité qui est synonyme de liberté de culte, de liberté de croire ou non. Anis explique par exemple :

« Moi je ne comprends pas pourquoi on traite les femmes différemment, je parle euh des femmes musulmanes et par exemple des femmes chrétiennes. Euh ben la femme musulmane et voilée elle aura pas le même statu que la personne sans voile parce qu'aujourd'hui, le voile en France ça porte préjudice alors que euh je vois pas y a quoi de mal de respecter sa religion tu fais de mal a personne. Par exemple une femme chrétienne qui a une croix ou un voile peut vivre sans se cacher et c'est censé être comme ça la France ».

En cela, ont rejoint en partie l'analyse faite par Sebastian Roché évoquant un fossé générationnel dans les visions de la laïcité, de l'école et du sentiment d'identité nationale. Entre d'un côté des jeunes se montrant plus enclins à être des citoyens français multiculturels et une génération appréhendant l'école comme le creuset français, un sanctuaire où assimilation et homogénéisation sont synonymes d'intégration, où l'identité française est unique, loin de tout cosmopolitisme. C'est ce paradigme de l'universalisme à la française synonyme d'homogénéisation et d'assimilation qui peut être à l'œuvre dans le sentiment d'altérité, voire l'expérience de discrimination de certains jeunes enquêtés, dans la mesure où est « assimiler toute demande de particularité culturelle à du séparatisme » (Roché, 2021) et ainsi nier la réalité d'un pan des citoyens français, en assimilant continuellement identité française et cosmopolitisme à des oxymores. Seulement, bien que certains enquêtés soient dans des écoles ségréguées et soient de confession musulmane, aucun n'a exprimé le sentiment de ne pas être ou de ne pas se sentir totalement Français. Seul un sentiment d'altérité en provenance des institutions est mis en avant par les enquêtés. Ce sont les institutions (éducation, police, médias, etc.) qui tendent à opérer des distinctions arbitraires entre citoyens ; les enquêtés se sentent et sont bien français. On n'a donc pas fait le constat d'une éventuelle « désaffiliation » (Roché, 2021) ni que les jeunes enquêtés « se sentent de moins en moins français à mesure qu'ils évoluent dans un établissement qui ressemble à un ghetto ethnique »⁴⁵. Comme l'affirme le journaliste en reprenant le travail du politologue Sebastian Roché.

Enfin, nous pouvons néanmoins faire le constat, bien que le lien de causalité entre école et révolte ne soit pas identifié chez les jeunes, que ce sont les jeunes qui se qualifient le plus en difficultés et dont l'avenir semble le plus difficilement envisageable de manière favorable. C'est notamment Wassim qui a un rapport plus incertain quant à son avenir proche en raison du décalage entre ce qu'il fait dans son cursus professionnel et ses ambitions personnelles,

⁴⁵ Cédelle Luc, « « La Nation inachevée » : comment le quotidien des jeunes construit leur citoyenneté », *Le Monde*, 4 février 2022 (consulté le 10/05/2024. URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/04/la-nation-inachevee-comment-le-quotidien-des-jeunes-construit-leur-citoyennete_6112311_3232.html).

bien que tous nos jeunes enquêtés n'évoquent pas d'ambitions clairement identifiées. Il a semblé le plus en adéquation avec l'usage de la violence lors des révoltes, il décrit notamment les révoltes comme une « vengeance » et une « grande claque » ; tandis que la majorité les définissent comme « un message », « une leçon ». Cependant, c'est le seul lien que l'on pourrait faire avec l'école dans la mesure où aucun d'entre eux n'a clairement identifié l'école comme une cible légitime de ces révoltes. Aucun des enquêtés ne légitimise la dégradation d'établissements scolaires en dépit du fait qu'ils soient clairement identifiés comme des lieux de souffrance, d'humiliation ou de discrimination. D'ailleurs, les jeunes enquêtés identifient clairement et emploient le terme de discriminations en majorité lorsque nous avons posé la question : « Est ce que vous posez un mot sur le fait qu'on vous traite différemment ? » après qu'ils aient exprimé leurs expériences stigmatisantes. Isaac définit notamment les discriminations qu'il subit par le fait d'« être mis de côté, et dans tous les domaines partout, en vrai, que ce soit scolaire à l'école, dehors, dans les loisirs, même avec la police souvent , euh c'est à peu près partout malheureusement ». Ainsi, bien que le lien de causalité entre révolte et école ne soit pas fait, les enquêtés témoignent en majorité que l'expérience de discrimination dépasse la question policière, mais aussi celle de l'école. Les discriminations ayant une dimension sociétale et se produisant dans presque tous les pans de la société pour ces individus.

Pour conclure, on peut faire le constat d'une dimension presque schizophrénique en cours au sein de l'institution scolaire française. En effet, l'école réfute toute altérité, différence en s'affiliant à une vision de la nation française et de l'universalisme synonyme d'homogénéité instituée par ces principes d'indifférenciation entre citoyens, cette *colorblindness* ainsi qu'à une idée de la nation et de la citoyenneté acquise par le droit et l'adhésion à des valeurs incorporées à l'école (LA laïcité notamment). Pour autant, dans les faits, cette institution est constitutive du sentiment d'altérité de certains individus dans la mesure où elle est vectrice de stigmatisation et de discrimination par cette négation de la différence, mais aussi par ces labels d'égalité des chances, de méritocratie, de mixité sociale, niant les expériences inégalitaires d'un pan de ces citoyens pourtant bien français. Ce qui explique un lien de causalité avec les révoltes et structure relativement le rapport aux révoltes chez les enquêtés, bien qu'aucun d'entre eux ne légitimise le fait de s'en prendre aux établissements scolaires.

Comme nous l'avons démontré, les discriminations peuvent avoir un effet cumulatif, que ce soit en termes de variables telles que le genre, l'origine sociale, l'origine ethnique. Mais aussi

par le fait qu'elles soient présentes dans divers pans de la société, les loisirs, l'école, dans les interactions quotidiennes, etc. Enfin, une autre institution, les médias, ont été mis en avant par tous les enquêtés comme source de diffusion des stigmates à leurs égards et comme un facteur aggravant les révoltes urbaines de 2023.

2) Les médias *mainstream* et les quartiers populaires : vecteurs de haine, instrument de propagation de stigmate et bâtisseur de fantasme.

Dans cette dernière partie de notre analyse, l'objectif sera de démontrer dans quelles mesures les médias participent pleinement à diffuser une image fantasmée des quartiers, conduisant à participer à la haine de l'autre, à la marginalisation et à la stigmatisation des habitants de quartiers populaires. Le lien avec les révoltes est clair du côté des enquêtés dans la mesure où ces dernières sont exprimées comme « la goutte de trop ». En effet, les discriminations et la stigmatisation véhiculées à l'encontre des habitants de quartier ne sont pas propres au temps des révoltes. Cette volonté de marginaliser, de différencier les quartiers et le centre comme s'il y avait plusieurs France, tout en homogénéisant paradoxalement un pan de la population pourtant très hétérogène (les habitants de quartiers populaires) participe à la création d'un « nous » qui est rejeté par le « eux ».

En cela, nous verrons comment le rapport aux médias des enquêtés est majoritairement un rapport de méfiance et de scepticisme en raison de la stigmatisation à leurs égards. Nous montrerons comment ce rapport de méfiance envers les médias structure de manière très ambivalente le rapport aux révoltes des enquêtés. En effet, les révoltes urbaines sont en partie perçues comme illégitimes par les enquêtés non pas en raison du meurtre de Nahel qui est une cause juste à leurs yeux, mais en raison de la récupération politique par l'extrême droite et le traitement médiatique qui a été fait de ces événements produisant toujours plus une image stigmatisante de ces habitants de quartiers populaires, et la tentative de légitimation de rhétoriques coloniales propres à l'extrême droite telle que l'ensauvagement, les sauvages de cette idée que la France traverse une crise insécuritaire. Des rhétoriques (le sauvage, l'ensauvagement) aux origines très sinieuses, mais qui semblent désormais des vocables bien admis au niveau politico-médiatique quand on regarde comment ils sont librement employés par l'actuel ministre de l'intérieur Gérald Darmanin affirmant qu'« il faut stopper l'ensauvagement **d'une partie certaine** de la société »⁴⁶ en visant les quartiers et assimilant

⁴⁶ La rédaction de TF1Info, « Gérald Darmanin veut « stopper l'ensauvagement d'une certaine partie de la société » », *TF1Info*, Juillet 2020 (consulté le 04/05/2024. URL :

ainsi une hétérogénéité de personnes à des dangers potentiels. Enfin, c'est cette image péjorative des quartiers, et de Roubaix dans sa globalité qui est en partie la source de stigmatisation plus large à l'égard des habitants notamment lorsqu'ils sortent des frontières géographiques de leurs villes.

2.1 Les médias fabricants d'altérité et de stigmatisme : l'image de Roubaix et son traitement médiatique des facteurs structurants du rapport aux médias et aux révoltes des enquêtés.

Comme démontré lors de notre première partie d'analyse, l'image reste un facteur très important aux yeux de nos enquêtés, particulièrement auprès des enquêtés masculins. En effet, tous les enquêtés ont conscience des stigmates qu'ils portent en raison de l'image véhiculée par les médias de leur ville d'origine. Cependant, qu'en est-il du lien avec les révoltes ? Le lien n'est pas fait de manière linéaire. En effet, lors des entretiens collectifs et individuels, le lien entre la stigmatisation médiatique et les révoltes n'a pas été fait par les enquêtés dans un premier temps pour expliquer l'émergence des révoltes, mais pour se désolidariser des révoltes dans la mesure où celles-ci seraient un facteur aggravant la mauvaise presse de Roubaix et de ses habitants (voir *supra*). L'un des facteurs délégitimant les révoltes chez les enquêtés provient du fait que l'image des quartiers et de Roubaix serait encore plus dégradée, ainsi le stigmate serait encore plus compliqué, car plus lourd à porter. Par exemple, bien qu'Hana affirme être à « 100 % pour le mouvement », elle émet des réserves non pas dans l'objectif de dévêtir de toute légitimité les révoltes, mais pour mettre en avant la réception et le cadrage médiatico-politique qui en a été fait lors du second acte de ces dernières. Ainsi, son rapport aux révoltes se structure de manière ambivalente en raison de la stigmatisation médiatique et de la récupération politique. Notamment le déplacement des débats et le focus fait sur les conséquences liées au meurtre de Nahel plus que sur les plausibles causes de ce meurtre et de ces révoltes. Puisque, en effet, des pratiques propres aux médias *mainstream* telles que les chaînes d'informations continues en particulier (mais pas que), témoignent d'une tendance médiatique à « l'hypertrophie de l'événement » (Champagne, 1990, p.65), notamment le traitement médiatique des révoltes seulement par le prisme des dégradations, et l'emploi du registre de l'insécurité. Mais aussi plus largement, la mise en lumière des « témoignages édifiants » (Beaugé ; Hajjat, 2014) et du sensationnalisme comme gage de la réalité sociale participe en réalité à la stigmatisation de groupes sociaux tels que les habitants de quartiers populaires, ou des musulmans en France, comme le

<https://www.tfl.info.fr/politique/gerald-darmanin-jean-castex-veut-stopper-l-ensauvagement-d-une-certaine-partie-de-la-societe-2160144.html>

démontrent les deux chercheurs dans leurs articles au vue de l'assimilation entre ces deux groupes faite au niveau du *think tank* gouvernemental qu'était le Haut Conseil à l'intégration. De plus, il est important de souligner les liens presque fraternels de la sphère médiatique avec les personnalités politiques ou certains intellectuels⁴⁷ ayant un capital médiatique valorisé et ainsi un accès aux médias permettant d'avoir une tribune pouvant ainsi diffuser activement des stigmates envers certaines populations comme les habitants de quartiers et les musulmans, sous couvert du label de l'expertise ou d'un scientisme au vue de leur statut d'intellectuels. La sphère médiatique et ses intervenants ont donc une capacité à créer un problème public⁴⁸ ou à faire d'un groupe social hétérogène un problème public. Et participer ainsi progressivement à imposer une « hétéronomie généralisée » (Beaugé, Hajjat, 2014), par l'imposition d'un paradigme dominant, comme cela a été le cas avec l'imposition d'un champ de la laïcité synonyme d'assimilation et d'homogénéisation⁴⁹.

Ainsi, c'est aussi par la conscience d'être stigmatisé au niveau des médias et de la conscience d'une récupération politique à leur détriment que le rapport aux révoltes des enquêtés se structure de manière à délégitimer ou légitimer ces dernières. Par exemple, Selim affirme « au final on a été vu comme des sauvages, on leur a donné ce qu'ils voulaient. [...] Ben les médias ont pu nous cracher dessus encore plus notre image elle est encore plus descendue et l'image de la police elle est redorée, et l'extrême droite s'est servie de ça contre **nous** au final », et Hana affirme « Tu vois le truc c'est qu'on peut entendre Zemmour dire que Roubaix c'est l'Afghanistan a deux heures de Paris, ben le souci [concernant les révoltes] c'est qu'il y a eu une récupération politique du coup avec ces pillages. Ça a juste servi à dire, 'ouais, regardez, ces sauvages, etc' ».

Ainsi, on retrouve la rhétorique du sauvage employée par l'animatrice démontrant la conscience de cette image stigmatisante renvoyée par les médias vers les habitants de quartiers populaires. Cette rhétorique du sauvage est aussi employée par deux des enquêtés (l'animateur et le référent Jeunesse), mais ils divergent avec les autres enquêtés dans la

⁴⁷ Notamment la chercheuse Michèle Tribalat qui utilise librement des vocables telles que « français de souche », ou le biographe Alain Seksig qui ont participer activement via leurs nombreuses interventions médiatiques et leurs multiposition dans les sphères institutionnelles et médiatiques à imposer un champs de la laïcité entendu comme une injonction à l'assimilation.

⁴⁸ Notamment les élites politiques et intellectuels ont pu construire un groupe social et le présenter comme problème public comme cela a été le cas pour les musulmans en france, notamment via leurs acces aux sphere médiatiques et leurs statut d'expert, d'intellectuels. (Beaugé, Hajjat, 2014)

⁴⁹ Bien qu'il ne faut pas donner plus de pouvoir aux médias et à ces élites hétérogènes qu'ils en auraient. Dans la mesure où s'ils parviennent à faire infléchir certaines politiques publiques, cela ne veut pas dire que le paradigme dominant qu'ils tentent d'imposer se fasse de manière univoque et est accepté de tous.

mesure où ils tendent à vouloir se distinguer des émeutiers, créant toujours cette frontière entre un « eux » (les émeutiers) et un « nous » (habitant de Roubaix). Nous rejoignons donc le constat de phénomènes de « construction d'une frontière sociale et spatiale » (Sala Pala, 2007, p. 8) entre certains habitants et les émeutiers que fait la sociologue Valérie Sala Pala dans son analyse portant sur l'interprétation des révoltes de 2005 par les jeunes. Cette différenciation a aussi été évoquée par Lyna en raison du stigmate auquel elle pourrait être assimilée du fait d'un cadrage médiatique très orienté vers la thématique du communautarisme musulman (ou le vocable du séparatisme) et par les déclarations médiatiques de certains habitants choisis en fonction de leurs discours. Lors de notre entretien, Lyna précisera notamment :

« Je me suis déjà surprise à me dire je deviens FN entre grands guillemets [c'est-à-dire pas de manière partisane], par exemple un truc tout con. Je vois un reportage sur Roubaix et y'a un gars qui a une boucherie, il passe à la télé et il dit attention je ne lui manque en aucun cas de respect mais il passe à la télé il dit voilà puisque les frères *muslim* sont discriminés moi j'embauche que des musulmans *nin nin nin* et tout, tu vois. D'un côté, tu veux lui dire c'est bien d'un côté discrimination positive, comme **ils** disent mais à la fin tu te dis, mais wesh tu te rends compte de l'image que t'es en train de **nous** donner. En fait, limite toi t'en peux plus, t'en viens limite à dire aux gens de ta communauté [elle précisera qu'elle parle des roubaisiens] eh je suis pas comme vous moi tu sais en mode arrêter vous me mettez dans des sauces, tu vois ça c'est à cause du regard extérieur des médias, sachant que les gens stigmatisent très rapidement, tu vois, donc oui c'est compliqué, la presse qu'on fait de Roubaix c'est très compliqué. »

En outre, saisir le rapport des enquêtés aux médias n'a pas été une tâche complexe à saisir dans la mesure où tous émettent clairement un sentiment de scepticisme voire de « dégoût » envers les médias en raison de la construction médiatique de l'image péjorative et stigmatisante de leur ville, qu'ils affectionnent particulièrement. C'est saisir les effets des médias sur leurs perceptions des révoltes, mais aussi la manière dont ils appréhendent les stigmates et discriminations subies à la suite du traitement médiatique du groupe social auquel ils sont assignés de manière homogénéisante et essentialiste, qui a été complexe à saisir. Comme le précise Isaac « Dans les médias Roubaix c'est trop péjoratif, comment ils parlent de Roubaix c'est trop ! Ils parlent mal, après c'est vrai c'est pas tout beau tout rose, mais parler que de ça sans jamais parler de positif, ben c'est comme ça les gens **nous** voient en mal, y'a de tout à Roubaix **on est pas tous pareils** ».

En effet, les enquêtés mettent tous en avant le fait que les médias *mainstream* notamment la télévision tendent à renvoyer quotidiennement une image négative et homogénéisante de la ville de Roubaix et de ses quartiers auxquels les enquêtés s'identifient. Par exemple, que ce soit chez les plus jeunes enquêtés ou les plus âgés, l'épisode d'un *Zone Interdite* diffusé en

2022 par M6 portant sur la radicalisation en France mais ayant pour focus la ville de Roubaix a été vécu comme de la stigmatisation et a été évoqué dans tous les entretiens indépendamment des variables sociologiques. Ils mettent tous en avant le fait que lorsque Roubaix est évoquée dans les médias ce n'est que par un prisme négatif conduisant à les stigmatiser. Par exemple, un jeune dit lors du premier entretien collectif :

« [...] ben avec le trafic de stupéfiants, c'est ce qui rend l'image mauvaise de la ville quand même car c'est vrai il y en a après malheureusement les médias ils font une fixette sur ça et sur le négatif à Roubaix alors que y a pas que ça dans les quartiers. Du coup c'est vrai, c'est pas légal c'est pas bon mais **nous les jeunes de quartiers**, je trouve qu'on se fait trop dénigrer alors qu'au fond, **ils** [distinction avec les jeunes qui deal] sont bien, euh je veux dire faut pas généraliser les jeunes de quartiers on est différents ».

De plus, on perçoit que c'est aussi le registre de l'exception (Demoulay, Lafaye, 2019) qui tend à cristalliser ce rapport de scepticisme voire de méfiance vis-à-vis des médias chez les enquêtés. Driss exprime comme Isaac le fait qu'on ne s'intéresse à la ville que dans les faits divers négatifs, mais il ajoute que ce sont ces mêmes médias qui participent à construire l'altérité entre citoyens français en raison de la notion « issue des quartiers », mais aussi comment cela participe à mettre en lumière le caractère presque exceptionnel du fait de pouvoir s'en sortir quand on vit dans ces quartiers, et ainsi cela justifierait le fait de parler de ces quartiers de manière positive dans les médias car s'en sortir ou avoir de bonne initiative serait des faits d'exceptions. Il dit notamment :

« les médias ils ont jamais mis en avant les choses positives des quartiers, mais que les choses négatives. Ils viennent te voir que quand ça va mal comme pendant les émeutes, quand y'a eu l'incendie. Ils étaient où quand on essayait de monter des projets intéressants avec les jeunes ?! Et puis comment voulez-vous mettre en avant les gens qui réussissent. Déjà "issus des quartiers", c'est péjoratif, "issue des quartiers" Ça veut rien dire parce que pour moi. 'Issus des quartiers', c'est déjà une connotation négative. Tu vois, rien que ce terme ce terme "issu des quartiers populaires" ; "issus des quartiers en grande difficulté", tu vois quoi ? C'est péjoratif parce qu'on ne va pas parler comme ça d'un gamin qui vient du 16e , issu du 16e [...] C'est un **marqueur de fossé** entre la banlieue et les Parisiens, Lille et sa banlieue, Roubaix et ses quartiers. Tu vois quoi, c'est du n'importe quoi ».

Cependant, cette « mal-traitance médiatique » (Raoul, 2024) produit des effets différents chez nos enquêtés sur leur rapport aux révoltes et à la stigmatisation en raison de diverses variables telles que l'âge ou le genre ou la position sociale de l'enquêté. Certains d'entre eux subissent la stigmatisation avec colère et tendent à légitimer les révoltes, tandis que d'autres tendent à adopter des comportements visant à atténuer l'image stigmatisante. En effet, ce sont les jeunes garçons qui semblent avoir intériorisé le plus les stigmates médiatiques de l'image du roubaisien dangereux, dans leurs comportements. En effet, ils m'expliquent en majorité qu'ils se doivent d'être exemplaires en raison de cette image, ainsi il y a là une double

violence subie chez les enquêtés. Ils sont discriminés et stigmatisés, mais pourtant, ce sont à eux de prendre une posture visant à faire changer cette image stéréotypée véhiculée par les médias. En effet, en majorité chez les enquêtés, les médias sont assimilés à l'image qu'aurait la société française d'eux, en quelque sorte les médias seraient les yeux de la société. On le perçoit notamment lorsqu'un Chems explique :

« À Roubaix, ben aux yeux de la France, on est mal vu alors que c'est un peu comme toutes les villes il se passe la même chose partout, ben justement, je vais prendre l'exemple des émeutes, c'est pas comme si y'avait des émeutes qu'à Roubaix ou des trucs comme ça. Ou les trucs [reportage] de M6 sur les musulmans euh y'a des musulmans partout donc pourquoi faire croire que y a que des musulmans à Roubaix, comme si on est pas mélangé, et dans le nord et tout **ça nous voit en mal y'a du racisme** [...] des fois, je me demande pourquoi il pensent ça, ils ont vu peut-être une mauvaise personne et ils pensent que tout le monde est pareil ».

Ainsi, pour certains jeunes enquêtés, ce sont à eux de faire changer cette image stéréotypée de Roubaix et de ses habitants créée par les médias. Mais aussi par cette sur-médiatisation de fait divers minoritaire ou du traitement médiatique des révoltes par le seul prisme des dégradations érigé médiatiquement comme le témoignage de l'existence de l'insécurité en France, les quartiers étant des menaces sous-jacentes. Isaac explique notamment : « En vrai, se sentir écarté ça fait mal un minimum, mais faut se canaliser parce que si on s'énerve **on leur donne ce qu'il veulent, on va perdre** [...] et en fait, on leur donnera raison alors qu'ils ont tort. Donc faut se canaliser, faut garder ça [la colère et la tristesse] en soi, **il faut essayer de changer l'image qu'ils ont de nous et de Roubaix** ».

Il témoigne ici du fait de se sentir différent, mis à l'écart, mais aussi il alterne entre l'usage d'un « ils » et d'un « nous ». En cela, le traitement médiatique stigmatisant de Roubaix et ses habitants, mais aussi plus largement des musulmans auxquels les jeunes enquêtés s'identifient participent pleinement à construire un sentiment d'altérité, mais aussi des frontières entre un « nous », notamment les jeunes issus de quartiers roubaisiens et un « eux » renvoyant à la société, les médias qui les rejettent, bien que ces derniers soient pourtant des citoyens français et se sentent français, comme le précise Anis :

« on est français, y a même des Français français [des Français d'origine française], par exemple, je vais te donner un exemple à Eurotéléport : quand l'Algérie elle a gagné la CAN [coupe d'Afrique des nations], ben y avait pas que les Algériens qui faisaient un bordel, y avait des Français, des Noirs, des Arabes, y avait de tout, mais pourtant c'est nous qu'on a été pointé du doigt dans les médias et tout ».

Ainsi, le principe d'indifférenciation *mantra* de cette vision dominante de l'universalisme est bien mis à mal dans la pratique au vue des témoignages des enquêtés. De plus, ce sentiment d'altérité en raison de la stigmatisation subie produit des effets ambivalents chez les enquêtés

dans la mesure où ce sentiment n'est pas vécu de la même manière. Là où la majorité des jeunes expriment que c'est à eux de « prendre sur soi ». Certains d'entre eux expriment qu'ils ressentent de l'énervement et de la colère face à cette stigmatisation. Par exemple, Wassim explique : « moi je me dis, ça leur apprendra les émeutes, on est toujours vu comme des gens chelou, ben voilà ». Ainsi, la colère du stigmaté engendre chez certains enquêtés une légitimation des révoltes, en dépit que cela puisse accroître ou non cette image déjà dégradée que les médias et la société pourraient avoir d'eux.

Cependant, pour les enquêtés plus âgés ayant une situation professionnelle stable, les révoltes sont presque illégitimes en raison de l'image stigmatisante qu'elles ont renvoyée sur la ville de Roubaix, mais aussi plus largement sur les quartiers populaires français. Mais aussi en raison du fait qu'ils ne trouvent pas légitime le répertoire d'action que sont les révoltes (comme démontré *supra*). Ainsi, les effets de cette stigmatisation médiatique subie par les enquêtés font varier différemment le rapport aux révoltes des enquêtés. En effet, la variable de l'âge joue dans la capacité à euphémiser ou du moins à prendre de la distance face à la stigmatisation médiatique. Les jeunes ont eu tendance à réagir plus vivement face à ces traitements inégalitaires. Que ce soit en termes d'atténuation du stigmaté (convaincre les autres qu'ils sont respectables) ou de légitimation des révoltes (se révolter en dépit de l'aggravation de l'image de la ville). En plus de l'âge, la stabilité sociale semble être une autre variable structurante du rapport aux révoltes des enquêtés. Les 3 enquêtés plus âgés et en CDI sont ceux qui tendent à avoir le plus une vision des révoltes comme un répertoire d'action presque illégitime et ce sont eux qui tendent le plus à vouloir se distinguer du groupe social auquel ils sont assignés et dont les médias en font mauvaise presse.

De ce fait, les médias stigmatisent les habitants de quartiers populaires, et cette stigmatisation vécue différemment (colère, docilité ou même indifférence) influence de manière ambivalente leur rapport aux révoltes. En cela, affirmer que les révoltes sont en partie l'expression d'un sentiment de stigmatisation plus large que les violences policières se justifie dans la mesure où ces stigmatisations sont quotidiennes dans le traitement médiatique de ce groupe social hétérogène. Cependant, le rapport aux révoltes reste très complexe, car très ambivalent parfois au sein d'un même individu, notamment car celles-ci sont aussi perçues comme un facteur pouvant alimenter cette stigmatisation et les discriminations envers les habitants pour nos enquêtés⁵⁰ donc elles tendent à se délégitimer en partie pour

⁵⁰ Même parmi ceux qui tendent à les légitimer en raison du vécu stigmatisant, des discriminations et des violences systémiques.

certains d'entre eux. Ainsi cohabitent légitimation et délégitimation dans le rapport aux révoltes de certains enquêtés. Les enquêtés vivant la stigmatisation avec colère⁵¹ ou les plus diplômés⁵² tendent cependant à affirmer la légitimité de celles-ci en dépit de toutes les stigmatisations qu'elles peuvent engendrer.

Enfin, cette image stigmatisante de Roubaix véhiculée par les médias produit de la discrimination et de la stigmatisation dépassant les frontières géographiques de Roubaix et traverse plusieurs pans de la société et touche directement les enquêtés dans divers milieux, ce qui influence relativement leur rapport aux révoltes de manières hétérogènes.

2.2 Les médias vecteurs de stigmatisme dépassant les frontières de la ville :

Bien qu'il n'est pas question d'octroyer aux médias un pouvoir surplombant, ces derniers sont vecteurs de stigmatisation comme nous l'avons vu *supra* et structurent le rapport aux révoltes des enquêtés. En effet, les jeunes enquêtés lors des deux entretiens collectifs ont partagé des expériences diverses de stigmatisations et de discriminations en dehors des frontières géographiques de leurs villes. Ils rattachent ces expériences à l'image véhiculée dans les discours médiatico-politiques et au focus négatif fait sur Roubaix et plus largement sur les habitants de quartiers populaires. Ainsi, les médias tendent à véhiculer des images stéréotypées, cristallisant les a priori de certains individus en raison de leurs idéologies politiques ou de manière inconsciente à l'égard des jeunes enquêtés. Ainsi, nous faisons le constat que « c'est loin du quartier que la stigmatisation est la plus *violente* et la plus douloureuse, comme le confirme la déclaration : « À l'extérieur plutôt... j'ai vu déjà des gens qui ont eu peur... de nous voir » ». (Zermani, 2006, p.48), dans la mesure où, à l'exception des relations avec la police dans leur ville, les jeunes enquêtés ont été confrontés de manière plus directe au sentiment d'altérité et aux stigmates qu'on leur assigne en dehors de leur ville.

Par exemple, Fadia⁵³ explique son expérience lors d'une classe verte :

⁵¹ 3 jeunes garçons racisés et ayant expérimenté des discriminations et/ou des violences policières : un lycéen un en 1ère professionnelle habitant le quartier de la Madesc, deux autres en seconde générale lycée général habitant le quartier de la Potennerie et le quartier du Pile..

⁵² Notamment l'animatrice master en IEP, qui mets en avant lors de l'entretien individuel que bien qu'elle soit consciente du stigmate qui peut être accolé à ces révoltes et la récupération politique, au vue de la violence symbolique et systémique subie quotidiennement par les habitants et la violence du meurtre de Nahel, réagir par la révoltes est une réponse politique légitime bien que les pillages "desservent la cause" pour elle. Il n'est donc pas question pour elle de se désolidariser.

⁵³ Élève en seconde générale, habitant le quartier de la Fraternité à Roubaix, d'origine algérienne.

« Quand on a été au ski, les gens nous regardés trop mal quand on a dit qu'on venait de Roubaix , c'est **trop mal vu** avec tout ce qu'on voit ou entend dans les **médias**, je sais pas comment expliquer mais **ils nous regardés en bizarre** et tout et je trouve que c'est dommage, parce que c'est pas vrai. Ok Roubaix, c'est pas ouf mais quand même on est pas des sauvages , moi je trouve c'est trop dommage, **on dirait ils nous traitent pas de la même manière** ».

Ainsi, les médias ont eu un rôle prégnant dans le fait que cette dernière ait eu le sentiment d'être stigmatisée. Cependant son expérience de stigmatisation ne structure pas son rapport aux révoltes de la même manière que celle de son camarade masculin. Ainsi, la variable du genre peut être structurante par rapport aux révoltes ici. En effet, la jeune lycéenne explique qu'elle trouve que les révoltes sont « bien et pas bien à la fois », elle affirme notamment qu'il fallait « faire réagir ». En cela, elle comprend, mais le fait que cela ait touché des « gens normaux » pour expliquer le fait que des gens lambda ont été impactés, mais aussi qu'il n'ait pas eu de changements structurels derrière, participe à cette ambivalence dans son rapport aux révoltes. Tandis que pour son camarade, lorsqu'il explique son expérience lors d'un tournoi de *futsal* avec son lycée, notamment le fait qu'on lui ait reproché d'être trop brutal dans ses contacts avec les autres joueurs. Pour lui et ses amis⁵⁴ présents lors de l'entretien, cette sévérité est assimilée au fait qu'ils viennent de Roubaix et doivent porter cette image négative en raison des commentaires entendus sur les bancs comme « faut faire attention à eux là, ces roubaisiens ». De plus, ils assimilent cela à leurs tenues vestimentaires et aux a priori que véhiculent ces tenues en raison de l'image stéréotypée qui en est faite dans les médias. Anis affirme avant que Wassim prenne la parole :

« [...] on a débarqué comme le prof nous a dit, on était respectueux. [...] Je pense que le fait de nous voir en survêtement, voir des casquettes, des bonnets partout, ça a dû leur infliger quelque chose, et en plus sur Roubaix. Et dans le jeu, en fait y a eu des points de pénalité parce qu'on est arrivé trop fort dans le contact, mais forcément pour eux, c'est parce qu'on vient de Roubaix, il juge ce contact fort par le fait qu'on vient de là-bas ».

En reprenant la suite du récit, Anis, concerné par les pénalités explique notamment :

« [...] Moi ça m'énerve, après je suis un peu impulsif, par exemple au foot j'étais dans le match de *futsal*, et quand on m'a dit ça, ben je suis allé encore plus fort après parce qu'en vrai j'étais saoulé, je pense c'est pas la bonne réaction mais c'est dur de tout le temps devoir se canaliser ou d'ignorer euh quand on se sent différent après euh ben on se sent bizarre [rire] »

Ainsi, son expérience qu'il a vécue comme stigmatisante a provoqué une tout autre réaction chez lui. Il a en effet agi de manière à confirmer les a priori des individus sur lui. De plus, là où Fadia évoque que c'est « dommage » cette différenciation, elle tend à évoquer le

⁵⁴ A savoir 3 autres enquêtés Anis, Isaac et Dalil : Tous en seconde générale, 2 habitants le quartier du Pile, et un autre le quartier de l'Hommelet.

fait de mettre de côté ce genre de comportement en passant outre. Ce dernier est conscient qu'il agit d'une manière qui accroîtra le stigmate sur sa personne. De plus, c'est ce même jeune qui décrit les révoltes comme une « vengeance » et qui tend à avoir un rapport beaucoup plus tranché lorsqu'il s'agit de légitimer ces dernières en affirmant comme précisé *supra* « moi je me dis ça leur apprendra les émeutes, on est toujours vu comme des gens chelou ben voilà ».

Ainsi, le cumul des stigmates et des discriminations à l'école, mais aussi au niveau de l'image péjorative que font les médias de Roubaix et plus largement des habitants de quartiers populaires, influence de manière ambivalente le rapport aux révoltes des enquêtés. En effet, en fonction de variables telles que la position sociale (notamment la stabilité professionnelle) qui induit une plus forte tendance à vouloir se différencier du groupe stigmatisé auxquels sont assignés les enquêtés et percevoir les révoltes de manière moins légitime. C'est aussi en raison du rapport à la citoyenneté et à la vision de l'école qui semble pouvoir se corrélérer à la variable de l'âge en raison du *gap générationnel* entre les enquêtés et Driss (réfèrent jeunesse) que se structure différemment le rapport aux révoltes. En cela, l'expérience de discriminations et de stigmatisations provoque un rapport complexe et différencié chez tous les enquêtés. Il est complexe de dégager de grandes tendances dans la mesure où persistent des ambivalences, parfois au sein d'une même personne. Avoir le même âge ne signifie pas avoir le même rapport aux révoltes. Comme nous l'avons vu, certains jeunes intériorisent les stigmates de manière différenciée. Certains ressentent que c'est à eux de corriger l'image que les médias ont créée et renvoie sur eux et leur ville. D'autres tendent à adopter un comportement visant à confirmer les stéréotypes tout en étant conscients de la manière dont ils agissent. Le rapport aux médias a néanmoins permis de démontrer comment les révoltes peuvent être perçues comme un facteur aggravant cette image stigmatisante, c'est en cela que ces dernières peuvent perdre en légitimité aux yeux de la majorité des enquêtés, bien qu'en fonction du niveau de diplôme ou de la traduction du sentiment de colère, nous avons vu que chez deux de nos enquêtés celles-ci restent en quelque sorte un mal (des effets stigmatisants) pour un bien (faire réagir, s'indigner).

Conclusion de nos recherches :

Pour conclure notre analyse, nous nous étions demandé en effet comment les habitant.es de Roubaix interprètent-ils le phénomène des révoltes ? Et dans quelle mesure l'expérience des discriminations façonne leur rapport à ces révoltes ? Tout d'abord, nous avons relevé que tous les enquêtés interprètent de manière ambivalente les révoltes urbaines de 2023 et qu'il y a des variabilités dans chacune de leurs interprétations des révoltes. Ainsi, tout comme l'hétérogénéité de ce groupe social que sont les quartiers populaires, il y a une hétérogénéité de points de vue, comme nous l'avons démontré durant l'analyse. En cela, des variables sociologiques peuvent s'entrecroiser et jouer sur les interprétations des révoltes de l'enquêté, cependant ces variables ne sont pas toujours explicatives du rapport aux révoltes des habitants. Il n'est donc pas question de dégager de grandes tendances ou de consensus dans la mesure où persistent continuellement des ambivalences dans l'interprétation des révoltes chez les enquêtés.

Par exemple, nous avons vu notamment en première partie d'analyse comment, en raison de l'âge ou du genre, les jeunes garçons avaient un sentiment d'identification à Nahel plus prononcé que les autres enquêtés, ce qui tend à structurer leur interprétation des révoltes comme une réponse légitime face à la violence structurelle et aux discriminations subies. Mais ce même sentiment d'identification est aussi corrélé au fait de se sentir appartenir à une même communauté porteuse de stigmates. En cela, il y a un sentiment d'exemplarité chez la majorité des jeunes garçons conduisant à se désolidariser partiellement des émeutiers auxquels ils peuvent tout aussi s'identifier à certains moments, notamment lors du premier acte des révoltes.

Les variables du niveau de diplôme ou de la position sociale (la stabilité) influent tout aussi sur la perception des révoltes de nos enquêtés. Nous avons en effet démontré comment les enquêtes plus âgées et plus stables professionnellement tendent à délégitimer le phénomène des révoltes en raison des violences commises lors des événements. Cependant, bien qu'ils puissent se rejoindre sur l'illégitimité des violences, tous ne l'ont pas fait pour les mêmes raisons, bien qu'ils partagent des similitudes sociologiques. Par exemple, certains estiment qu'il faut cadrer la colère et adopter d'autres modes d'action que détruire son environnement, tandis que d'autres estiment que cela a alourdi le stigmate à leur égard et fait mauvaise presse en raison de la récupération politique et du traitement médiatique. Ainsi, partager des variables sociologiques similaires n'induit pas nécessairement avoir un même rapport aux

révoltes. En cela, croiser les variables sociologiques avec le rapport à l'État, aux institutions permet de relativement mieux saisir le rapport aux révoltes des enquêtés.

Cependant, là où nous pouvons évoquer un consensus relatif, tient du fait de la temporalité des révoltes et de la nature des actions commises. En effet, plus que les variables sociologiques, ces deux critères provoquent de la solidarité envers les révoltes lors du premier « temps émotionnel » (Oberti, Guillaume-Le Gall, 2023) ou des phénomènes de désolidarisation (à des degrés différenciés selon les enquêtés) notamment en raison des pillages et du second acte de ces révoltes. Ainsi, pour les enquêtés, les révoltes sont un phénomène où coexistent légitimité et illégitimité. La colère se justifie, elle se comprend en raison de la violence de l'acte du policier et des traitements inégalitaires et discriminants que subissent certains enquêtés, mais elle perd en légitimité en raison de la temporalité, de la nature des actions commises ou du rapport à la citoyenneté des enquêtés (notamment chez les « citoyens par le haut » (Sala Pala, 2007)). Il est donc complexe de pleinement saisir le rapport aux révoltes des enquêtés, si ce n'est d'affirmer que celui-ci est variable et ambivalent.

De plus, toutes les expériences de discrimination ou de stigmatisation n'altèrent pas de manière unique le rapport aux révoltes des enquêtés, mais les révoltes restent pour autant corrélées à l'expérience de discrimination et de stigmatisation chez les enquêtés. Il y a en effet un dépassement de la vidéo du meurtre de Nahel Merzouk pour expliquer les révoltes chez certains de nos enquêtés. Par exemple, tous les enquêtés ont un manque de confiance envers les institutions de police et la justice en raison du sentiment d'une justice à deux vitesses, voire d'un « déni de justice » (Body-Gendrot, 1995, p.98) mais aussi en raison de la banalisation des pratiques policières déviantes et ainsi de la dimension systémique des discriminations à leur égard. Cependant, nous avons vu comment ces expériences de discriminations et de stigmatisation, voire de violences physiques à leur rencontre, peuvent façonner leurs rapports aux révoltes. Nous pouvons réitérer notre constat, tous les enquêtés ont a minima subi une expérience de discrimination ou de stigmatisation en raison de leurs origines sociales, de leurs origines ethno-raciales ou de leur genre. Et tous les enquêtés masculins ont subi une interaction qu'ils jugent discriminatoire avec un agent de police au cours de leurs vies. Cependant, ces discriminations façonneront différemment leur rapport aux révoltes. Les jeunes garçons, Hana et les jeunes filles ont tendance à légitimer l'usage des révoltes en raison de ces violences et discriminations systémiques, tandis que les enquêtés

plus âgés (Lilia, Driss et Selim) tendent à avoir une vision plus pacifiée en raison notamment de leur stabilité professionnelle ou de leurs âges. Pour eux, notamment pour Driss, avoir subi des discriminations à l'école ne justifie en rien le fait de se révolter. Enfin, les médias ont un rôle prégnant pour expliquer le rapport aux révoltes des habitants. En effet, la construction médiatique de la mauvaise réputation de la ville de Roubaix a parfois assigné des stigmates à la population qui y habite. Ainsi, le sentiment d'altérité que ressentent certains enquêtés façonne leur rapport aux révoltes, dans la mesure où les médias sont assimilés par ces derniers au reflet qu'à la société d'eux. Nous avons démontré comment les médias parviennent à diffuser une image stigmatisante qui dépasse les phénomènes de stigmatisation et de discriminations de certains habitants. En cela, être perçu comme différent façonne les enquêtés dans leur comportement et dans leur perception des révoltes de manière ambivalente. En effet, certains d'entre eux intériorisent le stigma et pensent avoir le devoir d'être exemplaires, tandis que d'autres, notamment des jeunes garçons, ont tendance à légitimer les révoltes, l'usage de la violence en raison de cette violence structurelle.

Ainsi, les enquêtés perçoivent le phénomène des révoltes de manières ambivalentes, elles sont légitimes en raison de la violence du meurtre de Nahel et en raison de la colère, mais elles sont tout aussi illégitimes pour certains dans la mesure où elles donneraient raison à ces construits stigmatisants à leurs égards. Cependant, notre analyse ne reste que partielle dans la mesure où nous ne pouvons étayer de grande tendance, et ne sommes pas arrivés à un moment de saturation des données empiriques récoltés lors des entretiens. Ainsi, il y aura un intérêt à continuer cette analyse qualitative en ajoutant plus d'entretiens auprès des habitants et ainsi à ajouter une dimension quantitative à ce travail. Mais aussi, il y aurait un réel intérêt à élargir le type de profils sociologiques, puisque dans notre recherche tous les habitants sont des personnes relativement insérées dans la mesure où elles sont scolarisées ou ont toutes un emploi stable.

De plus, il serait intéressant d'y adopter une approche encore plus intersectionnelle et de s'intéresser plus concrètement à la variable du genre, car au départ, il était question de voir comment celle-ci semblait structurer le rapport aux révoltes de manière différenciée, puisque les filles apparaissaient plus pacifiées. Cependant, un des biais de l'entretien collectif était la participation moindre des jeunes filles, elles s'exprimaient beaucoup moins que les garçons. Ainsi, il a été question d'évacuer cette hypothèse de faire de la variable du genre un fil rouge de notre analyse. Enfin, analyser plus profondément les révoltes avec la question de

l'intégration et du post-colonialisme puis à l'universalisme français serait aussi un axe intéressant pour continuer la recherche ou la compléter.

Bibliographie :

(J'espère sincèrement n'avoir oublié aucun.es auteures mentionnés dans ce mémoire)

Beaugé, Julien, Abdellali Hajjat. « Élitisme françaises et construction du « problème musulman ». Le cas du Haut Conseil à l'intégration (1989-2012) », *Sociologie*, vol. 5, no. 1, 2014, pp. 31-59.

Bilheran, Fabien, Naudin Agnès. *Police : la loi de l'omerta*, Le Cherche Midi, Paris, 2022.

Body-Gendrot, Sophie. « Violence urbaine : recherche de sens (France et U.S.A.) », *Lignes*, vol. 25, no. 2, 1995, pp. 70-85.

Bonilla-Silva Eduardo. *Racism Without Racists: Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in America*, Rowman & Littlefield Publishers, 2017.

Brinbaum, Yaël, Séverine Chauvel, Tenret Elise. « Quelles expériences de la discrimination à l'école ? Entre dénonciation du racisme et discours méritocratique », *Migrations Société*, vol. 147-148, no. 3-4, 2013, pp. 97-110.

Bruno, Isabelle, Didier Emmanuel. « Isabelle Bruno et Emmanuel Didier, *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, La Découverte, coll. « Zones », 2013, 211 pages. », *Raisons politiques*, vol. 60, no. 4, 2015, pp. 165-166.

Campion, Juliette. « Mort de Nahel : ce qu'ont dit les policiers et les passagers de la voiture aux enquêteurs », *France Info*, Paris, 2023

Carrel, Marion. « Discriminations et politisation ordinaire dans les quartiers populaires. Une absence de débouchés hautement inflammables », *Métropolitiques*, 2023, pp.1-10.

Castel, Robert. *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes ?*, Seuil, Paris, 2007

Cédelle Luc. « « La Nation inachevée » : comment le quotidien des jeunes construit leur citoyenneté », *Le Monde*, 4 février 2022

Champagne, Patrick. « La construction médiatique des 'malaises sociaux' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n.90, 1991, pp.64-76

Chemin, Anne. « Le maintien de l'ordre « à la française », un recours à la force assumé, à rebours d'autres pays européens », *Le Monde*, Paris, 2023

Demiati, Nasser. « 3. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et pompier-pyromane », Véronique Le Goaziou éd., *Quand les banlieues brûlent...Retour sur les émeutes de novembre 2005. Édition revue et augmentée*. La Découverte, 2007, pp. 58-76.

Desombre, Caroline, Delelis, Gérald, Lachal, Marc, Urban, Eugène, Roye, Louis, Gaillet, Françoise, Antoine, Laura. « Stéréotypes de la difficulté scolaire : un outil de recueil », *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol 37/2 2008, pp.215-239.

Dorlin, Elsa. « Le cœur de la révolte. Tous les jeunes de banlieues sont des hommes, toutes les femmes sont... amoureuses », *Mouvements*, vol. 83, no. 3, 2015, pp. 35-41.

Drevon, Bernard. « Loïc Wacquant : « Repenser le ghetto. Du sens commun au concept sociologique », *Idées*, n° 167, 2012, pp.14-25.

Dunezat, Xavier, Camille Gourdeau. « Le racisme institutionnel : un concept polyphonique », *Migrations Société*, vol. 163, no. 1, 2016, pp. 13-32.

Duru-Bellat, Marie. *L'Inflation scolaire : Les désillusions de la méritocratie*, La république des idées, Seuil, Paris, 2006.

Eckmann, Monique, Daniela Sebeledi, Véronique Bouhadouza Von Lanthen, et Laurent Wicht. *L'incident raciste au quotidien*. Éditions ies, Genève, 2009

Fassin, Didier. *La force de l'ordre : une anthropologie de la police des quartiers*, Seuil, Paris, 2011.

Fillieule, Olivier, Jobard, Fabien. « Chapitre 6. La brutalisation du maintien de l'ordre », *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, sous la direction de Fillieule Olivier, Jobard Fabien. Le Seuil, 2020, pp. 185-230.

Gauthier, Jérémie. « Esquisse du pouvoir policier discriminant. Une analyse interactionniste des cadres de l'expérience policière », *Déviance et Société*, vol. 34, no. 2, 2010, pp. 267-278.

Gauthier, Jérémie. « L'art français de la déviance policière », *La vie des idées*, 2017, pp.1-10

Guillaume Le-Gall, Maela, Oberti, Marco. « Les territoires des émeutes. La ségrégation urba

Guillaumin, Colette. « « Je sais bien mais quand même » ou les avatars de la notion de race », *Le Genre humain*, vol. 1, no. 1, 1981, pp. 55-64.ine au cœur des violences ». *La vie des idées*, 2024, pp.1-32.

Goffman, Erving. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975

Rapport de l'Insee : « Inégalités sociales dans l'enseignement scolaire », Décembre 2020.

Jausent, Violaine. « Affaire Théo : sept questions pour comprendre le procès des policiers jugés pour violences volontaires », *FranceInfo*, Janvier 2024.

Jobard, Fabien, Jacques de Maillard. *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes*. Armand Colin, Paris, 2015

Jobard, Fabien, et René Lévy. « Les contrôles au faciès à Paris », *Plein droit*, vol. 82, no. 3, 2009, pp. 11-14.

Kokoreff, Michel ; Lapeyronnie, Didier. *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Seuil, La République des idées, Paris, 2013. (def notamment en intro : discri)

Kokoreff, Michel. « Sociologie de l'émeute. Les dimensions de l'action en question », *Déviance et Société*, vol. 30, no. 4, 2006, pp. 521-533.

Lagrange, Hugues, Oberti, Marco. « intégration : ségrégation et justice sociale » *Émeutes urbaines et protestation sociales : une singularité française*, Presse Science Po Paris, Paris, 2006, pp.11-36.

Lapeyronnie, Didier. « Révolte primitive dans les banlieues françaises : Essai sur les émeutes de l'automne 2005 », *Déviance et Société*, vol 30, 2006, pp.431-448.

La rédaction de TF1 Info. « Gérald Darmanin veut « stopper l'ensauvagement d'une certaine partie de la société » », *TF1Info*, Juillet 2020.

Lazard, Violette, « Mort de Nahel à Nanterre : comment l'IGPN enquête sur les tirs mortels des policiers », *NouvelObs*, Juin 202.

Le Breton, David. « Sociabilité masculine des quartiers de grands ensembles : mépris et lutte pour la reconnaissance », *La pensée de midi*, vol. 24-25, no. 2-3, 2008, pp.109-124.

Maad, Asmaa. « « Racisé », « privilège blanc », « intersectionnalité » : le lexique pour comprendre le débat autour des réunions non mixtes », *Le Monde*, Mars 2021.

Mazouz, Sarah. « Entre classe, race et genre ? Retour sur la participation ou la non participation des « jeunes de banlieue » aux émeutes de l'automne 2005 », *Recueil Alexandries*, 2007

Marlière Éric. *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Fayard, Paris, 2008

Marlière, Éric. « Quarante ans de révoltes urbaines », *Esprit*, vol. , no. 11, 2023, pp. 10-13.

Moreau de Bellaing, Cédric. « L'État, une affaire de police ? », *Quaderni*, vol.78, 2012, pp.85-104.

Raoul, Bruno. « Roubaix en « Zone Interdite ». Un journal régional dans les rets de la « mal-traitance médiatique » d'une ville », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, no.24-1, 2024, pp.59- 75

Réa Andréa, « les émeutes urbaines : causes institutionnelle et absence de reconnaissance », *Déviance et Société*, vol 30, 2006, pp.463-475

Renahy, Nicolas. « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, 2010, vol.40, pp.9-26.

Roché, Sebastian. *La nation inachevée. La jeunesse face à l'école et la police*, Grasset, Paris, 2022.

Sala Pala, Valérie. « Quand des jeunes d'un quartier populaire interprètent les émeutes urbaines ». Béroud, Sophie ; Gobbille, Boris ; Hajjat, Abdellali; Zancarini-Fournel, Michelle. *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Editions des archives contemporaines, pp.43-58, 2011.

Service communication de la ville de Roubaix « Retour sur les émeutes urbaines », *Roubaix XXL*, Octobre 2023.

Sikouk, Bessma. « Michel Kokoreff: « L'impossible réforme de la police traduit une fragilité du pouvoir » *QG média*, Août 2023.

Simon Patrick, « Discriminations négatives. Pour une politique contre le délit de faciès », *Mouvements*, 2006, vol 2, n°44, pp.1-15.

Slaouti, Omar. « Dans les marges de l'école », *Racismes de France*. La Découverte, 2020, pp. 87-100.

Talpin, Julien, Mohammed, Marwan. *Communautarisme ?*, La vie des idées, Paris, 2018.

Talpin, Julien, Balazard Hélène, Carrel Marion, Hadj Belgacem Samir, Kaya, Sümbül, Purenne Anne, Roux, Guillaume. *L'épreuve de la discrimination: Enquête dans les quartiers populaires*. Presses Universitaires de France (2021).

Tilly, Charles. *La France contestée, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986.

Tissot Sylvie, « Les sociologues et la banlieue : la construction savante du problème des "quartiers sensibles" (1985-1995) », *Genèses*, 2005, vol.60, pp.57-75.

Truong, Fabien. « Retour sur les raisons de la colère. La mort, les « conneries » et la haine, dix ans après », *Agora débats/jeunesses*, vol. 70, no. 2, 2015, pp. 95-109.

Wacquant, Loïc. « Les deux visages du ghetto. Construire un concept sociologique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. no 160, no. 5, 2005, pp. 4-21.

Zagrodzki, Mathieu. « l'IGPN et son devenir », *Vie Publique*, Juin 2022.

Zermani, Mounira. « La stigmatisation du quartier : terrain miné ou passerelle vers l'extérieur ? Entretien avec les jeunes », *Sociétés*, vol. no 94, no. 4, 2006, pp. 45-54.

ANNEXE :

En s’inspirant de la méthodologie de Talpin, J., Balazard, H., Carrel, M., Hadj Belgacem, S., Kaya, S., Purenne, A., Roux, G. *L'épreuve de la discrimination: Enquête dans les quartiers populaires*. Presses Universitaires de France (2021). et celle de Sala Pala, Valérie. “Quand des jeunes d'un quartier populaire interprètent les émeutes urbaines”. Bérout, Sophie ; Gobilie, Boris ; Hajjat, Abdellali; Zancarini-Fournel, Michelle. *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Editions des archives contemporaines, pp.43-58, 2011. Nous avons fait un tableau reprenant toutes les données sociologiques disponibles de nos enquêtés. nous reprendrons la catégorie de citoyen par le haut et par le bas de Valérie Sala Pala pour situer les enquêtés dans leurs rapports à la citoyenneté.

1/ Tableau d'identification des enquêtés en raison des variables renseignées en lien avec l'analyse⁵⁵.

Prénoms ⁵⁶ genre et profession	Âge	Quartier	Origine	Classe et/ou niveau de diplôme	Expérience de disci ou stigmat	Citoyenneté et Engagements	Rapport aux révoltes
Driss Masculin Réfèrent jeunesse d'un centre social incendié	49 ans	Nd ⁵⁷ (anonymat)	Algérienne	BTS compta	Oui. ⇒ Police ⇒ Ecole ⇒ Médias ⇒ Logement	⇒ “par le haut” ⇒ Vote (= devoir) ⇒ Laïcité : prisme dominant ⇒ Manif ⇒ Associatif	Illégitimité des violences + Forte propension à vouloir se différencier du groupe
Hana Féminin Animatrice en PRJ	21 ans	Trois-Ponts	Algérienne	Master 1 Science Po (IEP)	Oui. ⇒ Ecole ⇒ Médias	⇒ “Par le bas” ⇒ “abstention dans le jeu” ⇒ Asso ⇒ Cyber-militantisme	Légitimité + <u>ambivalences moindres</u> : rapport aux médias et récup politique
Lilia Féminin Responsable asso musicale	28 ans	Hommelet	Berbère	Niveau BAC	Oui. ⇒ musique ⇒ quartier ⇒ pairs (sexisme) ⇒ Médias	⇒ “par le haut” et “par le “bas” ⇒ Manif ⇒ Abstention ⇒ Associatif ⇒ Agora citoyenne	Violences illégitimes Mauvaise presse Répertoire d'action autre

⁵⁵ Bien que nous ayons rencontré 17 personnes environ, les données de ce tableau ne recouvre que les informations des enquêtés présent dans l’analyse. De plus, ce tableau peut servir l’analyse, mais il n’est pas à prendre en soi comme une analyse dans la mesure où il regroupe des données renseignées par les enquêtés. ainsi il peut paraître normatif.

⁵⁶ Prénoms modifiés.

⁵⁷ nd renvoie a “non disponible”.

							que les révoltes
Selim Masculin Animateur en PRJ	27 ans	Epeule	Algérienne	Niveau Bac	Oui. ⇒ école ⇒ police ⇒ Médias	⇒ les deux ⇒ Manif ⇒ Abstention ⇒ Associatif	Illégitimité de la violence Mauvaise presse et récupération politique
Wassim Masculin SP ⁵⁸	16 ans	Madesc	Algérienne	1ère pro Gestion et ADM	Oui. ⇒ Ecole ⇒ Police ⇒ Sport ⇒ Espace Public ⇒ Médias	⇒ “Par le bas” ⇒ Pas intéressé par la politique (conventionnelle et partisane)	Légitimité “vengeance” “bonne leçon” “bonne claque”
Isaac Masculin SP	15 ans	Pile	Algérienne Marocaine	2nd Générale	Oui. ⇒ Ecole ⇒ Police ⇒ Sport ⇒ Espace Public ⇒ Médias	⇒ “Par le bas” ⇒ marche blanche ⇒ Intérêt partiel pour la politique conventionnelle et partisane (via la télévision et socialisation primaire : parents/frères et secondaire : PRJ animateur.ices)	<u>Ambivalences</u> Légitimité “une leçon” MAIS intérieurisation stigmaté + mauvaise presse
Dalil Masculin SP	15 ans	Pile	Algérienne	2nd Générale	Oui. ⇒ Ecole ⇒ Police ⇒ Espace public ⇒ Médias	⇒ “Par le bas” ⇒ Désintéret pour la politique conventionnelle ou partisane	Légitimité
Anis Masculin SP	16 ans	Hommelet	Algérienne	2nd Generale	Oui. ⇒ Police (violence) ⇒ Ecole ⇒ Espace public ⇒ Médias	“Par le bas” ⇒ Manifestation ⇒ Marche blanche ⇒ Pas d'intérêt pour la politique partisane ou conventionnelle mais intérêt pour sujet de société	Légitimité Nécessité d'être vue et entendue “Bonne leçon” Ambivalence: le non changement

⁵⁸ “SP” renvoie a sans profession, en raison de la scolarité ou de l'âge notamment.

Fadia Féminin SP	15 ans	Fraternité	Algérienne	2nd Générale	Oui. ⇒ Ecole ⇒ Classe verte	⇒ Les deux. ⇒ Nécessité d'être mieux représenté politiquement ⇒ Manifestation ⇒ Marche Blanche ⇒ Usage des réseaux sociaux à des fins politico- militante.	<i>Ambivalences:</i> Légitimité au vue des violences et discri MAIS innocents touchés et pillages délègitiment les révoltes.
Kaoutar	15 ans	Nouveau- Roubaix	Franco- Algérienne	2nd Generale	Nd	⇒ Les deux ⇒ Usage des réseaux sociaux à des fins militantes ⇒ manifestation	<i>Ambivalences:</i> Légitime en raison de la violence et des discri MAIS il aurait fallu cibler et organiser les actions.
Chems Masculin SP	15 ans	Potennerie	Sénégalaise	2nd Generale	Oui. ⇒ Ecole ⇒ Medias ⇒ Police	“Par le bas” ⇒ Pas d'intérêt pour la politique conventionnelle ou partisane.	<i>Ambivalences:</i> Légitime MAIS retournement de la situation mauvaise image et stigmat

**2/ Des photographies de l'initiative citoyenne d'AGORA dans le but de “cadre la colère”
mais aussi de démontrer des formes de politisation autres que ce répertoire d'action et des
collages dans les rues roubaisiennes lors des révoltes.**



Crédit photo: Anouk Desury

3/ Un exemple de grille d'entretien utilisée lors des entretiens individuels semi-directif avec les travailleurs sociaux en lien avec les jeunes.

**Grille pour les travailleurs sociaux : centre social / PRJ
DEMANDER PERMISSION POUR ENREGISTRER**

Questions BIO:

- Accepteriez-vous de rapidement, vous présentez ? (ville, quartiers, parcours scolaire ou pro, engagement quelconque)

Rapport au quartier/ ville :

- Comment décririez-vous votre quartier/ville ?

Le rôle de travailleur social dans un centre social d'un quartier QPV, plus précisément sur le travail de proximité avec les jeunes du quartier :

- Comment décririez-vous votre rôle ou votre métier ? Ou Quels est votre rôle ?
- Quels sont les principales 'missions' ou problématique auxquels vous êtes confrontés quotidiennement dans votre travail auprès des jeunes ?
- Comment vous y faite face concrètement ?
- Comment le contexte socio-économique influence la vie des jeunes que vous accompagnez ? Avez vous un exemple concret ? Comment pouvez-vous faire face ?
- Au delà du contexte socio-économique pour vous, est-ce que les médias ou du moins le discours politico-médiatique jouent un rôle décisif dans la représentation des quartiers populaires ou de la 'banlieue' ? (Article *Métropolitiques* de Tissot et Rivière)
- Est ce que pour vous, cette représentation, souvent péjorative peut jouer sur les perceptions que les jeunes peuvent avoir d'eux même ou de leurs quartiers, milieu social voir même sur leurs actions ?
- Comment cette représentation peut agir concrètement dans leurs actions ?

Le rapport aux révoltes des habitants et leurs implications:

- Comment décririez-vous les événements qui ont eu lieu en juin dernier à la suite du décès de Nahel Merzouk ? Qu'est-ce qui s'est passé ?
- Avez-vous évoqué ces événements (révoltes) avec les jeunes ?
- Vous a-t-on demandé (la préfecture, la police, la municipalité) de calmer la situation dans le quartier ?
- Avez-vous effectué des maraudes comme on l'a vu dans certains quartiers (ex: Champigny ou Cergy avec la question du retour des « grands frères ») ?

Question sur l'incendie : (pour le centre social)

- Le centre social a 'malheureusement' brûlé la nuit **** . Quel est votre point de vue sur cet incendie ?
- Comment cela a affecté votre travail ?
- Comment le lien social avec la population a pu être préservé ?- Quelles ont été les réactions des habitants du quartier, l'incendie a été perçue plus comme une conséquence de la colère des jeunes (donc plutôt compréhension) ? Ou une indignation ?
- Les émeutes ont été interprétées comme découlant des violences policières que subissent les jeunes des quartiers, pourtant au **** il y a peu d'exemples de ce type ?
- Que pensez-vous des relations des jeunes à la police dans le quartier ?

Sur la relation jeunes/police et la question des violences policières:

- Quelles sont les interactions les plus fréquentes entre la police et les jeunes au sein du quartier ?
- Est ce qu'il y a une collaboration (ou un dialogue) entre travailleurs sociaux / police notamment pour traiter des possibles causes/ sources de tension dans la relation des jeunes du quartier avec la police ?
- Dans le cas de violences policières, comment un jeune ou habitant du quartier peut il être accompagné par une structure comme le centre ?

Sur les discriminations:

- Est ce que vous êtes témoins d'un traitement différencié envers les jeunes que vous côtoyer ? Exemple dans le cadre de la recherche d'emploi, formation ou accès au logement etc vu que vous les accompagnez dans ces démarches.
- Pouvez-vous me donner un/des cas concrets ?
- Comment vous l'expliquez (idée amener l'enquête à évoquer lui-même les discriminations)
- Comment vous faites (ou vous agissez) dans ce genre de cas ? Et quelles peuvent être les réactions des jeunes ?
- Est-ce que quand quelqu'un.e du quartier postule en dehors du quartier il ou elle indique le lieu de résidence ? ou le change ?
- Quand une personne postule à l'intérieur du quartier, mentionne-t-elle son lieu de résidence ? (Questionner ici l'idée de la « discrimination positive »)

Conclusion de l'entretien :

- Avez-vous des choses que vous aimeriez ajouter ?
- Auriez-vous des recommandations pour d'autres entretiens ?
- Pourrais-je éventuellement vous recontacter plus tard pour d'éventuelles précisions ou autres ?

Remerciement.

4/ Restitution d'un entretien semi-directif individuel de 2h Driss RJ centre social incendié.

Speaker 1 Du coup, ma première question c'est est ce que vous accepteriez de vous présenter rapidement, notamment votre vie, votre quartier, votre parcours scolaire ou professionnel, vos engagements quelconques?

Speaker 2 D'accord. Moi, c'est*****, référent jeunesse au sein du centre ***** Je suis arrivé au centre social *****. Sur mon parcours juste avant ça, j'étais responsable de l'association ***** de 2011 jusqu'à fin 2014 et avant 2011, j'ai travaillé au Centre social***** 2000 à 2011. Donc là, j'ai fait tous les secteurs du soutien scolaire responsable ADO, responsable jeunesse de 6 à 25 ans, ça. J'ai fait tout les secteurs qui a pu avoir.

Speaker 1 Merci de votre réponse, ma prochaine question ce serait Comment décririez vous votre quartier ou votre ville?

Speaker 2 Comment parler de ceux quartier ***** euh dans l'ensemble ou tu veux la typologie? Parce que je suis originaire du quartier.

Speaker 1 Comme vous le souhaitez.

Speaker 2 Je suis originaire du quartier, Mes parents sont venus habiter au début des années 80 donc ça fait plus de 40 ans. Donc la typologie du quartier a très fortement changé. J'ai grandi ben ici. Donc. Il y avait un club de foot qui s'appelait***** Le club c'était un café, le café des supporters qui est sur la place, qui n'existe plus malheureusement, qui est fermé. Et c'est là qu'on allait faire la licence. Donc j'ai fréquenté l'école scolaire Jean Macé, boulevard de Mulhouse, donc j'ai fait ma scolarité ici et la typologie du quartier était un quartier populaire. Ou ... avec une très grande mixité sociale de tout bord. Donc mes copains, c'étaient des Portugais, des Polonais, des Italiens, des Maghrébins. Donc on était mélangés. Il n'y avait pas. Ce renfermement euh, cet enfermement communautaire. Donc je vais t'expliquer le basculement que j'ai observé sur le quartier a commencé fin des années 80, début des années 90, avec l'exode des personnes qui avaient les moyens de quitter le quartier parce que la plupart, c'était plus des propriétaires. Quand je suis arrivé, quand j'étais petit et ceux qui avaient les moyens, ils ont mis en vente leur maison et ils sont partis dans d'autres villes. C'est là qu'on a vu le phénomène des maisons murées sur le quartier ****. Ça ressemblait plutôt à des villes de l'Est. On appelait ça la Russie ou la Pologne. C'était péjoratif, mais avec son lot de. Commerces, tout ce que les commerces ont vu, que les habitants sont partis, une nouvelle classe sociale est arrivée. C'étaient les personnes qui achetaient des maisons, qui mettaient des locataires. Donc ça a toujours été des personnes de passage malheureusement. Et les commerces, avec le nombre de départs, ils ont commencé à fermer plus tard, au milieu des années 90, il y avait plus de commerces, la boucherie avait fermé, les boulangeries fermées avec une boucherie qui résistait. La boucherie ****qui a toujours été là, mais tous les magasins qu'on connaissait, ils ont fermé petit à petit. Se sont installés un nouveau type de magasin communautaire. Donc la typologie du quartier a changé dans les années 90 et à partir des années 2000 des années 2010, une nouvelle émergence sur la population est venue. Déjà avec les personnes. Accueillies à Roubaix. Donc les personnes, à commencer par les Roms et qu'ils ont suivi avec. Malheureusement, à cause des guerres ben, les Syriens, les Afghans. Il y a aussi les personnes qui sont venus habiter sur le quartier et des personnes de Guyane. Donc maintenant, le quartier a changé de visage. Une très forte communauté syrienne qui s'est installée. Roms aussi donc, et les personnes qui habitaient là. Malheureusement, avec les destructions des maisons et toutes personnes historiquement qui habitaient sur le quartier sont parties. Et sa a amener son lot de misère, donc son lot de délinquance. La délinquance, ça, elle est arrivée tardivement ici, ça a commencé dans les années fin 90 ici, qui s'est étendu vers la place du Pile et de la drogue qu'on va dire entre parenthèses en douce. et La drogue dure à peu près quoi, ouai Quatre ans, quatre, cinq ans? Donc tu vois que c'est une nouvelle misère sociale. Ça a amené donc avec des lieux de deal, des points de vue qui sont multipliés si tu fais la route sur euh sur tout un paté t'a deux trois points de deal. Donc tu vois, ça amène son lot d'insécurité. Que je peux le dire. La misère sociale. Et tu vois avec ça tout ce que ça génère à côté. A côté de ça, tu mets des parents démunis, des familles monoparentales, des familles dépassés par les événements, les jeunes et qui font du trafic, des jeunes qui sont scolarisés, des gens en perte de repères.

Speaker 1 Je voudrais juste rebondir sur un mot que vous employez, une expression. Vous parlez de "magasin communautaire" vous entendez quoi par là ?

Speaker 2 Ben un magasin qui ressemble aux personnes qui y vivent. C'est si euh... C'est pas péjoratif ce que je dis quand je dis communautaire, c'est malheureusement euh les commerces se sont adaptés euh, comment dire ... À la population... Voilà.... Parce que ces personnes là, ça existait des magasins, les fruits et légumes, les boucheries. Mais il y avait de la mixité dans les commerces. La mixité n'existe plus. Ça va pour tout le monde, du coiffeur à boulangerie, les magasins, en passant au tabac.

Speaker 1 Du coup, si vous permettez, je vais passer plus ou moins dans vos drôles de travailleurs. Du coup, comment vous décririez votre rôle ou votre métier ?

Speaker 2 En tant que référent jeunesse euh juste avant, mon poste d'animateurs d'insertion de lutte contre les exclusions, c'est juste les termes qu'ils ont changés et mon rôle c'est euh ... D'aider les jeunes à s'en sortir. Je le prends comme ça. Je sais pas si j'ai trouvé une solution, une écoute, un lieu repère là où les journées peuvent échanger sur divers sujets. On traite, on traite de l'urgence sociale, mais euh. Ça va sur tout type de problème. Ça veut dire que je peux aider des personnes qui n'ont pas de problèmes parce que des personnes. Il ne faut pas dire que tout le monde a des problèmes. Sauf que ça serait ça, ça serait faux. Les personnes qui font des études, donc il y a des personnes qui sont bien scolairement, qui sont bien dans leur vie de famille, qui n'ont pas de problèmes, mais qui sont là pour monter des projets, des séjours ou des sorties et d'autres personnes qui sont dans des problématiques euh ... qui relèvent de la prévention ou qui sont tombées dans la délinquance, malheureusement, qui sont en échec scolaire, qui sont sans repères dans tout ce type de public. Donc au delà de ça, on fait de la prévention, la sensibilisation qui va chez les tout petits à partir de onze ans. Parce qu'on s'est aperçut depuis de nombreuses années que le euh la déscolarisation commence de plus en plus tôt. Un phénomène qui n'existait pas de mon époque euh celui qui disait ouai je suis en échec scolaire dans les années 90. c'était euh, c'est comme si c'était honteux de sortir de l'école. Il y avait très très peu de personnes hein, mais c'est devenu de plus en plus au lycée, Après au collège. Après là, on constate CM2, CM1-CM2, qu'il y a des tendance a ne plus aller à l'école donc celle de tendance. ouai des décrocheurs... donc c'est quand même un phénomène inquiétant ou il faut se pencher, mais après à partir de là, je pense que c'est bien plus profond.

Speaker 1 Et du coup, aujourd'hui, concrètement, ça se passe comment vous faites? Vous dites vous faites des ateliers, de la sensibilisation, etc. Mais c'est quoi en terme de pratique ?

Speaker 2 Admettons. Moi j'ai un atelier qui s'appelle****. Donc la personne, elle vient euh Je te raconte à peu près sur une personne qui a un problème, elle vient d'abord, on est sur l'échange, je laisse la personne parler, s'ouvrir et à partir de là on fait un travail avec. Donc on cible les freins euh... ce qui peuvent, et ce qui ne peuvent pas faire que des fois il y a des gens qui arrivent avec des idées préconçues ou confuses ou sont un peu partout. Et à partir de là, on commence à débayer le terrain et on commence à travailler. [silence] Ça vaut pour tous types de parcours parce que je peux rencontrer tout type de public. Ça peut aller jusqu'à même des suivis de justice, des personnes qui sont malheureusement sous bracelet, à des personnes qui sont déscolarisés, qui sont en perte de repère. Donc c'est avec ces publics là, qu'on commence à construire un cheminement pour que euhh... Pour donner une solution.

Speaker 1 Du coup, je passe à ma prochaine question, pour vous comment le contexte socio économique influence la vie des jeunes que vous accompagnez? Et est ce que vous avez un exemple concret de ça et comment vous pouvez y faire face avec vos moyens?

Speaker 2 AAh.

Speaker 1 Quand je parle de contexte socio économique, je peux même parler plus largement tu peux me parler plus largement euh de contexte social

Speaker 2 le contexte sociale fait que euhhh, ce noircit de plus en plus. On va pas dire que tout est au beau fixe. Nous, on essaye de faire réagir les jeunes déjà sur une conscience citoyenne, la chose qu'ils ont perdu, c'est la citoyenneté. Comment devenir acteur et pas spectateur de sa vie? Et dans cette conscience, aah j'arrive plus a parler, pour conscientiser la pensée. Donc il faut l'inclure sur des euh ... Dans des réflexes citoyens. Ça veut dire la première des choses s'inscrire déjà euh aller voter déjà, c'est un droit. Des fois, on l'oublie que ce droit est fondamental pour faire bouger les choses. C'est pas en restant là. Ne plus croire aux politiques, ne plus croire à ce qui nous entoure, c'est euh c'est laisser un peu de démocratie partir. Mais. Le jeune en soi, il faut le recadrer, il faut le dire qu'il y a des choses à faire, surtout dans euh, ..dans euh comment dire, je vais employer un bon terme euh. Comment éveiller la conscience des jeunes? À un pouvoir se mouvoir et à pouvoir se projeter ailleurs? Parce qu'on parle du contexte social a beaucoup de personnes qui sont ancrées dans le quartier, donc bouge plus, qui ne sont plus mobiles. Et ça c'est une réalité de terrain parce que euh le quartier, c'est leurs terres, la bande, c'est la famille. Donc tout ça, il faut essayer de décortiquer tout ça et qu'ils aillent voir plus loin. Pouvoir élargir leur champ, leur champ d'action. Donc c'est tout ça dans le contexte socio social et parfois même parce qu'on parle de l'emploi des jeunes qui est devenu très précaire. on les envoie en formation, des fois, ça n'aboutit à rien le travail et malheureusement euh saturé. Et le chômage dans les quartiers populaires est euh en train d'exploser. Après, c'est les politiques qui doivent faire réagir tout ça. Nous euh, dans notre contexte social, nous on voit que euh ca s'est un petit peu euh, nous on voit que ça s'est un petit peu euh on voit que la population c'est pauperisée et on voit que l'écart s'est creusé dans les inégalités tu vois ? Entre euh, entre les quartiers. Il y a des quartiers inégales, on dans le quartier du Pile, le quartier le plus pauvre de Roubaix et l'un des quartiers le plus pauvre de France avec Denain. qui nous est passé un peut au dessus. Mais sinon Roubaix et surtout le quartier du PILE est le quartier le plus pauvre. Malheureusement tous les euh, tous les indicateurs sont au rouge malgré les rénovations urbaines. Le manque de concertation, c'est un peu n'importe quoi. Mais malgré la rénovation urbaine, malgré. Les maisons 1 € qu'ils ont voulu faire venir, une autre classe sociale, ça n'a pas pris. C'est beaucoup plus profond l'abandon des services publics au sein du quartier, ont fait beaucoup de choses. Les commerces qui sont partis, c'est des lieux de vie qui, euh, qui sont partis. Et je vais t'expliquer le cas aussi de notre structure, les événements qu'il y a eu au mois de juin sur Nahel et la fermeture, ils ont brûlé le sont. C'est des choses que je n'arrive pas à comprendre. On peut avoir une haine viscérale contre la

société, mais l'emballement des réseaux sociaux font qu'il y a de la surenchère un peu partout dans les quartiers. "C'est moi qui casse le plus. C'est moi qui..." Mais cassé une bibliothèque, cassé, brûlé une école, brûlé une bibliothèque, brûlé, un centre social qui, qui sert à cette population là. C'est incompréhensible. Je brûle quelque chose qui me sert, c'est cette euh, cette notion, c'est déjà ça. C'est. On est dans un quartier où la misère sociale est ancrée et on vient ... encore appuyer encore plus sur la misère sociale. Parce que brûler une voiture sur une personne qui galère déjà à payer sa voiture et aller travailler et se retrouver parce qu'il a assuré au tiers, il ne peut pas se rembourser c'est quand même euh, et tu ne peux pas casser là où tu vis. Il n'y a pas je trouve euh... C'est pas une bonne réponse à apporter. euhhh, c'est pas une bonne réponse qu'ils ont apporté, mais malheureusement, dans le contexte actuel. S'il n'y a pas de violence, il n'y a pas de on n'est pas pris au sérieux parce que les revendications possibles, si on peut les faire pacifiquement quand on veut bouger les choses. Des fois, on n'est pas pris, euh c'est pris à la légère. Il suffit qu'il y a la casse, qu'il y a du remous, que tout le monde un emballement médiatique. Là, ils vont essayer, "ah ben tiens dans ce quartier où on essaie de mettre un peu plus de moyens, un peu plus de choses" mais euh entre moi, où j'ai grandi, au Pile et cette jeunesse, il y a un monde, il y a un monde..., il y a un monde, sur tout il y a un monde sur l'engagement citoyen, il y a monde sur le manque d'engagement de bénévoles avant on fonctionnait beaucoup avec du bénévolat. Il y a un manque d'empathie, il y a de la violence. La violence urbaine qui euh qui est devenue courant, c'est maintenant...euh la violence est devenue monnaie courante ici, pour un rien on peut t'embrouiller pour un regard, pour une place de stationnement. Ça, c'est euh... Il y a plus de freins. On dirait que ça se déshumanise euh... je te porte un portrait sombre de la société (rire) où on vit avec une arme. Mais moi, je trouve que le rôle des acteurs sociaux sur le quartier n'est pas assez reconnu. Parce que le centre social, c'est un point vital. On met, on met des choses auprès de la population. Les personnes se servent de cet outil là parce que c'est là où on éveille les consciences, où on essaie d'amener des projets. Mais quand on détruit cet outil là (silence) on laisse à l'abandon euh... Le quartier mais ça, c'est des petits repères euh le , le centre social était un repère dans le quartier. Le fait qu'on a été euh je vais te dire ...mis derrière à la place de pile, c'est comme si on était devenus des "invisibles", tu vois. Alors qu'avant on rayonnait sur la place du pile, les gens ils venaient, c'était un lieu de passage reconnu, mais c'est euh... C'est devenu compliqué. On fait le travail hein; mais c'est eux ... Ça va donner des tâches encore plus difficiles aaah Parce que malheureusement ça se suit, mais tu vois, tu vois pas les choses positivement.

Speaker 1 Du coup, je rebondis sur vos propos. Vous évoquez qu'il y a une perte d'ancrage et de citoyenneté. Du coup, vous la définirait comment vous, la citoyenneté?

Speaker 2 Déjà euh, être citoyen, c'est avoir une conscience citoyenne, c'est de s'intéresser à ce qui se passe autour de soi euh , dans le monde où il évolue, dans le monde politique parce que malheureusement on est géré par la (rire), par la politique de... De prendre conscience qu'on peut faire bouger les choses, choses qui n'ont plus conscience de ça. Que le vote c'est un droit, c'est un droit magnifique de se prendre en main et d'avoir cette culture citoyenne parce qu'on peut faire bouger le monde. On peut être un mouvement, un mouvement citoyen pour aller de l'avant. Mais cette jeunesse là n'a plus cette empathie euh je ne sais pas eh ils sont Pour eux, les politiques vont rien changer à leur quotidien, ils sont dans la merde et resteront dans la merde quoi qu'ils font, quoi qu'ils fassent... Alors que c'est faux. C'est l'engrenage des politiques de laisser les personnes euh, sans réaction. Parce que si des personnes ne réagissent pas, on fait rien pour eux. Quand vous avez, je vais vous parlez de deux choses hors contexte, un trou sur le trottoir au Pile, ils le laissent. Un trou sur le trottoir à Barbieux, ils le laissent que trois jours parce que les personnes se laissent pas faire, se mobilisent. La mobilisation déjà entre riverains n'existe plus avant. Tout le monde était solidaire. Les quartiers, c'était pas euh... Il n'y avait pas des tas d'immondices partout euh... Il respectait les voisins, là, maintenant, tu vois euh si vous euh Chacun chez soi et chacun pour soi. Il y a plus d'entraide, y a plus de fraternité. Parce que les personnes qui se connaissent sont parties et les personnes qu'ils arrivent dans les quartiers, malheureusement c'est pas des personnes euh, une mixité sociale qui ramène, euh... Faut, Faut de tout pour faire vivre un monde ben ça dans les quartiers tu le vois plus. Ce monde (silence) pour eux, ce monde il est là c'est soit c'est soit des personnes qui sont au chômage au RSA, soit des personnes qui sont en misère, soit des migrants, tu vois c'est toute cette misère sociale ensemble. Comment, comment tu veux , faire évoluer les choses, comment faire prendre conscience des choses quand tu mets vraiment la misère sociale ensemble, tu ne peux pas faire avancer les choses, Et ça et ça, c'est les politiques, ils ont tout compris. Comment faire taire un quartier, comment le laisser délabré? Voilà, si, si on se prend pas en main. Si il n'y a pas des collectifs qui se montent dans les quartiers, qui font bouger les choses parce que tout ça, leur monde, et c'est ça, c'est l'émergence de collectif qui est qui a disparu on va dire. Il y a des collectifs qui se montent, mais très peu. L'engouement euh... les personnes, c'est très dur à les faire bouger. Alors sortir, oé, nan , faut pas vous contenter de ça. Vous devez avoir mieux c'est pour le rayonnement du quartier, faut bien se sentir bien se promener sur le quartier, tu vois, c'est euh , c'est quand même là où il y habite. Les personnes qui décident de là où il y habite, il y habitent pas il y habitent pas. C'est des personnes qui vont penser pour eux, alors eux ils savent penser tout seul. Je comprend pas, moi je ne comprends pas cette politique de l'ANRU sans avoir euh... Ils ont fait de la consultation habitants mais ça n'a pas pris euh ... Sur euh, Sur un quartier de 30-40 000 personnes, il n'y a que 200 personnes qui viennent parler. C'est pas la représentativité du quartier, donc ils pensent à leur place, ils font les choses des fois incohérentes. Donc la consultation de population n'est pas prise en compte.

Speaker 1 Pour rebondir sur l'ANRU, en vrai, ***** c'est pas le seul quartier où clairement il y a eu pas eu vraiment de concertation puisque l'Alma aussi quand on regarde au niveau de la concertation des citoyens c'est aussi un peu catastrophique.

Speaker 2 L'Alma, l'Epeule, l'ANRU II, l'Anru III

Speaker 1 La maintenant on parle même du NPNRU il me semble.

Speaker 2 Moi sur l'Alma, c'est très bien que tu m'en parle [rire] parce quoi j'ai euh de la famille qui habite là bas tu vois, je trouve ces murets ou quoi que ce soit. Je trouve ça inadmissible de murer une porte devant chez toi, au dessus de chez toi et rester là et te laisser pour compte laisser le quartier euh ... se délabrer si tu passes le soir à l'Alma, c'est une zone de non droit, on dirait c'est une zone en Guerre, sinistré on dirait que tu es en guerre, avec des campements. Il y a des camps. T'imagines que pour une personne qui habite à l'Alma ou qui habite Roubaix et qui passe la et qui voit ça quotidiennement, il y a des campements, plus de feu, plus rien, des bouts des poubelles brûlés en pleine rue, c'est commun. Bon, personne lambda qui vient juste travailler à Roubaix, qui repart chez elle le soir ou chez eux le soir, lui il euh ben c'est quoi cette ville? C'est quoi ce euhhh. tu vois euh c'est euh Roubaix ça a, toujours euh ... Pour moi. tu fais le compte, tu vois les personnes qui arrivent de l'extérieur pour venir travailler à Roubaix, tu les vois le matin? C'est des personnes qui sont sur Roubaix, qui consomment peut être très peu à Roubaix ou peut être le midi, dans les rues, dans les restaurants ou dans les snack ou quoi. Mais ils ne font pas vivre la population roubaisienne parce que ces personnes, dès que leur travail se termine, ils s'enfuient et retournent chez eux. S'ils sont en vacances, tu reviendras pas sur Roubaix tu vois c'est c'est pas euh... mais c'est des personnes. Ce que je disais, c'est pas les roubaisiens qui travaillent à Roubaix, malheureusement, il faut travailler ailleurs. Je dis pas, il faut qu'il y a la mobilité. Mais, euh roubaix, il y avait la particularité, c'est les gens de l'extérieur qui venaient travailler sur roubaix, pas les gens de l'intérieur qui y qui travaillent malheureusement (rire). Et tu vois ça? Quand tu vois des zones de non-droit, de zones de délabrement, voilà, c'est le quotidien. Parce que ces personnes qui viennent travailler, parce qu'il y a la richesse hein à roubaix, richesse culturelle, richesse associative et tout mais tu vois c'est des personnes qui viennent de l'extérieur.

Speaker 1 Je suis pourrais partager votre avis. En réalité, vous pointez quelque chose puisque si on regarde dans les mairies par exemple, on parle de faire des politiques de la ville, mais pour ça je ne dis pas on doit être habitants pour faire une politique dans son quartier, mais il faut être un minimum conscient en réalité des problématiques des habitants et avoir quand même un lien.

Speaker 2 Moi j'ai toujours dit pour venir travailler à la mairie de Roubaix, faut pas que tu habites Roubaix. C'est un constat [rire] ça, c'est un constat que j'avais fait il y a plus de 20 ans parce qu'on avait une conscienciation politique, parce que nous qu'on était jeune on euh..., on a essayé d'éveiller les consciences, on avait cette faculté à pas se laisser avoir par les euh, on n'est pas dupe du monde politique. On savait qu'on avait pas le choix de composer avec, mais on n'était pas dupe. On faisait des petits de citoyen. C'est qu'on habitait les personnes à venir prendre un petit déjeuner, discuter ensemble et on allait les inscrire dans les listes électorales ou dans les listes à la mairie pour qu'ils puissent avoir leur carte électorale. Ils ont distribué des tracts "bleu, blanc, rouge on se bouge". Des slogans comme ça, mais des slogans que euh, il y avait des échanges. Mais euh, je dois être d'une autre époque, parce que maintenant les réseaux sociaux ont pris le pas euh, sur ce qui se passe dans les réseaux sociaux. Nous euh, les amis virtuels, on en avait pas parce que nous on allait chez les personnes pour aller jouer ou aller voir c'est pote ou quoi que ce soit, ça n'existe plus. Il y a des points de rendez vous parce que c'est devenu des points d'ancrage, même s'il n'y a pas de points deal. Là, c'est des points de rendez vous, Tu vas avoir quinze ou 20 personnes sur vous coupé et tu as eu le phénomène des réseaux sociaux qui ont fait que c'est devenu de l'individualisme. Et ça, je parlais de solidarité. On voit euh, tous les trucs qui de solidarité à Roubaix. mais sur la solidarité des réseaux, ça veut dire si une personne est en danger de la personne elle va filmé C'est devenu une époque du voyeurisme. Ils filment tous ce qu'ils font, ils mangent ils se filment, ils ... je comprends pas. Je comprends pas cette particularité là de cette jeunesse qui grandit. Moi j'arrive à un un âge où mes enfants ils sont là, donc euh ...j'essaie de me tenir un peu au courant, mais. Ça me euhh, ça me choque quoi, voir l'émergence de tout ça ça me choque. car on on a oublié, on s'oublie un peu et on a oublié euh, cette jeunesse qui s'oublie qui sont dans le paraître, dans la confrontation. dans euh, dans la télé-réalité, ouai, ... C'est la télé-réalité, c'est la télé-réalité sur le quartier. ils ne vivent pas leurs vies, ils sont dans l'apparat. Ça c'est c'est toujours quelque chose qui me touche profondément. Parce que dans le paraître, ces gens qui vivent par procuration tu vois euh, et je ne sais pas s'ils sont conscients de leur vie, je ne sais pas, sur cette étude sociologique, je pense qu'il faut creuser parce que c'est vrai que et plus spatialement les quartiers, tu vois ils vivent, à travers des rêves de location de voiture.

Speaker 2 C'est pas de leur vie pour eux, pour se construire. Parce que c'est pas ça la vie, cette vie là, pour se sortir du quartier. Il y a des gens qui s'en sortent des des quartiers. Je ne dis pas ça, il y a des gens euh c'est des entrepreneurs et ils essaient d'avancer ou quoi que ce soit. Mais tu vois qu'on part avec quinze points de retard en disant déjà tu viens des quartiers, on est stigmatisés, tu veux rentrer dans les écoles de stigmatisé, tu viens bosser, tu vas ton nom, le quartier, t'es stigmatisé. Tout ça, ça a émergé depuis les années 70-80, Mais euh... on va parler de citoyenneté, on va parler de nationalité. Pour eux, tu seras jamais français alors qu'on est français de trois ou quatre générations. Les personnes c'est euh ... Moi. Je trouve le gros problème sur le moment c'est que personne c'est dit vous êtes français. Rien de le dire, rien que de le dire et de le faire admettre par les politiques que tout le monde est égaux. Liberté, égalité, fraternité mais rien que de le dire. Que toujours renvoyer les personnes dans leur origine font qu'ils ont créé ce ravin entre entre, entre toutes ces cultures,

toutes ces populations de classes à "issues de..." NON ! Je reve en français, je dors, je parle français et que tu vois, tout... Tout ça a fait que repousser les problèmes, creuser les inégalités, tu vois, c'est tout ça qu'ils ont mis en œuvre les politiques de 30 40 ans. Parce que j'ai jamais voulu construire un monde, parce que les gens, ils ont un Etat... Passé colonial, qui sont, qui sont dans leur, dans leur esprit et tout ça. Tu seras jamais égal ou égaux en droit face euh, t'a les mêmes diplômes, dans le même cursus, t'as le même bagout, mais ils vont pas te prendre tu vois. Mais ces choses là, dans d'autres pays, ils ne voient pas la nationalité, ils, voient ils euh... Quand ils te regardent, tes compétences et on n'est pas jugés sur nos compétences. Malheureusement en France, c'est un Très très très grand Problème. Et toujours mêler les actions pour pour pourquoi? Pourquoi aujourd'hui le Front... euh, le RN, le Rassemblement national est si haut dans le quartier populaire alors que les quartiers populaires c'étaient des gens de gauche? Comment ça se fait? Ces quartiers populaires se retrouvent à voter l'extrême droite. C'est pas parce qu'ils sont racistes, parce qu'ils ont un ras le bol des politiques et ou eux ils surfent sur une vague sur le populisme que " a cause d'eux, de la misère comme avant dans les années 70, aaah les arabes ont pris notre boulot". Tu vois tout ça? Sur les fantasmes, ils se surfent encore et de plus en plus puisqu'ils regardent tous les migrants qui sont arrivés. Tous ces accueil, non euh, non préparés? Ça veut dire que quand tu dois accueillir l'être humain, tu l'accueillir dignement. Tu l'accueille pas dans des camps de fortune. Tu tu tu, tu ne les accueille pas dans une ville où il y a déjà la misère sociale. Tu rajoutes de la misère avec de la misère. Tu vois tout ça? Ben ces gens là, ils ont en plus se définit par des fantasmes. Ils touchent l'OFPPA, ils touchent dans l'argent et il touche, tu vois. Tout ça fait qu'une personne lambda qui habite ici, qui galère, qui n'arrive pas à joindre les deux bouts. Bah il est en confrontation avec une personne qui, qui est partie parce que son pays est en guerre, qu'il a voulu euh, bon il est partie de l'Afrique car il voulait améliorer son quotidien, toute sa misère sociale, toute sa misère de sa vie. Et tu les rentrent en confrontation avec quelque chose qui n'existe pas en réalité. Tu vois ? Ce qui est dommage. Et là, euh ... De plus en plus, les euh les droits sociaux vont diminuer de plus en plus. Ils vont raboter sur tout le monde. Ils vont faire des esclaves, de la... euh des esclaves humains dans le travail. Ça veut dire que le travail, Ils veulent tellement le libéré que tu seras payé 3 € de l'heure et tu devras aller travailler parce que tu seras un paria de la société si tu travailles pas. Là, ils veulent encore retoucher l'assurance chômage. Alors tu vois, il stigmatise des chômeurs ; chômeurs euh... En en en soi, c'est une personne qui n'a pas trouvé de travail ou c'est une personne qui a été licenciée, mais c'est une personne qui a travaillé. Ce qui touche, c'est le fruit de sa cotisation. Mais il stigmatise la personne qui a travaillé.

Speaker 1 Quand vous dites "ils" ?

Speaker 2 Ben c'est les politiques ! les politiques euh les politiques ils ont, ils ont grandement participé à la déchéance de ce pays. Quand on allait les grands groupes financiers milliardaires, quand on associe les finances, l'État et les médias, les médias, les médias qui en font pour beaucoup pour les médias.

Speaker 1 ça me vas, les medias c'était ma prochaine question [rire]

Speaker 2 Ah voila [rire], Je peux te dire les médias sont en grande partie responsables de, euh des affrontements, des euh, de la La crispation de la société, de ce euh le fait d'être dans une société en tension perpétuel. T'es plus serein, quand tu regardes les médias, t'es plus serein de ta vie, parce que c'est toujours la confrontation, toujours en train de pointer du doigt surtout une communauté en ce moment, et qui fait les frais de tout. Cette communauté là, malheureusement, c'est une communauté qui n'est pas unie, qui n'est pas, qui est qui même si ils arriveraient à s'unir, ils vont les désunir parce que ce n'est pas une parole qui porte. Il y aura toujours des personnes qui vont aller à l'encontre de ça, tellement que cette communauté elle est divisé, c'est devenue la communauté la plus facile à abattre. Tous les maux de société, C'est à cause d'eux.

Speaker 1 Vous parlez du coup des musulmans ?!

Speaker 2 voila. Euh y'a un parti démocrate musulman qui s'est constitué, qui a été, anti euh anticonstitutionnellement, pas admis me aux élections. Parce que ils ont dit, c'est un parti communautaire, mais un parti chrétien, c'est pas un partie, communautaire apparemment. Sur cette chose là tellement ils nous ont tapé dessus, tellement que ça représente une minorité dans la majorité des personnes. Moi je dis des musulmans de confession musulmane, je parle de français parce que la religion c'est privé, on est tous français. Moi quand je viens, j'ai pas de carte d'identité musulmane apparemment et apparemment si, mais moi il est marqué comme identité française mais contre contre. Mais déjà sur ton origine et sur ta religion, ça commence à en faire beaucoup. Moi mes parents sont nés en Algérie française, je dis bien l'Algérie française, donc ils sont français. C'est un pays qui a été colonisé. Moi je suis né en France, mes enfants sont nés en France, j'espère, mes petits enfants naîtront en France, ça sera le cas, mais euh ou pas je ne sais pas, mais moi euh franchement euh Je ne voyais pas ça. Je ne voyais pas ça pour mes enfants, et je ne voyais pas ça encore de moi qui suis issu de la troisième génération, t'imagines de troisième génération, pas la deuxième, pas la première génération hein, me voir encore confronté à mes origines. Et que mes enfants quatrième génération qui sont encore stigmatisés par l'origine. On va aller jusqu'à ou de se refléter. c'est, c'est ... c'est ça qui est dommageable, c'est les médias qui entretiennent ce climat ils font tout, cette euh cette société de, de euh... , comment te dire journalistique de poubelle. C'est de là, de la télé poubelle. Franchement, j'ai banni ces chaînes là chez moi. T'imagines. t'imagines que les CNEWS, les BFM, les LCI, des fois je regarde un peu Franceinfo, mais si je peux éviter, j'évite de regarder parce que c'est devenu anxigène. Il parle toujours, il n'y a pas une semaine où il n'y a pas un acte qui va te faire référence à ta communauté, à ta religion. Tous les maux de société, c'est eux, c'est nous, moi je comprend pas. Je comprends pas. Moi je, moi je vis hein. Je sais qu'il y a des problèmes, il y a des problèmes partout dans

le monde, mais il y a des problèmes partout. Ils veulent importer un conflit qui n'existe pas chez nous. Ils veulent, ils veulent que les banlieues s'embrasent et ils te parlent de guerre civile entre Français. Ils préparent déjà. Ils préparent leur audience. Ils préparent, euh les médias par ce que ils te préparent, ils te conditionnent dans ta tête que en 2027, le RN y passe et il y aura une guerre civile. Mais y aura aucune guerre civile. Il y a des personnes au RN qu'ils ont des mairies actuellement. On a jamais entendu... dans des quartiers tu vas à Hénin Beaumont c'est une mairie RN. Pourtant il y a les quartiers, Hénin, est ce qu'il y a une guerre civile? Non. Mon beau frère habite à Courrières il va acheter sa viande '*halal*' comme ça [en riant et mimant des parenthèse avec ses mains] à Hénin-Beaumont. Je sais pas moi elle est ou la révolution, je , je ...moi je comprends pas. Tu vois, ils sont ancrés. Je vois pas quand tu travailles tes biens dans ta ville, que tu échanges avec le maire et il n'y a pas fermer les commerces. Plus de boucherie halal c'est à Hénin Beaumont. Je ne comprends pas. En quoi c'est un truc dans le 6-2, entre Courrière, Libercourt et tout c'est là ...je comprends pas. Arriver à un moment donné, soit euh , les médias sont complices hein, , ils veulent que ... C'est eux qui créent le chaos parce qu'ils sont dans une dictature politique, parce qu'ils sont il sont , ils sont , ici, ils appartiennent à des groupes privés avec une certaine conviction personnelle. Tu le ressens. Quand tu regardes Cnews, tu ressens, il y a une conviction personnelle; quand tu regardes BFM, il y a une conviction personnelle, tu vois. Et eux ils te dictent, ils essaient de lobotomiser, les abrutis de téléspectateurs qui n'ont pas de réflexion, rah c'est comme ça que je parle , ce n'est pas bien. Qu'ils ont pas de réflexion, du populisme, ils n'ont pas de réflexion, ils pensent que la vie c'est comme ça, tu vois. Alors que non, la France c'est pas ça. La France, c'est pas ça. Et c'est devenu à travers la télé poubelle c'est devenu ça le leitmotiv avant les informations c'est sérieux, c'était sérieux. Nous, c'était les trois grandes chaînes. MAIS, c'était sérieux. On regardait le 20 h, c'était sérieux. Mais là, c'est de la merde en boucle, les chaînes en continu. Donc il faut faire de l'audience. Faut raconter des conneries, "ah , euh l'autre ils s'est fait ..." tu vois C'est devenu de la euh, des la des chercheurs, des fouille merde, des fouilles, euh des fouille-de poubelles, les fonds de poubelles, les raclures de poubelles ils vont te le chercher je sais pas. Et malheureusement, c'est vu par des millions de personnes qui sont lobotomisés par les médias et qui pensent que ça. Il y a des médias alternatifs. Malheureusement c'est très dur parce que maintenant faut que le citoyen est capable d'aller chercher l'information et c'est pas donné à tout le monde d'avoir les moyens d'aller chercher la bonne information, de ne pas se laisser influencer par les on dit ,par ci, par ça et de se faire euh Lui même sa propre observation de la société. Tu vois, moi je ne suis pas influencé par un tel, par un tel, je suis influencé que par moi même. Mais moi peut être, j'ai cette capacité à analyser ma propre situation. d'autre ne sont pas en capacité. J'aime bien parce que c'est tendu et que des débats autour de moi (rire, ref a son travail et ambiance) , parce que ces questions là touchent tout le monde. et Il faut aller dans la contradiction pour créer le débat. Si t'es toujours d'accord avec le vent, bah ça oui, parce qu'il y a des gens, c'est des girouettes sont d'accord où le vent tourne à gauche, ils seront à gauche, à droite, ça à droite, c'est au milieu, c'est au milieu. Donc tu vois. Donc moi j'ai mes propres convictions. Si j'estime que c'est mal, c'est mal. J'estime que j'ai tort, j'ai tort, Je peux avoir tort sur mes positions, je pourrais avoir raison sur d'autres, mais mon avis, j'en ai envie. Il y a des gens qui ne sont pas d'avis qui suivent le mouton. Moi je fait pas pas partie des euh , tu vois. Je vais , je vais t'expliquer sur le truc de la politique. Moi j'ai, moi j'ai toujours voté , parce que je trouvais que j'ai fait quelque chose, j'ai même tenu des bureaux de vote. Tu vois, te cette euh cette euh cet conscience citoyenne. Mais je me suis aperçu que quoi qu'on fasse, quand il te montent les extremes, faut voter pour l'un. J'ai pas envie de voter pour toi. Pourquoi tu veux faire ce sacrifice d'aller voter? Parce que je ne veux pas l'autre au pouvoir, il vient au pouvoir, c'est tout. Point final. Je ne suis plus de la chair à canon parce que c'est personne vient te chercher l'embrouille, il te raconte, il te chie dessus pendant cinq ans et aux election ils viennent te voir blablabla. Je vote pas ! et faut que le vote blanc prenne euh , soit entrée dans la constitution pour faire valoir de ce droit. Parce que je suis libre de voter pour quelqu'un que j'aime ou j'aime pas, je m'en fous. Voilà. Je suis prêt à affronter, euh, parce que parce que c'est comme ça qu'ils jouent les médias. Là, ils te parlent d'un match Attal-Macron et Bardella, ils te préparent, tu vois quoi? C'est ça, c'est fins les médias. ils te préparent à des choses qui n'existent pas en vérité, et ils te prépare une élection européenne que l'autre va être le premier. Comment tu sais ? quelles sont euh ? Je me suis toujours parlé des sondages. C'est bien les sondages. Pourquoi moi? Ils m'ont jamais sondé? Je fais parti de la population, je fais partie des 68 millions d'habitants en France. Pourquoi je ne suis pas dans les sondages? Comment ils font leurs sondages? Comment ils peuvent savoir je vais voter Bardella, qui va être premier au euros? C'est quoi leur euh; sur un panel de 100 personnes, 1000 personnes, il les choisissaient comment vous venez dans les quartier populaire déjà ? C'est pas représentatif de la société, mais il faut croire que c'est représentatif. Ils te font croire qu'il faut voter pour lui. Les médias sont complices des choses. C'est eux qui créent ce qui crée et ce qui défait. Ils font et défont. Ils veulent t'assassiner d'assassiner politiquement dans les médias. Ils veulent te faire monter. C'est comme ça que ça fonctionne. Malheureusement, tu vois les oppositions, les mé... les médias d'influence sont rachetés par des grands groupes et milliardaires qui sortent leur cause. Puis intéressant.

Speaker 1 Du coup, en parlant des médias. Est ce que pour vous, cette représentation, comme vous le disiez, elle est souvent péjorative? Est ce qu'elle peut jouer sur la perception des jeunes qu'ils peuvent avoir d'eux même, de leur quartier ou du milieu social dans lequel ils viennent ou même sur vous ? Et ça se traduirait comment concrètement dans leur et vos actions ?

Speaker 2 Je pense que oui, parce que ce sont toujours les plus petits. Y a jamais mis, ils ont jamais mis en avant les choses positives des quartiers, les choses négatives. Comment voulez vous mettre en avant les gens qui réussissent issus des quartiers, c'est péjoratif, ce que que vient de dire issus des quartiers? "issue des quartiers" Ça veut rien dire parce que pour

moi, issus des quartiers, c'est déjà une connotation négative. Tu vois, rien que ce terme ce terme "issu des quartiers populaires" ; "issus des quartiers en grande difficulté", tu vois quoi ? C'est péjoratif parce qu'on ne va pas parler comme ça d'un gamin qui vient du 16^e, issu du 16^e.

Speaker 1 Oui , Oui c'est marqueur d'une différenciation en réalité (erreurs à ne plus reproduire, car l'enquêté a repris nos mots et on peut l'influencer inconsciemment)

Speaker 2 C'est ça c'est un marqueur de différenciation, C'est un marqueur de fossé entre la banlieue, les Parisiens, Lille et sa banlieue, Roubaix et ses quartiers. Tu vois quoi , c'est, c'est du n'importe quoi. Tu viens d'une ville, on te met à l'honneur voilà, mais toujours une personne a réussi, issue des quartiers. Je me suis toujours posé la question issue des quartier, on dirait je suis dans une dans une grande décharge et je réussis à sortir "wow un superbe. Je peux respirer. Oh, il y a des pavés à terre" tu vois , c'est du n'importe quoi. On ne va pas dire des jeunes issus du 16^e. Ils ont réussi à faire euh , ils sont euh . Comment te dire, ils ont réussi.

Speaker 1 Oui c'est vrai.

Speaker 2 Ça n'existe pas? Oui euh , la banlieue, les jeunes issus de Neuilly , issus des quartiers de Neuilly, On a jamais entendu parler de ces villes là issus des quartiers de Paris, ça n'existe pas.

Speaker 1 Et en plus, ça représente pour moi un paradoxe. Après, ça reste mon avis, mais quand on vous dit issu des quartiers, on marque la différence du coup. Mais quand il s'agit d'admettre qu'il y a des stigmates, d'admettre que peut être des fois parfois il y a de moins de chances pour certaines personnes de ces quartiers là. Ben là on l'a marqué pas vraiment la différence. On préfère pas dire issus des quartiers, on préfère pointer le misérabilisme et dire bah c'est vous qui restez dans votre votre entre soi ou c'est vous qui avez décidé de rester ou de ne pas vos euh l'égalité des chances? C'est vous qui avez décidé de saisir . vos euh vos ...

Speaker 2 [00:47:49] Moi je pense que c'est des inégalités, des chances, pas des égalités. Une inégalité des chances. Mais ça commence des petits dans le cursus scolaire. Tu sais, des rêves, moi j'en avais plein. Moi quand j'étais petit, je voulais faire astronaute, architecte, . Tu vois, tout ça, ça a été bridé à l'école tout ça. Ils m'ont, ils m'ont jamais donné l'envie d'avoir envie t'a vu (rire) cest une chanson de Johnny Hallyday l'envie d'avoir envie (rire). Mais c'est vrai. L'envie d'avoir envie vient de ta naissance viens du parcours scolaire dans l'école de la République. Ça parce que tu viens d'un quartier et tu donnes pas envie. Pourquoi je pourrais pas être tout près de toi? Approche toi, je vais faire comme mes parents ouvriers. Pourquoi? C'est ma ligne de conduite? Non! Moi j'avais des rêves moi ! pourquoi j'ai pas eu l'opportunité de poursuivre ses rêves là? Pourquoi si j'étais dans le 16^e arrondissement j'aurais, euh je viens d'une classe euh de cadres euh , une classe privilégiée. Donc je peux, je peux avoir ces rêves, mais une classe populaire, une classe DES QUARTIERS (insiste sur. le mot quartier, exclame). Je peux pas avoir ces rêves. On est on est des imbéciles, on n'est pas intelligents. Alors que je me suis, euh Je me suis toujours senti intelligent moi, Pourquoi? Pourquoi je peux pas devenir astronaute? Pourquoi il faut avoir une classe sociale différente de la mienne? Non, ça, l'ouverture et l'égalité des chances n'a pas été fait. Ça doit être fait dans les bancs de l'école. On n'est pas loti au m^me ... Si t'as les moyens, tu mets tes enfants dans des bonnes écoles. Chose que j'ai faite, je les ai pas mis en public, Je les ai mis dans le privé parce que j'ai trouvé, parce que je paye pour un service. Donc j'estime que ce service doit être rendu. Tu vois, moi je. Dans l'école publique. C'est mauvais parce que moi j'ai été dans l'école publique, mais malheureusement j'ai vu dans l'école publique, là, des très bonnes écoles publiques. Mais malheureusement, il y a des écoles publiques. Où c'est euh c'est le quartier. Voilà, c'est euh ça reflète le quartier. Moi, je vais t'expliquer. Il y a une phrase qui m'est restée quand j'ai été au lycée **** en 90 en seconde, FR3 sur France trois étaient venus faire euh . Et ils étaient venus faire un reportage au lycée. Et quand je l'ai vu, c'est magique. Je te parle de ça. C'est en 1990, quand je l'ai vu. La première chose, la première vision, c'est la cour avec plein de déchets et un mec dans le hall. Affaissé comme ça sur le mur, tu vois, appuyé sur le mur avec une coupe de Zoulou. Et la phrase. "Lycée ****, Lycée, dortoir, Lycée poubelle". Cette phrase là, moi qui était de ****, ça m'a affecté. Et moi je te le dis, tu imagines, c'était en 1990, ça m'a affecté parce que moi ça a été diffusé ce reportage et cette première phrase, cette introduction « Lycée****, lycée dortoir, lycée poubelle". Alors que le lycée **** avait la première classe de BTS la plus performante en France, T'imagines? En terme en terme de réussite, façon on on ne pouvait pas y aller. C'est le premier étage, c'était pour eux, ils avaient même le câble qui nous bloquer nous. On bloquait nous et nous on est au deuxième ou troisième étage. C'était la Bérézina, c'était le bordel, c'est vrai. Mais tu vois cette phrase là par rapport au lycée Baudelaire, au lycée VDM, t'avais déjà une classe sociale. Parce que moi, en troisième, quand j'ai fait mes vœux, j'ai commencé par Baudelaire VDM , Jean Moulin ils m'ont mis à **** . Bref, mais tu vois, dans les classes sociales de lycées publics, tu ne pouvais pas entrer, ils prenaient que les meilleurs si t'étais bon. Moi, je pense que j'étais bon. J'étais à **** , mais il y avait des classes déjà, c'était sectorisé, c'était un peu du n'importe quoi. Déjà, c'est ça un bien grand mot sur trois quartiers sur ma rue Rue Pierre de de Roubaix, rue Deleuze et rue Lalande, rue Lalande, c'est Vandermeersch, mon père de Roubaix, c'était Jean-Jacques Rousseau, à l'ancienne usine et rue de Rudolf, salle d'examen, j'imagine. Sur un pâté de maisons, t'as trois collèges différents, C'est la folie. Tu vas. Et des gens qui étaient plus intelligents, qui arrivaient à me faire des dérogations pour aller où? Des gens qui avaient de l'argent pour aller dans le privé? C'est vrai que dans le privé, tu payes pour un service, tu payes pour une qualité parce que tout le monde n'est pas capable de payer. Et surtout avant.

Speaker 2 Mais en vrai t'as déjà beaucoup plus de choses dans le privé, dis je. Moi je trouve que ils ont ils ont une cohérence euh du travail absolu parce que si t'es pas d'accord avec eux, tu pars hein , bye bye . Voilà, c'est rigoureux et la

rigueur, malheureusement c'est pas la faute des professeurs, ils font ce qu'ils peuvent, mais les moyens qui ont été donnés à l'Education nationale est ridicule. Leur pensée est ridicule, leur euh leur état d'esprit est ridicule. Parce que donner l'envie comme j'ai appelé les CPE concernant les conseillères de désorientation, c'est dégueu, c'est pas c'est pas sympa. Tu peux aller voir la conseillère d'orientation, le ressort de désorientation quand tu parlais de tes rêves, elle rigolait "Ha ha! Toi tu vas faire une école d'archi, vas y vas y ..." Ils te briser parce que tu venais des quartiers. Ils te font pas croire à tes rêves. Tu veux faire astronaute? Vas y, sois performant en math, En physique, tu peux réussir, Faut pas, faut pas te mettre de barrières. Ça ils l'ont jamais fait et ils te le feront jamais. Parce qu'ils étaient conscients que cette arme là, c'était une arme de parents, qu'ils étaient illettrés (peut être illettré?), ils venaient, sont venus pour travailler en France, ils connaissaient rien et raser les murs. Ils ont fait des euh, ils ont fait des enfants qui sont partis à l'école, qui sont devenus bons, qui ont fait des études, qui sont devenus avocats, juges, policiers, qu'ils avaient d'autres trucs que les larbins qui nettoient les rues, qu'ils allaient aux usines ou leurs papiers. Tu vois cette rue? Ils ont dit "Oh non, non, cette population va nous dépasser intellectuellement, on va les briser ! Et on les brise où ? Ben à l'école ! . Et Au tout début, on va leurs mettre 'quartier' des des connotations négatives "ah tu viens des quartiers, ben au tu tu ..." (chuchote et imite) . On en a pris deux ou trois. Le quota issu des quartiers, on est bien pris. Trois parce que si on en prend quinze ben hein (rire) . On te regarde différemment. Tu vois, tu réussis, la réussite personnelle et professionnelle. C'est quelque chose qui te brises pour réussir. Tu crois que moi je suis devenu éducateur ceci cela ... ben c'étaient des métiers ouuuu je ne sais pas, je vais pas te dire c'est par dépit. J'ai fait un bac compta pfff, quel rapport avec l'éducation !

Speaker 1 [00:54:50] Vous auriez voulu faire quoi?

Speaker 2 [00:54:51] Plein de choses qu'au delà de mon métier. Moi, j'ai jamais bien le social hein, euh. J'ai toujours eu cette vocation à être dans le social depuis que je suis tout petit, parce que j'ai connu des gens qui étaient dans le social qui ont fait des choses. J'aimais bien, je me voyais pas travailler à l'usine. Déjà, je travaillais à l'usine, je vais avoir 50 ans, je sais pas c'est quoi le travail à l'usine. J'ai toujours dû travailler derrière un PC, travailler avec les jeunes, tout ça, ça, je sais pas, je saurais pas faire. C'est très bien. Les personnes qui ont réussi à travailler pour faire fonctionner l'usine, c'est pas péjoratif. Mais je me dis moi j'aurais voulu, je rêvais d'autre chose. Bon, quand je parle à mes enfants, moi je, euh faut croire en leurs rêves. Ce que t'es capable, Il ne faut pas être bridé, c'est le si t'as un problème, tu dis t'es pas capable, tu es capable. Un enfant incapable de rien est capable de tout et capable de tout faire. Faut juste lui laisser les portes ouvertes. Si tu fermes les portes, si tu fermes les portes dès le début, comment veux tu que tu tu tu veux t'élever dans un quartier ? regarde je te parle de quartier (rire), Tu veux t'élever dans ton environnement, pas dans un quartier, dans un environnement. Pourquoi t'élève pas de la même manière parce que tu habite dans le 7e arrondissement et que tu t'élève, dans le euh, dans 20^e à Paris ou Porte de la Chapelle? c'est du N'importe quoi! Toujours la stigmatisation "issue des quartiers populaires; issus des quartiers". Ça veut dire quoi? tu vois? Tu es un paria déjà à la base. C'est ce phénomène là d'être une personne. T'es un paria, mais qui a réussi. Pourquoi toutes ces personnes réussissent? Toutes ces personnes sont dotées d'un cerveau. Ils sont intelligents. Pourquoi on n'a pas plus de personnes comme ça. Pourquoi on n'a pas plus de personnes représentatives à l'Assemblée nationale? Dans les politiques, dans la police, dans la justice? Des personnes qui te ressemblent? Pourquoi? déjà, déjà c'est une meilleure compréhension de ce qui t'entoure. Pourquoi il faut faire partir des élites? Qui viennent décidé à ta place? Non, c'est pas les élites, c'est pas les gens qui ont fait HEC, l'ENA ou quoi que ce soit qui viennent dans des quartiers qui n'ont jamais connu la misère, qui ne savent pas c'est quoi le fondement. Et ça revient passer pour une baguette de pain, C'est quoi le prix? Leur quotidien est biaisé dès le départ parce que ils savent pas c'est connaissent pas la réalité du terrain. Si tu veux faire bouger les choses, c'est des gens de terrain qui font bouger les choses. Moi je parle de ce que je sais. Maintenant tu vas me parler institutions dans un avenir, mais vas-y qu'est ce que tu veux, on est gouverné par un premier ministre qui a 34 balais il connaît quoi de la vie. Tu veux me parlais, tu me parles de réforme chômage. T'as 34 ans qu'est-ce tu connais, tu as travaillé à l'usine, tu as travaillé sur la retraite, t'as travaillé avec des gens qui étaient dans la misère. Toi t'as pas côtoyé le même monde et tu viens nous gouverner. C'est pas comme ça que ça fonctionne. Mais ils ont fait des élites, pour c'est... Fermez vous les classes populaires, fermez vos gueules, vous ne pouvez pas vous élever dans ton plafond de verre. Toujours. Tu regardes les gens d'en haut. Mais non, je vais vous regarder d'en bas moi, pourquoi je vais je vais te regarder toujours en haut, je regarde en bas et là, la France te permet pas, moi pour moi te permets plus et il y a des exceptions qui font que tu vas, tu vas aller en politique, mais euh, l'émergence elle est infime dans la population. Malheureusement l'émergence elle est infime. Les pays anglo-saxons, ils ont notre façon de faire qui n'est pas bonne et bonne à la fois. Mais je les ai pas, ils ont envoyé des millions de cerveaux et qu'ils ont travaillé ailleurs. Ils sont très Luxembourg, alors aux Etats-Unis, aux Etats-Unis parce qu'aux Etats-Unis t'es pris sur ta compétence, c'est le marché du travail, c'est libéral, Ils peuvent te licencier du jour au lendemain, mais il ne te juges pas.

Speaker 2 [00:58:44] Toi, c'est a priori là, elle est franco française, la politique du jugement rien qu'au faciès. T'es déjà coupable de juger pour toi. Je te ramène, je te rajoute pas Police, justice. Tout ce qui s'ensuit. Parce que malheureusement. (silence) Tout ça suit, tu vois, c'est le cheminement, Ça commence des petits, le cheminement, l'école, tout cas ce qui se passe. Euh l'environnement, c'est vrai que c'est quand tu grandis dans un environnement sain, où t'as accès aux salles de sport, aux loisirs, où l'école c'est bien. Tu grandis différemment. Quand tu grandis dans la misère sociale, l'école, te brises tes rêves, t'as pas de perspectives. Tu vois, tu vas, tu suis ben, tu vois comment tu grandis ? . C'est du mérites, hein de s'en

sortir, de créer des choses, devenir des grands patrons, de créer, de faire des associations, tu vois quoi ? , de te émanciper ou de faire des études, des hautes études. C'est un plaisir en soi.

Speaker 1 Oui, Ce n'est pas donné à tout le monde.

Speaker 2 Oui, il faut mettre de la personne, mais tu crées pas l'environnement de ces personnes là qui y arrivent.

Speaker 1 pour certains il y a très vite un à un plafond de verre

Speaker 2 [Voilà. Se donner les moyens de réussir avec tous les bâtons dans les roues. parce que tu vas en avoir dans ta vie malheureusement , mais ça devrait pas exister. On parlait de cv anonyme et ça c'est bidon. Après je peux te parler d'autre chose comme le logement.

Speaker 1 Oui comme vous le souhaitez

Speaker 2 Voilà. Ça dépend le logement. Si tu veux te loger, tu dis ton nom, tu n'as jamais te loger. Un nom consonance française. Avant, à l'époque, aux Assédic, à l'ANPE, on disait les patrons, vous avez et vous avez trois références BBR, "bleu, blanc, rouge". Donc on voyait et on savait que pour le patron, pour le boulot c'était du blanc qu'il voulait. Donc tu vois, quand c'est lié à tout ça, le logement, le travail, la santé, la perspective de l'emploi ben tu vois , tu pars avec zéro voire -50 pour arriver à zéro pour te contenter. Mais tout ça, cette misère, c'est fait exprès. C'est leur politique, c'est leur politique de l'entre soi des élites. Si tu leur ressemble pas, tu avances pas. Pourquoi il n'y a pas plus de préfets de diversité comme on parle? Moi j'aime pas ce mot diversité. Tu sais pourquoi? Parce que le mot diversité, c'est déjà mettre des cases à des personnes, c'est diverse. Quand tu fais fait divers, c'est choquant. Quand tu fais. Dans le journalisme, il y a eu des faits divers, des faits divers. C'est plusieurs faits qui se ressemblent pas, qui viennent de partout. Quand on parle de diversité, ben on parle de quoi ? Parlons français. C'est tout c'est un français. Issus de la diversité, pour ne pas dire issus des origines, issues de la diversité, je suis divers maintenant. je suis comme dans les années 1901, un noir, je sais pas par le visage, tu vois quoi. C'est un peu folklorique, c'est exotique, je suis n'importe quoi, je suis. La diversité c'est mettre des cases là où il n'y en a pas. Tu vois, c'est ça que je reproche à cette France, c'est d'avoir jamais mis les citoyens dans le même piédestal. On est français d'origine déjà, ça aurait fait un grand bien, c'est de se sentir français, d'être aimé par son pays. On parle de patriotisme.

Speaker 1 On parle même d'universalisme

Speaker 2 Est ce qu'il y en a pour que les Etats-Unis où ils ont fondé leur monde que j'ai. Eu Je donne pas de tout tout tout mon égard le monde à cette nation qui a été bâtie sur le sang, sur l'esclavage, sur tout , sur l'apartheid, mais sur le patriotisme entre eux. Aux Etats-Unis, par rapport à nous, tu vois euh cest un peu bidon. Mais malgré avec tout ce qu'il y a dans ce pays, tout ça, tout ce qu'il y a encore maintenant. La traite négrière, les noirs ont jamais eu les mêmes droits, les droits civiques. Franchement, on parlait j'imagine dans un pays soi disant qui représentait la démocratie et t'avais des couloirs de bus où tu devais boire de l'eau, les toilettes pour les gens de couleur et les autres. nous, c'est inconcevable, mais on est dans une autre forme d'apartheid.

Speaker 1 Je pense qu'en France, c'est peut être plus insidieux aussi. C'est plus caché. Par exemple il y a eut le code Noirs, par exemple, le Code de l'indigénat (attention => a ne pas influencer sur le déroulement de la conversation)

Speaker 2 Oui bien sûr , ben on est toujours des indigènes. Il y a une asso qui s'appelle Indigène de la République qui avait été créée. Mais c'est vrai, mais c'est plus insidieux, c'est beaucoup plus fin. On est dans une apartheid parce que c'est sur des mots déguisés diversité, issus de quartiers populaires. Vous êtes d'origine "de". Rachida Dati une beurette tu vois ce mot avec une connotation un peu peu bizarre. tu vois quoi, ils nous renvoient, comme la marche de l'égalité, La marche des beurs, c'est la marche de l'égalité et des droits.

Speaker 1 Oui pour en faire un truc Communautaire et d'entre so

Speaker 2 Communautaire, c'est de beurs, moi je suis pas un beur moi ! Des beurs qu'est que ça veut dire, quoi Beur ? un petit beur c'est un gâteau, Je comprends pas moi, tout ce ces , ce langage, mais les médias, les politiques font que il n'y a pas d'émergence parce que les personnes qui émergent, les personnes qui font prendre conscience et des personnes qui sont euh comment dire ça, des personnes qui éveillent les consciences des personnes, c'est des personnes dangereuses parce qu'ils ne rentrent pas dans leur plan. d'abrutissement de cette population là, tu vois, de non conscientisation de ces personnes là, de non révolte. Des personnes lambda, ont eurs met de la télé réalité et de la télé poubelle. Ils vont suivre. Oui, ils te font croire que c'est pas possible. Alors c'est possible. A l'école, ben tu vois dans cette école c'est la misère. Mais on ne va pas mettre les moyens, mais on va leur dire à ces gamins que leur horizon c'est noir, ils pourront pas devenir , ils pourront pas s'investir en politique parce que l'engagement citoyen, c'est à l'école, ça commence à la maternelle, c'est là où il te font prendre conscience, en oi disant dans la même banc de La République, L'éveil. Liberté, Egalité, Fraternité. C'est dans l'école que tu la prends. Le patriotisme, c'est dans l'école que tu l'apprends. Je comprends pas. Dès l'école, ils font désunir tout le monde, Ils mettent en confrontation un quartier populaire pour entrer dans les grandes écoles, j'imagine, pour entrer dans les grandes écoles on dirait. C'est un challenge pour toi et quand tu vas te pointer du doigt ""Ah mais toi tu viens des quartiers populaires Moi je suis blanc, mais vous êtes tous des merdes en face de moi". C'est comme ça qu'il faut voir les choses. Pourquoi tu te sens privilégié par rapport à moi ?

Speaker 1 Tu rentres on dirait. Tu rentres en France profonde parce que ces gens me ressemblent pas. Ben la France c'est , c'est , c'est à tout le monde, tu crois, je comprends pas et c'est ça, c'est ça aura une France privilégiée, une France des quartiers. Toujours l'opposition. "Les quartiers s'embrasent, ah nanani. Ah ils ont brûlé les écoles, ils ont brûlé les

institutions, les valeurs, la République a été touchée". Super dans les quartiers. Mais quand les agriculteurs déversent du purin sur les préfectures qui cassent des barrages, c'est normal, faut qu'ils crient leur colère.

Speaker 1 Et du coup, pourquoi il est pas questionné le pourquoi on a brûlé ses écoles?

Speaker 2 Parce que. Parce que, ils représentent la République y pense. Moi, ces jeunes là, je sais même pas s'ils sont capables de refléter leur colère, leur violence. Parce que moi, quand j'ai échangé avec des trucs, pourquoi t'as brûlé (bruit pr faire genre je ne sais pas) Même eux ne le savent pas, tu vois quoi ? Si tu as un peu de conscience Tu brûles pas une bibliothèque, tu brûle pas une école parce que ça va pénaliser tes parents, ça va pénaliser. Tu brûles pas un supermarché Pourquoi ? Parce qu'ils sont dans le pillage, ils sont comme des animaux, tu vois, c'est "EuH...On a cassé une part avec une télé, je pars avec des courses tu vois quoi c'était honteux de voir ça ! Moi franchement, quand je regardais ça a la télé. Les médias en ont profité. Mais je me dit mais, c'est affreux de voir sur la télé c'est quoi ça? Comme si les quartiers c'est vraiment de la merde. tu vois quoi, on est là? tu vois quoi, c'est une bande de zombies qui viennent, qui dépouillent. Tu vois quoi, c'est pas ça, c'est pas ça. Moi je comprends pas comment brûler une école malgré que je mets l'école dans les maux de la société. Mais je ne vais pas brûler l'école c'est un lieu où ils t'instruisent. t'éduque pas à l'école, il t'instruit, il t'instruit l'école. Il y a beaucoup de personnes qui pensent que l'école éduque, non les parents, éduque l'école t'instruit. Il ne faut pas tout confondre et ils ont tout confondu. Moi j'ai dit que mes enfants, l'école les instruisent mes enfants tu vois quoi, c'est pas la même chose. Donc quand tu vois, quand tu vois ça, ben tu te dis déjà on a mauvaise presse, pff tu je regarde, ça Pourquoi ? , Puis ils ne savent même pas ce qu'ils font, ils sont dans pillage, pourquoi? Ben ils crèvent la dalle, ils sont contents de euh ... Des de piller, d'avoir des trucs gratuits chez eux, mais tellement, tellement, Ils sont entrés comme des personnes non souhaitables. Donc comme on non souhaitables je vais casser je m'en fous, Qu'est ce que vous, ou les gens casse des abris bus. Je comprends pas moi, tu vois tout, tout tout. Cette violence gratuite qui ne sert à rien, qui dessert. Je ne veux pas parler qui desservent la communauté car moi je me vois pas dans une communauté du dessert, même si elle existe. mais qui dessert La vie. Passe quoi? Tu viens appauvrir ton quartier quand tu détruis une école ou une bibliothèque. C'est là où tu vas quand tu brûles euhh je sais pas ...pas un centre c'est la où que les gens y vont tu vois quoi. regarde où on est nous. On est mélangés, j'ai même pas de bureaux je te reçois sur une table en plastique, on m'a mis dans un moment de silence, juste là, sur le côté, avec un paravent. Je ne peux pas accueillir des personnes comme ça. Quand tu ne mets plus d'humanisme, quand tu ne mets plus de du vivre ensemble, vivre ensemble juste plus pour moi. Quand tu confonds les inégalités les uns avec les autres, non, moi je suis plus miséreux que toi (rire) parce qu'on parle de misère sociale, même nous on est devenu... ah c'est laid ce que je vais employé comme terme, mais c'est bien... Nous, on est devenu raciste de la personne qui vient, t'imagines ?! On est victime de racisme. On reproduit le racisme sur euh, sur la personne qui vient d'ailleurs. Parce que tu supportes pas, parce que pour toi, ça, te ça te, ça te méprise. Leur façon de faire leur façon de vivre que toi tu te dis moi j'ai pas grandi comme ça, j'étais méprisé. T'imagines ?! les personnes qui viennent avec euh, tu sais que tu sais qu'ils ont pas de lien direct avec la France ? c'est pas un pays colonisé, tu vois, ils ont pas d'histoire. Tu viens d'ailleurs, tu imposes ta loi parce qu'ils sont dans l'entre soi, . Les personnes qui sont arrivées malheureusement sont dans l'entre soi. Il y a plus d'ouverture. Nous, on n'en a pas, eux ils n'en ont pas, nous on n'en a plus eux ils n'en ont pas. Ben toi, tu ressens du mépris et du racisme envers cette nouvelle population parce que tu ne te reconnais Moi quand je viens sur le quartier, je quitte le quartier. C'est bien de me dire ce qu'était le quartier, mais tu vois, c'est t'es devenu méprisant alors tu devrais pas l'être. Tu devrais être sur l'ouverture, tu vois. Mais non, tu veux pas. Parce que la société. Elle est, faites comme ça et elle est faites ce que tu veux pas accepter l'autre, tu vois, Parce que moi parce que mine de rien, tu dis bah moi je suis né en France, tu vois, malgré tout [rire], tu te dis euh ben eux ils viennent d'où ? PQ ils vont profiter des droits alors que moi j'ai pas, je galère, ceci ceux là et eux ils profitent des droits. Alors que c'est faux ! tu vois ? Mais ce mépris, c'est la société qui l'a fait, Ce mépris de de opposés l'un contre l'autre, l'autre contre l'autre. Et tout ça Les politiques, les médias font ce truc pour se poser les vraies questions. ça n'existe pas le vivre ensemble, c'est une utopie le vivre ensemble. Le vivre ensemble, c'est une question utopique, c'est une question des années 80 "oh le vivre ensemble".

Speaker 2 Non mais tu vois, c'est vraiment. C'est de l'utopie, tu sais. Il y a tellement de choses à faire, tellement de choses à penser, tellement de travail à faire. Je me dis comment qu'on peut arriver dans cet état d'esprit de vouloir casser quelque chose? Tu vois, moi, en tant que jeune ou comment j'ai grandi, ils ne savaient pas cette perspective. Ils ont ces jeunes là. La société a tellement avancé les réseaux sociaux, ils ont tellement avancé que. Moi, je, on, nous on l'avait, on avait encore. On a encore cette façon de voir les choses plus pittoresques, je sais pas trop quoi avec eux. Découvrir le monde Parce que la découverte du monde, c'est former la jeunesse. Quand tu visites le monde parce que la France, le quartier, tu te fais expliquer. Moi j'ai des amis de 50 ans qui sont jamais vu la tour Eiffel, qui sont restés sur le quartier, qui sont jamais travaillé. Tu as l'environnement, tout tourne et tu parles avec ces personnes. C'est des personnes qui sont aigries de tout. Des gens. Ils sont dans la nostalgie. C'était mieux avant, c'était mieux avant. Je ne sais pas si c'était mieux avant. Je pense que c'est faux. Chaque société l'a vécu comme ça. C'était mieux avant parce que. Ça part tellement en arrière vers le bas que tu te dis bah c'était mieux avant. Moi j'ai grandi, y'avait pas de problèmes. Ah ah, Y'a des trucs comme ça. J'ai grandi avec tout le monde. La religion n'avait pas sa place à l'école. On avait des cours d'arabe pour tout dire, à l'école primaire, on pouvait, il y a, on pouvait faire cours d'arabe, ça n'a jamais pris le pas. On a jamais, on disait pas sous le ramadan, tu fais le cartable. C'est personnel. Ça n'avait pas cette connotation, pas cet ancrage. La mosquée, les. Toute la journée. Tu sais déjà qu'il n'y a pas si on a grandi en France. Je sais, c'est pas la mosquée, c'est des personnes âgées même, tu vois. Tu vas voir ce qui te fait ta

prière. Tu enlèves, tu travailles comme tout le monde. Ils ont mis des freins, ils ont imposé des choses qui n'étaient pas imposables dans leur lieu de vie. Et eux, ils ont bâti une communauté. Je veux dire dans le truc que je raconte, que je. Mets quand tu vois. Mais la laïcité, en fait, la laïcité est faite pour cibler une religion, c'est tout. Pour moi, c'est ça. Parce que quand tu dis que c'est la religion musulmane, n'est pas laïque, n'est pas compatible avec la laïcité, c'est un leurre. C'est faux parce que la laïcité a été faite justement pour toutes les religions, soit compatible avec la laïcité, la loi de 1905, la séparation de l'Église et de l'état. Bon. Pourquoi nous on est anti république républicain, on tue. Parce que c'est des minorités visibles qui représentent rien dans la population, parce que tout le monde travaille, tout le monde est inséré socialement, personnellement, professionnellement. Mais on voit toujours une minorité qui vote lui même. Toi, tu te poses des questions. Quand je vois des tas vendeurs, je me pose des questions. Je te jure, honnêtement, j'ai pas grandi comme ça. Pourquoi je respecte tout le monde? Dans l'espace public, tu fais ce que tu envie. J'ai toujours dit que quand je rencontre une personne, je suis pas censé savoir quelle religion, quelle pratique. Ça les véganes, ça les gens. Et c'est personnel. Pourquoi je dois m'afficher un truc personnel? Parce que la religion à la base c'est personnel, c'est mystique, c'est toi, c'est toi et ton créateur. En faisant comme les laïques, j'y crois pas moins les gens. Mais ce que je voulais savoir, moi, c'est ça. Mais. Au premier regard, savoir que t'es musulman déjà eu, t'es musulmane Qui t'es du côté musulman? Je sais pas. C'est vrai que c'est noté sur mon front. Je suis musulman. Parce que je suis un pisté. J'aime bien, je façonne. Toi tu. C'est tout ça. Mais si tu mets ton Macron dans ton déguisement, entre parenthèses, pour toi, comme on dit, l'habit ne fait pas le moine, mais toi tu vois te cacher derrière. Je respecte tout le monde, T'as pas besoin de nourriture, t'as pas besoin de le faire savoir. C'est ça toi, ça t'appartient. Après, c'est imposer quelque chose.

Speaker 1 Donc je suis comme ça. En fait, je pense que c'est reçu comme imposé. Mais par exemple, une personne qui va porter un *hijab*.

Speaker 2 j'en ai rien a foutre .

Speaker 1 Ben en soi. Après je veux dire que c'est pas parce qu'on le voit qu'elle l'impose spécialement

Speaker 2 Moi elle m'impose pas

Speaker 1 Oui, mais je pense qu'en France ça peut être interpréter de la sorte, c'est ça le soucis.

Speaker 2 [01:17:43] C'est ça, c'est ça? Moi aussi. Moi Bon, moi aussi c'est pas bien, comme j'ai dit, je m'en fous dans le sens où moi je m'en fous. C'est la liberté d'opinion, c'est la liberté de penser à moi. Je ne suis pas dans des carcans, mais quand tu vois que là, l'accoutrement ça se met à l'école, tu viens habillé comme ça. Arrivé à un moment donné, pose des questions, tu sais elle est ou , elle est ou ta connectivité. Mais tu viens a l'école à c'est pour t'instruire, tu viens pas de ton déguisement de *Qamis* . C'est quoi déjà? Tu viens euh , c'est quoi cette façon dada d'apporter ta tenue vestimentaire? T'es pas dans l'école? Tu peux dire ça me dérange pas, je m'en fous. Tu mets tes habits, rentrer dans une école, tu veux faire ça? Va dans une école privée, tu seras, tu seras reçu. Pourquoi tu vas imposer dans les trucs? Je vais t'expliquer quelque chose qui s'est passé il y a une paire d'années à l'école privée de mes enfants, où une personne qui se soit jamais arrivé a dit Ouais, prospère la cantine, les enfants font le ramadan. Donc ça, ça m'a. Rendu triste. Ce n'est pas une garderie, c'est votre enfant, c'est pas je fais le ramadan, tu prends, tu imposes, Prends tu. Tu te dis J'envoie mon fils à la cantine puisqu'il doit manger à la cantine tous les jours, je paye la cantine mais il fait pas le ramadan. Je vous impose quelque chose. L'École privée, il faut que tu dégages, mais tu le fais d'imposer des choses. Moi avant il y avait un menu, Après en fait, menu végé c'est très bien parce qu'il y a des personnes que j'aime bien, mais venir imposer quelque chose, moi je la pose dans ma vie, dans ma vie personnelle. Tu peux t'imposer des choix puisque c'est ton choix, c'est ton choix d'aller où t'as envie. On te laisse le choix, mais quand tu rentres dans un truc où ils font exprès, quelle l'institution? On va arrêter la viande sur la viande, mais parce que ça rentre dans un choix politique et religieux. Pourquoi les écoles de confession musulmane, il y en a très peu. Si on était une communauté forte manger, pourquoi? Qu'on vienne d'une école privée catholique, Pourquoi il n'y aurait pas de musulmans? Pourquoi ça existe pas? Si tu veux vivre ta foi ou avoir du pourquoi, le seul lycée a été fermé, il y a plus de dons, les plus. Concernés, c'est tout. Ça me pose des questions. Pourquoi les écoles juives? Non, je les entends pas parler, On entendra jamais parler. De toute façon, ils sont tous. Ils sont trop puissants pour nous. Pour les écoles catholiques, il y a toujours eu ce qu'on appelait dans le privé. En privé, si t'es catholique, pourquoi les musulmans ne sont pas propres, sont dans la classe? Pourquoi je revendique des choses dans une école de la République ou soit disant c'est la séparation de l'église et de l'état, tu rentres pas. C'est vrai, ça a toujours été perçu comme ça. On allait, il y a eu aussi c'est pas. A la cantine, ça me plaît pas, je mange pas et tu vas au travail. J'ai pas envie. Je fais le ramadan pour moi, ménager mon temps de travail le vendredi, je dois. Non, non. Pourquoi imposer si tu veux imposer quelque chose? Il y a des pays où tu as cette liberté là, il faut y aller. Tu viens pas critiquer, critiquer des choses. Dans une communauté, tu critiques ça. Il faut que ce soit des critiques constructives pour ça, on sera jamais d'accord pour ça. C'est une communauté qu'ils ont inventé le zéro. Ils sont enfermés dedans. Ceux qui ont inventé le moi tout inventé, le zéro sont enfermés dedans parce que c'est une société qui n'est pas en accord avec ses propres racines. Ils sont racistes. Les gens entre eux sont. Racistes une société de raciste déjà à la base, tu vois, c'est pas une communauté émergente. Je comprends pas et c'est ça qui va faire défaut. Parce que tu vois, ils ont cantonné ces communautés là, les quartiers à problèmes. Donc régler vos merde ensemble. Régler vos merdes ensemble, c'est ça? C'est grossier ce que je disais, mais c'est vrai, comment tu veux émerger? Comment tu veux faire émerger tout ça même à l'école? Comment tu veux faire émerger tout ça? Quand on parle de halal, alors c'est c'est la détente. Pourquoi tu rentres ta vie privée, ta vie? Plus tu reçois à la maison, pourquoi tu te laisses portes dehors dont tu parles normalement, tu

vois, c'est des trucs où si tu l'a très bien dit, c'est une société où on faisant ça, t'as l'impression de l'imposer à l'autre. Regarde. Moi, Moi, Moi! Moi J'ai été choqué mon premier voyage en Angleterre quand je l'ai vu chez Job en train de faire la police ou à l'école. Parce que. Parce que c'est communautaire, la communauté. Mais c'est une communauté intégrée parce qu'ils sont pas. Il n'y a pas de laïcité aux États-Unis, il y a pas de laïcité.

Speaker 1 Même le mot, le mot déjà communauté et le communautaire, il est pas péjoratif. Un petit jour, tu vois ce que c'est péjoratif de parler de la coupe du savoir, là? Le communautarisme péjoratif au boulot.

Speaker 2 [01:23:05] Voilà, c'est ça. Ça, c'est quelque chose qu'on pointe du doigt quand je te parle de le quartier devenu communautaire, tout de suite, tu comprends que c'est voulu. Alors qu'en Angleterre de quartier, je suis communautaire, mais c'est le modèle anglo saxon. On est pas pareil que la France. Et moi je trouve que cette laïcité c'est vraiment, c'est ça, c'est ça a été pensé pour un bien être, mais c'est faux parce que chacun la retranscrit comme il envie, elle n'est pas appliquée à sa juste valeur. Tu parce que c'est la liberté de croire ou ne pas croire. Donc ça ne doit pas être imposé dans le sens où tu marches dans la rue. Si t'es croyant, t'es con, tu peux pas croire que t'es pas croyant, ça ne doit pas poser un problème. Mais c'est devenu un problème. C'est devenu un problème. C'est devenu un problème pour tout. Les femmes voilées ne peuvent plus accompagner les enfants jusqu'à là. Mais je représente les parents. Je ne suis pas, je suis pas, je ne suis pas, je fais pas partie de l'éducation. Et que l'éducation.

Speaker 1 Plus que ton voile, voilà.

Speaker 2 Mais quelque que l'éducation t'impose parce que c'est dans leur charte, ça s'arrête là, dans le service public que tu dois pas faire attention. Et les gens ils viennent avec des croix, Qu'est ce que ça a changé? Quoi? Moi je sais pas pourquoi, moi ça me choque pas de voir des crèches dans les écoles ou quoi que ce soit, surtout dans la rue. Leur folie. Moi j'ai grandi avec chaque Noël, j'ai pas le. Choix je mange pas, je comprends pas de l'environnement. Tu grandis. Ils ont fait que la division pour diviser tout le monde après. Les premières pizzas faire du pain en 4 à 9 histoire de créer un moi pour moi. Au début a été j'allais passer au lycée, moi je me suis dit pourquoi y'a pas ces fruits à venir? De petites vallées, ils en ont fait tout un paquet de première volée. Mais si tu l'emportes sans arrêter, je. Tu veux que je mange? J'arrive pas à ça. Comment? Comment? Comment tu veux élever tes enfants dans le respect des choses? Tu viens? Tu sais que c'est interdit à la base? Tu viens? Pourquoi? Je comprends pas. Tu vas trop, tu vois, tu brûles. Ça commence à cause de ça toi. Je comprends pas comment ils arrivent à trouver ces personnes là à nous faire du mal. Soit c'est perdu. C'est ça que je vois. Je sais que beaucoup arrivent à sortir du chapeau ces personnes là, comment ils pensent toujours des frappadingues, des gens qui sont aucune, Je ne sais pas, je ne sais pas dans quel monde ils vivent, Je suis pas dans le même monde que moi.

Speaker 1 C'est rendre ultra visible des faits minoritaires.

Speaker 2 C'est ça c'était deux personnes là bas. Ça concernait 138 personnes sur 6 millions et demi de jeux sur la rentrée scolaire, 136 personnes dont 20 qu'ils ont pas retirés, que je t'ai exclu de manger sur une rentrée scolaire sur 6 millions et demi de personnes. C'est la folie.

Speaker 2 C'est de la Folie. C'est comme s'il y avait six mois, 6 millions alors qu'ils font ça. Oh là, on a envoyé l'un pour 17 personnes ont est envoyé. Mais tu vois comment les médias on fait porter sur ce problème là? Et moi je comprends pas des choses qu'il n'y avait pas avant cette chose là. Là, toujours la religion là existe depuis quatorze siècles. Pourquoi ça pose problème là? Je comprends pas. Et ils ont mis un truc, ils ont sorti des syndicats et tu peux aller prier, tu peux être tranquille, mais tu fais des choses, tu fais en sorte que t'as. Rien fait en sorte que tu crois que t'as apprécié. Parce que ça, ça va du tour n'importe où et qu'au fond, le musulman, le délinquant. Donc ils mettent tout dans le même schéma de délinquant t'es un musulman, un terroriste ou ouf et tu viens des quartiers de. Les plaies d'Egypte, les plaies des quartiers, tu les mettre sur toi? Comment tu veux te construire? Comment le jeune peut se construire, comment il va se reflète dans la société, L'effet miroir, Comment le jeune qui se construit quand il voit son reflet là, sur ce reflet dans la société. Pourquoi bon nombre de personnes veulent partir de ce pays qu'ils ont la possibilité? Ils vont au Canada ou toi, ils veulent changer parce qu'ils savent qu'ils vont réussir ailleurs. Pourquoi on se pose des questions? Pourquoi? Pourquoi dans cette société là tu fais pas les gens qui, qui font prendre conscience aux autres personnes sont évincées ou ou nommées dangereuses. Et le monde des histoires? Tu racontes tous les jours dans l'histoire. Juste pour dire, c'était un prof de Drancy qui traduisait des textes pour le culte islamique chanté. C'est et son fils radicalisé en disant. J'écoutais ça parce que j'écoute la radio France Info un peu pour venir au travail.

Speaker 1 ciblées

Speaker 2 C'est ça, c'est ciblé. Le prof, l'école, les deux tueries terroristes. Moi je fais des rapprochement. Le défenseur de la laïcité dans l'école secondaire ou ce type là, ça ne fera pas grand chose. C'est même pas son histoire. Je sais même pas si c'est vrai. C'est pas vrai, Je fais n'importe quoi, je suis motivé comme l'imam Mahjoubi, j'oublie l'autre qui nous ont pollué l'esprit. Ce clown qui parle de drapeau tricolore satanique. L'heure à l'heure des réseaux sociaux où tout est filmé. Tu te permets de parler comme ça, mais tu parles, Parle pas une parole sensée éclairer. Fais toi pas que je m'en fous de tes deux esprits, j'ai pas ça savoir. Mais tu e plains là en train de pleurer pour expulser en Tunisie alors que tu mens. En gros, c'est la liberté d'expression si j'ai envie de dire le drapeau français satanique. ou est Le problème ?

Speaker 2 C'est euh Y a le problème sur ma liberté de conscience? Si ce drapeau me représente pas, je vais être expulsé. Non, l'on dit apologie du euh du euh.

Speaker 1 Terrorisme.

Speaker 2 Mais t'imagines où on est parti, nous dans notre communauté où nous on rentre? Tu peux plus parler, tu peux plus me parler, tu me tues. Donc ils vont te retirer de la nationalité. La déchéance de nationalité française, donc je suis un apatride.

Speaker 1 Déjà, rien que l'idée d'enlever la nationalité, c'est peut être qu'on vous considère même pas comme français à la base ou qu'il faut mériter la nationalité, on est donc plus sur des critères de droits .

Speaker 2 Que c'est pas comme un être humain, ça va de plus en plus, les musulmans c'est de la poudre à canon, c'est la chair à canon, c'est la vente médiatique, c'est de euh Mais comme on a une personne qui le représente auprès des médias, il y a une personne qui a une parole cohérente parce que tu as trouvé des idées, des inepties. Dans notre société, il y a des personnes tuées, tu les entends parler, tu te dis mais tu sais quoi? Ce langage? Mais c'est faux! C'est quoi ces paroles? Non mais toi tu cours quand? Toi tu regardes, tu dis C'est pas lui qui me représente, c'est pas lui qui représente communauté tout court. C'est quoi ces merdes qui qui qui parlent à ma place? C'est ça? C'est oui. Même sur les plateaux, sur les plateaux, on est pas représenté, il y a une personne qui va parler. Les gens ils parlent du voile, il y a une personne qui parle, personne ne parle de Maghrébins ou de la communauté musulmane, ce sont pas d'eux. C'est quoi ces personnes? Ils font, ils font des procès, ils parlent à ta place. C'est des personnes qui jugent qu'ils ont un espace médiatique, qu'ils ont une audience sur la population et donc ça forme mate ces personnes là, ils sont racistes. On n'aime pas les personnes qui ne sont même pas touchées dans un mélange de racisme, dans la délinquance. Ici, ils ont jamais été confrontés à ce problème, ils vivent paisiblement. Pourquoi alors? Et c'est tout ça que la société française a fait, il y a eu une annonce sur la guerre que Macron veut envoyer des Russes. J'ai posé cette question. C'est une question très intéressante. Je le fais souvent à des gens. Êtes vous prêts à partir en guerre parce que vous avez l'âge de 23 ans? Vous êtes prêt à partir en guerre pour le crime contre la Russie? Pour lobbies. Ils ne sont pas concernés par cette personne. Est ce que t'as vu? Est ce que t'as vu le conflit israélo palestinien? Est ce que. Est ce que t'as vu que ça s'est embrasé dans les quartiers comme ils voulaient que ça? Est ce qu'il y a que dans les associations les gens réveillés? T'as vu les manifestants, ces gens des banlieues soi disant les gens du quartier qui viennent du bois? Est ce que. Est ce que c'est ces gens là?

Speaker 1 Je ne sais pas, je ne pense pas, non.

Speaker 2 Parce que dans les quartiers sont des choses à la misère sociale qui n'arrivent pas finir leurs fins de mois. Ils sont dépassés par leurs enfants. C'est pas ça leur préoccupation. Ils ont perdu le pouvoir d'achat. Ils ont ils ont perdu toute dignité. C'est pas sans aller aux *Restos du cœur*. Ils sont dans des ballons sur la drogue.

Speaker 2 [01:34:40] Moi c'est les pays qui se divisent, ils jouent aux échecs mais ils ont 20 30 ans d'avance. Plus que ce qui a été pensé il y a 30 ans sur la pandémie. Il y a 30 ans, c'était penser comment qu'on peut manger en temps de guerre après le couvre feu, comme ça ils t'ont interdit de sortir de chez toi? Les gens nous ont suivi comme des bébés. Tu vas mourir. Mais quand tu regardes dans plein de monde, c'est faux. C'est en fait ils t'ont fait des médicaments, ils t'ont abruti. On ne sait même pas ce qu'ils t'ont injecté. Il y a des millions, il y a des personnes qui tombent. Ils sont malades, ils ont des cancers, ils ont des arrêt cardiaque, des investissements, même pas. Pourquoi? Tu le sais? Mais où va ce monde de conscience quand? Quand tu n'as plus de réflexion, quand quand tu tues opprime le peuple sous couvert de démocratie, On est pas en démocratie. C'est faux, La fraternité n'existe pas. Il y a juste sur les pontons de mairie ou dans les écoles, ça n'existe pas en vrai. Quand tu vois qui tu es abruti et que tu te laisses plus réfléchir que quand tu t'imagines que tout le monde est blessé, tu sors une tête de classe, tu rentres pas dans. Tu sais pas si c'est pour ça qu'ils veulent pas, C'est pour ça qu'ils essayent de tout cadénasser. Et les privations de droit, La liberté de t'exprimer comme t'as envie, c'est abordable, Tu peux pas critiquer tellement tu peux pas. Je dis plus je respecte tout le monde. Qu'est ce qui est tutu et tout gel des avoirs et tout Pour le nom de qui? Au nom de quoi tu te permets court et plus gros voleur c'est sur c'est les cols blancs, c'est ceux qui sont à la tête de l'état, c'est eux, c'est eux. Tout ça, c'est eux, c'est eux qu'ils ont fait basculer le pays dans la récession. C'est à cause de eux. Les milliardaires s'enrichissent et créent le fossé de plus en plus. Ils pensent pas aux salariés, aux actionnaires. C'est. Tu sais, on est devenu dans une société qui est dégueulasse. Moi je te mange toute. Je ne sais pas comment ils vont grandir mes enfants, et c'est ça qui me fait peur. Quel monde où ils vont évoluer. On parle de guerre, mais il n'y a pas d'enfants. Ils vont envoyer les enfants des autres faire la guerre dans un truc où on n'est même pas concerné. Je ne suis pas concerné. Je ne me suis jamais senti concerné. Pourquoi en. Les gens sont tous les mêmes voitures que nous. Le tueur sorti ou pourquoi les autres et les Afghans ou les chameaux, c'est toi? C'est deux poids, deux mesures ou j'ouvre pas les yeux? Comment veux tu avoir un monde cohérent et un monde cohérent? Parce qu'ils sont dans l'incohérence totale? Parce que si c'est cohérent, tu tues bloc, tu fais bloc dans quelque chose, mais quand tu divise qui règne, tu restes dans la division. C'est comme ça quand tout est divisé. Quand tu mets une communauté d'une autre communauté comme tu tu mets le pauvre face au riche. Le plus précaire face au petit qui est au dessus de toi, à côté de tous les beaux. Les riches seront durs. Sarkozy le cadre royal du cadre, Sarkozy, celui qui touche pas le bas salaire suisse, qui est au chômage, piqué au chômage. Il va dire ça va non. Chacun se refilent la faute sur le plus faible. Ah non, c'est pas ça, C'est voulu pas. Je ne suis pas de bonne auspice sur le sujet.

Speaker 1 [Mon sujet de mémoire façon ne l'était pas je pense si ça peut vous rassurez [rire].

Speaker 2 [rire] Non mais tu vois. En tout cas, merci. Après, tu prends ce que tu prends. Je parle un peu de tout.

Speaker 1 J'aimerais juste ajouter quelques question par rapport à la police du coup.

Speaker 2 Ouais, c'est très bien.

Speaker 1. Du coup, c'est quoi les interactions? Vu que vous êtes quand vous faites du travail de proximité avec les jeunes? C'est quoi leurs interactions les plus fréquentes entre la police et les jeunes dans le quartier? Et est ce qu'il y a une collaboration où vous avez un dialogue ouvert avec la police, vous, en tant que travailleur?

Speaker 2 Moi, j'appelle ça dialogue ouvert. Bien, j'invitais la police municipale à venir débattre justement sur les violences urbaines et les risques. Ça tombe bien. Donc le principe, c'est confronter le dialogue, le regard de la police et le regard des parents et le regard des jeunes sur la violence. Les parents ont du chocolat et il y en a qui parlé. De manque d'autorité des parents, la police, de manque de respect envers les institutions et les jeunes, de manque de respect de la police. Donc tu sais, c'était un regard assez. Assez intéressant. Parce que moi je vais t'expliquer. Dans la police où plus de gens qui ressemblent à la population, la police c'est un ancrage bien spécifique. Je pense que là, le phénomène sont levés dans une haine du citoyen. Ils ne sont pas. Mais il y a des bons policiers comme il y a dit, il y a des bons policiers, des mauvais policiers comme il y a des bons citoyens, des mauvais citoyens. Malheureusement, la police est représentativité de notre population et de la citoyenneté. Tu vois sur sur quelle tu vois la population, sur quelle. Voilà. Elle. Arriva Sur quoi? Tu peux, Tu peux. Tu ne peux pas dire que la police n'est pas raciste parce qu'il y a des gens racistes dans notre société. Il y a des gens partout, donc c'est une population et c'est une population qui n'est plus ouverte au dialogue, dans la répression. Après, la société est devenue violente. Tu vois, quand tu vois que ce dialogue n'est plus instauré, que la police est là pour frapper, quand tu manifestes qui sont là, pourquoi tu revendiques tes droits et il viens te frapper. C'est l'État qui met en confrontation la police et la population. Le dialogue de la population a été rompu. Moi je me souviens que quand j'étais jeune, on faisait souvent des échanges avec les pompiers et avec la police, on faisait des matchs de foot. C'est con à dire, mais on se réunissait là, on rigolait, on jouait au foot ball. C'est en dehors du cadre législatif des pompiers et de la police. Mais quand on se voyais dehors, on se disait bonjour. Ça permettait de désamorcer certaines crises et de parler : le dialogue ! Le dialogue mène vers une ouverture sociale. On va pas tout résoudre, faut de l'ordre de l'autorité. Chacun défie l'ordre, l'autorité. Il y a toujours eu des vols, il y a toujours eu des trucs. Ça a toujours été comme ça. Mais il y a plus cette proximité. Et maintenant c'est plus la proximité, c'est du faciès, c'est du je contrôle les Arabes, je contrôle. C'est toujours les mêmes qui se font contrôler, c'est toujours c'est toujours la même chose dans les coins. Je le dis pour c'est comme ça, je viens de monter pas pis là je suis chez moi. Il y a une dizaine d'années, à la place du pied, je me suis fait contrôler par les CRS. Je dis pourquoi tu me parles euh Tu me parles bizarrement, tu me parles et je ne suis pas un chien Je suis un travailleur social, je viens, j'échange. Ouais, mais c'est pas écrit sur ton front. Je me dit sais normal puisque c'est vous. Vous faites pas la différence. Je suis un citoyen normal. Tu viens pas me dire, tu viens pas me parler déjà tu me parles tranquillement. Ne viens pas me suspecter d'une chose que j'ai rien. Tu as été jugé coupable, avant quoi que ce soit et cela c'est la doctrine de police. C'est à la changé depuis 2015 2016. Sur sur l'acharnement. L'acharnement policière, c'est devenu de plus en plus violente. La répression, elle, est devenue de plus en plus violente. On n'est pas dans un pays démocratique, c'est la dictature, C'est des pays que c'est des pays de dictature qui réagissent comme ça, qui y a sa police pour se défendre de taper sur tout et n'importe quoi pour avoir le salon de l'agriculture. Quand tu confonds les agriculteurs avec les CRS, c'est un peu honteux, tu vois. Mais ça c'est le gouvernement qui veut faire de la répression, qui n'est plus ouvert au dialogue et qui la police qui dit mal et le nombre de suicides qu'il y a dans la police est énorme. Si c'est pas ça, tu vois, moi c'est un métier que j'aurais aimé faire quand j'étais gosse, quand j'étais jeune. Tu reprends ce que je trouvais, j'aurais pu le faire, mais je. Je me demande pourquoi je vais pas fuir. Mais je me dis la confrontation. Et moi j'ai des potes qui sont devenus policiers et qui sont dans qui sont rentrés dans une forme de détestation de l'autre parce que la police fait que tu rentres dans la détestation de l'autre, des gens. Il y a toujours les mêmes choses quoi. C'est dommage, mais tu les confrontes dans des quartiers déjà, tu as pu y déshumaniser tu encore? Tu vas travailler dans ça. Et toi t'as un rôle répressif, t'as pas un rôle de dialogue, tu rentres. C'est la violence pour la violence. Tu viens de ton envie de cogner. Il y a des gens qui se sont faits connus et il y a des hommes bien, des gens qui rentrent dans la police parce eux ils se disent qu'on va cogné aussi des gens , c'est plus devenu un métier noble , service de l'ordre, ceci cela, déjà t'es surarmé. Les violences policières, ça existe, et ça a toujours existé. Euh. Pendant la guerre d'Algérie, ils ont fait des ratonnades, ils ont tué des gens, ils ont balancé des gens au dessus du pont. Ça a toujours existé. La police de Vichy, c'était la même chose. La police, elle a toujours eu ce rôle répressif et malheureusement, et ça s'est accentué de plus en plus, il n'y a plus de, euh il n'y a pas de pour.... . Après, comment tu travailles dans une institution où t'es poussé à bout tous les jours? Est ce que tu devrais te balader dans une rue, dans une voiture, passe dans les quartiers? Je te dis encore. Passer dans les cafés, passer dans les rues, te faire insulter pour les voitures caillassés et tout ça. Est ce que ça te met pas la haine? Parce qu'à la base tu viens faire ton rôle d'utilité publique, respecter l'ordre public? Te faire euh (silence) . Pas respecté. Comment tu fais les choses? C'est un métier compliqué. C'est une des choses. Bizarres. Tu verras, ça sera moins compliqué. Et c'est vraiment compliqué, je suppose.

Speaker 1 Et du coup, dans le cas des violences policières, s'il y a un jeune par exemple, ou un habitant du quartier, il en est victime. Est ce que vous, au sein du centre, vous avez des dispositifs ou comment vous l'accompagnerai?

Speaker 2 Des gens si y'a victimes de violences policières, et c'est des faits avérés, c'est des personnes. Ce sont des personnes qui sont condamnables.

Speaker 2 Les victimes de violences policières et qu'on peut trouver puisque maintenant la vidéo peut filmer les choses et peut changer le cours de l'histoire. Parce que tu sais, c'est des personnes qui sont, qui sont solidaires et qui vont fomenter des preuves pour pas se faire inculper parce qu'ils ont dit qu'ils ont dépassé l'arc républicain. Et pour moi. Le conseiller d'aller

voir les dossiers et entamer de la procédure et de prouver que les violences qui ont subies n'étaient pas n'étaient pas un défaut. Ils ont dépassé tout entendement sur une. Se faire insulter, ce n'est pas digne de la police. Et commencer à refléter ces choses m'a appris à dire c'est la voie judiciaire des procédures. Mais malheureusement, c'est un long parcours. C'est un long combat d'aller contre les institutions du vois qui sont ils ont la justice pour eux, ils sont assermentés. Donc c'est déjà ça. Le fait d'être assermenté, c'est déjà un pouvoir en soi, ça veut dire que leur parole prévaut sur la sienne. Ça veut dire que toi, ta parole n'existe pas, parce que eux, ils sont surmontés. Mais de quoi? Leur parole est d'or. Déjà, ce statut là pose déjà un problème. Toi, tu pars pas déjà dans les mêmes conditions et après ils contrôlent le fonctionnement, mais c'est dans leur doctrine, contrôle toujours les mêmes populations. Tu te feras moins contrôler dans un supérieur hiérarchique aussi, tu te feras contrôler parce que tu correspond pas aux quartiers. Mais l'essentiel c'est dans les quartiers des fois.

Speaker Je pense que j'ai fait le tour. Sauf que j'ai une dernière question. Est ce que vous vous êtes demandé par exemple la préfecture, la police ou la municipalité de calmer la situation dans le quartier? Quand il y a eu en gros les événements, les révoltes ou les émeutes. Tout dépend de comment vous dites et ce que vous avez fait des maraudes.

Speaker 2 Moi je n'ai jamais su, on va dire ça. Puis c'est une grosse bêtise que je vais dire. Je ne suis pas un extincteur. Je me suis jamais qualifié de personne, de grand frère, de personne qui va porter la parole. La parole, je la porte au quotidien, j'essaie de faire évoluer les choses quotidiennement. J'attends pas qu'il y a une émeute ou quoi que ce soit pour venir calmer une population. Pourquoi? Déjà parce que je suis au courant des problèmes qu'ils ont et les débordements fait que les problèmes sont à la cause, qu'ils sont à l'écoute le savent, ils ne prennent pas les problèmes au sérieux et quand ça déborde, je viens pas à faire le pompier de service parce qu'il me semble que je vais aller les voir et je vais calmer la situation je calme RIEN. Je suis là dans le rôle de mon travail, de parler avec eux et de remonter justement le climat. Quand tu vois que le climat est malsain, bah tu tu le dis ce rôle là de te dire va y va parler à ceux qui te ressemblent, moi ça m'intéresse pas, moi euh moi je ne suis pas dans cette chose là. Et les gens qui font partie de ça pendant seulement les événements, ça m'intéresse pas non plus. Tu vois, la presse est venue nous voir, on a parlé ce monde parce que le centre a été brûlé. La presse vient pas nous voir quand tout va bien. Quand tu vois, quand tu mets des projets qui mettent à l'honneur les jeunes, ils ne viennent pas, C'est pas intéressant, ça va, ça, ça fait pas vendre. Mais quand tu brûles, ça fait vendre. Quand tu viens, tu parles de moi, je suis pas le zorro , , je me suis, je te suis pas. Il y a une vraie misère sociale. Qu'est ce que tu vas leur apporter comme solution? Je ne suis pas une baguette magique pour euuh , la seule baguette magique que euh, c'est ma parole de leur faire prendre conscience qu'il y a des personnes qui doivent se prendre en main et qui peuvent réussir. Qui se mettent pas des œillères que le monde est à eux, qui sont mobiles, sont français. Surtout il ne pas qu'il se passe que les médias leur reflètent. Dis moi ce qui n'est pas là leur.

Speaker 1 Est ce que vous avez des recommandations pour d'autres trucs que je pourrais faire?

Speaker 2 Bon, je parle un peu de tout, mais aller voir des personnes qui ne pense pas comme moi. Bien sur, il faut toujours avoir l'esprit de contradiction, ou peut être une autre vision de la société qui n'est pas la mienne. Pour que le problème c'est nous parce qu'il nous faut rien, c'est des paresseux. Personne et personne ne saurait dire avec de la paresse on s'efforce. D'avoir cette chance là. D'avoir une autre vision. Il faut toujours avoir deux visions qui se font au plus profond sur des personnes qui ne sont pas du quartier, qui ne connaissent pas les problèmes pour voir de leur point de vue c'est quoi? C'est quoi leur? Est ce que. Est ce que. Est ce qu'ils se sentent concernés par tout ça? Tu vois, je pense qu'après tu auras tous les éléments pour une.

4^e de couverture du mémoire

Ce mémoire porte sur les révoltes urbaines de 2023 suite au meurtre par balle le 27 juin 2023 du jeune Nahel Merzouk âgé de 17 par un agent de police en service lors d'un contrôle routier. Plus précisément, ce mémoire a pour prisme de lecture des révoltes, les discriminations et la stigmatisation.

En cela, nous interrogeons la variabilité du rapport aux révoltes des habitants de quartiers populaires à Roubaix et les possibles liens entre leurs rapports aux révoltes et leurs expériences personnelles de discriminations et de stigmatisation.

Plus largement, le rapport à l'Etat et aux institutions (la police, la justice, l'école, les médias) est aussi étudié en raison des effets hétérogènes, parfois cumulatifs que produisent ces phénomènes de discriminations (direct ou indirect) et de stigmatisations mais aussi du fait des dimensions structurelles et systémiques de ces dernières.

Mots-clés :

- Révoltes urbaines: Réaction politique souvent suite à des violences policières, mais ayant des dimensions plus complexes et plus large liées aux conjonctures ou climat socio-économique et a un vécu de violences physique et symbolique trop longtemps déniée.
- Répertoire d'action : Moyen de protestation et de publicisation d'une cause qu'ont divers groupes sociaux pour parvenir à se faire voir et entendre sur la sphère publique.
- Discriminations : illégal, traiter différemment des personnes et ne pas leur octroyer les mêmes droits ou accès en raison de leurs origines ethno-raciales, leurs croyances, leurs genre ou orientation sexuelles etc. Les discriminations sont diverses: directes, systémiques ou indirectes.
- Stigmatisation : moins direct et moins violent que la discrimination mais produisant tout aussi des effets. Celle-ci tient du fait de marginaliser et différencier des personnes en raison d'un groupe porteur de stigmates auquel ils sont assimilés péjorativement. Ainsi il leur est assigné un stigmatisme porté.
- Universalisme Français : Principe d'indifférenciation entre citoyens qui peut induire une injonction à s'assimiler. Homogénéiser les citoyens, qui sont un groupe pourtant hétérogène.